

# Le Code des 305 Articles de Madagascar

---

THÈSE

**pour le Doctorat en Droit**

*Présentée et soutenue le 2 Juin 1931, à 14 heures*

PAR

**G.-P. BORREL**

ADMINISTRATEUR DES COLONIES

---

PRÉSIDENT : M. le Professeur R. MAUNIER.

SUFFRAGANTS : M. le Professeur PERREAU.

M. GUSTAVE JULIEN, Gouverneur Hono-  
raire des Colonies.

---

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C<sup>ie</sup>

160, Rue Saint-Jacques

---

1931







**Le Code des 305 Articles  
de Madagascar.**



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# **Le Code des 305 Articles de Madagascar**

---

**THÈSE**

**pour le Doctorat en Droit**

*Présentée et soutenue le 2 Juin 1931, à 14 heures*

PAR

**G.-P. BORREL**

ADMINISTRATEUR DES COLONIES

---

PRÉSIDENT : M. le Professeur R. MAUNIER.

SUFFRAGANTS : M. le Professeur PERREAU.

M. GUSTAVE JULIEN, Gouverneur Honoraire des Colonies.

---

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C<sup>ie</sup>

160, Rue Saint-Jacques

---

1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-  
probation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions  
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

- AUJAS L. — Manuel de procédure et de droit indigène (Tananarive 1908).
- BERTHIER H. — Droit civil malgache — in-32 (Tananarive — Imprimerie officielle 1930).
- Bulletin de la Société de Géographie de Toulouse — in-32 — 49<sup>e</sup> année No 69 — nouvelle série — oct. nov. 1930 — Imprimerie Toulousaine, 2, rue Romiguière, Toulouse.
- CAROL J. — Chez les Hovas — in-12. P. Ollendorf, 26bis, rue Bonaparte, Paris 1898.
- CORAN. — Traduction M. Savary. Mahomet — Le Coran — Traduction nouvelle avec notes d'un choix de sourates précédées d'une introduction au Coran par E. Montet, professeur de langues orientales à l'Université de Genève, ancien recteur — Chartres, Imp. Durand, rue Fulbert, Paris, Payot, 106, Boulevard Saint-Germain, 1925 — in-16, 427, 27 pages.
- DEMAISON A. — Un voyage moderne à travers notre continent austral — in-32. (Editions du Monde Moderne, 79bis, rue de Vaugirard, Paris 1927. 254 p.).
- DURAND O. — Mœurs et institutions d'une famille Peule du cercle de Pita — Bulletin du Comité d'Etudes historiques de l'A. O. F., in-12 — Tome XII — No 1 et 2 (Librairie Larose, 11, rue Victor Cousin, Paris, 1930). 85 p..
- ESME J. d'. — L'Ile Rouge — in-16 (Librairie Plon, 8, rue Garancière, Paris, 1928). 270 p.
- FERARÈS S. — Les lois malgaches et le Pentateuque — Revue Linguistique de Paris — in-8 (Librairie Dur-lacher, 142, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris, 1914).
- FERRAND G. — Les Migrations musulmanes et juives à Madagascar — in-8 (Annales du Musée Guimet — Revue de l'Histoire des Religions — Tome III, p. 381-417, Paris 1905).

## II

- FLACOURT E. de. — Histoire de la Grande Isle de Madagascar — publié après privilège du Roi, contre-signé par «de Lynnes le douzième octobre mil six cent cinquante sept par Pierre Lamy, François et Gervais Les Clouziers et Pierre Bienfait, marchands libraires à Paris, 471 pages.
- GAMON A. — Code annoté de la législation et dictionnaire de la réglementation de Madagascar et dépendances — 2 volumes (Tananarive 1906).
- GIDE et RIST. — Histoire des Doctrines Economiques — in-16 (Paris 1922. Librairie de la Société du recueil Sirey, 22, rue Soufflot).
- GIRAULT A. — Principes de colonisation et de législation coloniale. 3 volumes in-12 (Librairie du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris 1922).
- GRANDIDIER A. et G. — Histoire Physique, naturelle et politique de Madagascar — 28 volumes in-8 — (Société d'Editions Géographiques, Maritimes et Coloniales, 184, Bd St-Germain, Paris MLCCCVIII).
- JULIEN G. — Institutions politiques et sociales de Madagascar, 2 Tomes in-8 — Paris 1908.
- JULIEN G. — Pages Arabico-Madécasses, in-12 — Paris 1929.  
18° Latitude sud — Cahier de Littérature et d'Art — in-20. Nouvelle série No 6 (Tananarive chez Paoli et Fils).
- Législation et Finances coloniales.* Collection de l'école de législation professionnelle et de pratique coloniale — in-32 (Librairie du Recueil Sirey, Paris 1930).
- LEVY G. — Etudes de l'organisation judiciaire de Madagascar, Paris 1906 — Thèse.
- MALZAC le R. P.). — Histoire du royaume Hova depuis ses origines jusqu'à la fin — in-16 (Imprimerie catholique — Tananarive 1912). 645 p.
- MAUGHAN. Sommerset W. L'Archipel aux Sirènes — Traduction Mme R. E. Blanchet — in-16 (Editions de France, 20 avenue Rapp, Paris 1925).
- MONDAIN G. — Raketaka — in-16 (Publication de la Faculté des Lettres d'Alger — E. Leroux, Paris 1925).

- MONDAIN G. — Consciences malgaches — in-8 (Société des Missions Evangéliques, 102, Bd Arago, Paris 1928).
- MONTAIGNE M. de. — Essais (Paris 1911, 2 vol. in-16).
- Notes, *Reconnaissances et Explorations*. 7 volumes — in-16 — Revue trimestrielle (Imprimerie Officielle de Tananarive 1896 à 1903).
- OZOUX. — Droit pénal indigène — Tananarive 1928.
- PAIN L. — Thèse: De l'Institution de Fokon'olona à Madagascar, in-8, Poitiers 1910.
- RASON R. — Etude sur la musique malgache — *Manuscrit inédit* — Tananarive, Mars 1930.
- Recueil des Délibérations des Djema'a du Mzab*. In-16 — (Revue des Etudes islamiques — Cahier II — Librairie Orientaliste Paul Geuthner, 13, rue Jacob — Paris 1930).
- Revue Mondiale*.
- RUSILLON H. — Un culte dynastique, avec évocation des morts, chez les Sakalaves: Le Tromba — in-16 (A. Picard et Fils, 82, rue Bonaparte, Paris 1912).
- SIBREE J. — Madagascar et ses habitants — in-16 — Traduit de l'anglais par H. et H. Monod (Société des Livres religieux — Dépôt 7, rue Romiguière, Toulouse 1873.).
- SUAU P. — La France à Madagascar — Histoire politique et religieuse d'une colonisation — in-16 (Librairie Académique Perrin et Cie, 35, quai des Grands-Augustins, Paris 1909).
- VAISSIÈRE, de la (le R. P.). — Histoire de Madagascar, ses habitants, ses missionnaires, 2 vol. — in-16 (Victor Lecoffre, 90, rue Bonaparte, Paris 1884).
-



## PREMIÈRE PARTIE

---

### CHAPITRE PREMIER

---

#### La promulgation

#### Les Idées de la Reine et du premier Ministre

---

Dès la prime aurore, les «pièces d'artillerie qui servent à tirer les salves lorsqu'ont lieu des Kabarys importants» (1), ont réveillé sans douceur la capitale malgache.

Un rare événement va marquer cette journée solennelle du mardi, 1<sup>er</sup> Alakaro (29 mars) 1881. Les nuages de l'été déclinant l'annoncent lourde et chaude.

Des maisons peintes de couleurs vives, coule la lente théorie des citadins. Toutes et tous se sont drapés avec une négligence affectée dans les plis harmonieux du lamba blanc.

D'Ilafy, d'Ambohipo, d'Ambohimanga la royale, de tous les points de l'Imerina, des villages serrés autour des tombeaux ancestraux, de Sabotsy, de Namehana, d'Andraisoro, comme des provinces les plus reculées, les populations accourues se mêlent aux citadins.

---

(1) Sibree, p. 116. — Les Kabarys sont des discours, des réunions plus ou moins officielles, souvent de simples entretiens.

Descendus noblement des hauts quartiers, ceux ci débouchent, plus nombreux d'instant en instant, des ruelles enchevêtrées aux flancs des trois collines.

La Ville-aux-mille-guerriers regorge de monde. Le flot ininterrompu se dirige vers «un espace triangulaire appelé Andohalo, d'une superficie de trois ou quatre hectares, où se réunissent les assemblées nationales». (1) Cet espace est déprimé au centre, «de manière à former une sorte d'amphithéâtre... où peuvent prendre place jusqu'à 30.000 individus». (2)

Il est «affecté à cet usage depuis Andrianampoinimerina, ce grand fondateur de la monarchie hova » (3).

En ce jour, grand entre les jours, Ranavalomanjaka, Reine de Madagascar, doit lire à son peuple un nouveau Code des lois, beaucoup plus important, avec ses 305 articles, qu'aucun de ceux qui l'ont précédé.

Avant d'être commentée avec passion dans les assemblées familiales, cette lecture, devant le peuple facile à l'enthousiasme, constituera la promulgation officielle de la loi.

Le procédé est simpliste, peut-être, mais plus pittoresque, à coup sûr, plus vivant, d'un effet plus immédiat, plus personnel et plus massif à la fois,

---

(1) Sibree — p. 305.

(2) Sibree — p. 112.

(3) R. P. Malzac, p. 136.

que les modernes publications, si sèches, si rigides de nos journaux officiels.

Pour aussi copieuse qu'elle puisse s'avérer, cette lecture devait être intégrale. Une seule ligne omise, voire un seul mot, la promulgation demeurerait irrégulière.

Alors, Ranavalona II ne serait plus « censée signifier à son peuple, en même temps que ses lois, ses volontés formelles » (1). Car, pour le despotisme hova, la Reine et la loi ne doivent faire qu'un. « Là où est le roi est la loi ». (2)

Nous retrouvons ici notre ancienne formule: « Si veut le roi, si veut la loi ».

Petit à petit, s'est ceinturée d'une foule attentive et patiente l'étroite et longue place.

Elle est ombragée, aujourd'hui de beaux arbres et porte, en son centre, un banal kiosque à musique, là même où s'élevait la pierre sacrée: « Roche bleue à fleur de terre » (3), « parfois envahie par les herbes ». (4)

La coutume locale l'avait revêtue d'un caractère à la fois politique et religieux. De son influence mystérieuse, « le souverain recevait tout pouvoir et toute vertu ». (5)

---

(1) G. Julien — Notes, reconnaissances et explorations, Mars 1900 — p. 96.

(2) Gamon — Traité de la justice indigène, p. 4.

(3) Sibree p. 113.

(4) Malzac p. 363.

(5) Malzac p. 236.

Avec une passion contenue, chacun imagine par avance la cérémonie de ce jour.

Près de trois ans se sont écoulés, depuis que le fameux règlement des *Sakaizambohitra*, les *Amis des Villages*, a été lu au peuple. Assez brève assemblée. On sait, vaguement, que la lecture en ce jour sera longue.

On se répète que Razanakombana, 14 Honneurs (1), Officier du Palais, chef des fonctionnaires chargés-de-la-législation, secondé par Ralaitafika et Ramarolahy, a travaillé des mois, sous l'œil même du tout-puissant Rainilaiarivony, Premier ministre et Commandant en chef de Madagascar.

Au demeurant, redoutable et astucieux personnage.

« Ce ministre illettré, le définit Suau (2), était un séduisant orateur; sans formation et sans usage, il s'est joué longtemps de nos diplomates et, invité à leur table, il avait aussi grand air qu'eux... Inaccessible dans son rova (3), il savait poursuivre ses desseins, écraser ses rivaux et développer sa puissance, tour à tour impitoyable et généreux. »

« Il fut le Richelieu d'une monarchie noire, exposée aux convoitises de l'étranger et au péril intérieur d'un démembrement féodal. » (4)

---

(1) Haute distinction malgache, que nous avons maintenue.

(2) Suau p. 47.

(3) Enceinte fortifiée, palais.

(4) Carol, p. 25.

Véritable souverain, en somme, de Madagascar, du 14 juillet 1866 au 6 février 1896, date où le général Duchesne mit péremptoirement fin à ses agissements en le faisant conduire à Alger par le capitaine Lamolle, Rainilaiarivony escomptait que le nouveau Code provoquerait une énorme sensation (1). Il pensait à un retentissement d'une particulière ampleur, non seulement dans le peuple malgache, extrêmement avide de cérémonies où règne le mot, mais dans l'Europe tout entière.

Ambition puérile peut-être, mais à coup sûr, point banale.

\* \* \*

Lentement, la place d'Andohalo s'est garnie de spectateurs. Les soldats aux tenues hétéroclites parviennent, sans trop de peine, à maintenir un ordre relatif.

Les derniers arrivants cherchent, parmi les protestations discrètes, à se glisser en bonne place.

A toutes les fenêtres, des têtes se pressent, guettant les groupes nouveaux.

Une immense et sourde rumeur monte de cette foule que l'attente énerve et inquiète insensiblement.

Brusquement, à neuf heures, une salve tonne, répercutée par tous les échos. Elle annonce que sa Majesté, passant devant les tombeaux des Nobles

---

(1) D'après Carol p. 287 — Ce code était dit de Rainilaiarivony ou de Parett, naguère imprimeur à Tananarive, qui y aurait travaillé.

Ancêtres dont les ombres sacrées lui inspireront les justes paroles, quitte la demeure royale. Tout en haut de la ville, le vaste monument dresse sa masse imposante et sans grâce, «placage de maçonnerie sur un palais qui restait de bois» (1) malgré que l'architecte Cameron, en 1887, l'ait lourdement vêtu de pierres.

Ranavalomanjaka est assise sur un magnifique palanquin, rouge et or.

Les m'piantses, chanteuses royales, précèdent le cortège.

«Au nombre d'une cinquantaine, revêtues d'une longue robe descendant jusqu'aux genoux, la tête serrée dans un mouchoir rouge, la main droite agitant en cadence une écharpe, *en signe d'ovation*, elles répètent, en esquissant un léger mouvement de danse, la mélodie suivante:

«Eh! Eh! Eh! Bonne Reine! Eh! Eh! (2)

Notre Reine est une bonne Reine Eh!

Notre Reine est notre soleil! Eh! Eh! (3)»

Et les chanteuses battent des mains, pour scanner l'hymne qui vient des Ancêtres.

Trainées par une compagnie d'artilleurs, deux grosses pièces de campagne viennent ensuite. Puis, par milliers, les gardes du corps, sous les ordres d'officiers aux uniformes brillants.

---

(1) Suau p. 88.

(2) Etude inédite sur la musique malgache, par R. Rason hova, professeur de musique à Tananarive, 1930, p. 8.

(3) Malzac p. 503.

Insigne du pouvoir suprême devant qui tous s'inclinent, le grand parasol rouge apparaît à 9 heures 30, et la Reine, «Dieu vu par les yeux», (1) pénètre sur la place.

Elle est accueillie par le traditionnel *Hoby*, «bruit sourd semblable aux mugissements des flots et réservé aux souverains». (2)

A 10 heures, le palanquin s'arrête à l'endroit même où se trouve la Pierre Sainte.

Maintenant plane sur la foule un grand silence, ce silence de tous qui créait chez Maeterlinck une émotion si intense, si religieuse.

La Reine descend de son siège. Elle donne les mains à deux grands de son royaume et parcourt, *de ses pieds sacrés*, l'espace — assez court au surplus — qui la sépare du trône.

Ranavalomanjaka est vêtue à l'européenne. Une certaine majesté émane de sa personne, ou mieux, de son attitude. Un long manteau blanc, brodé de fleurs et de couronnes l'ennoblit encore, et, dans sa main, le sceptre d'or ne tremble pas.

Les canons entourant la ville annoncent et saluent d'avance les premières paroles qui vont être dites, les paroles solennelles de la loi.

La minute ne manque pas de grandeur. Du moins, s'il faut en croire le P. de la Vaissière, paraît-elle ne pas manquer de grandeur. Le peuple, en effet, comprendrait de façon plus ou moins

---

(1) H. Rusillon. Un culte dynastique: le Tromba.

(2) R. P. de la Vaissière — p. 405.

nette, «que toutes ces lois ne sont, au fond, qu'une machine de guerre, derrière laquelle Rainilaiarivony, d'une part, et l'Angleterre protestante, de l'autre, se sont embusqués de concert, afin de tirer tous les deux: l'un contre les malgaches des classes élevées... l'autre contre la France catholique, sa rivale». (1)

La Reine s'assied. Elle se recueille un instant, comme pour méditer sur ce qu'elle va dire. A défaut des Ancêtres, le premier Ministre le lui a très probablement inspiré, sinon appris mot par mot. Ranavalona se lève enfin, s'offre à l'admiration muette de la foule. Puis, détachant les syllabes, d'une voix nette, qui porte aux confins de la place et ne faiblira point, elle commence le long Kabary.

Le discours préliminaire est coupé par l'appel coutumier à une approbation de commande:

«N'est-il pas ainsi, ô Peuple?»

Et, discipliné, peu soucieux de déplaire à la souveraine et, surtout, à l'autoritaire Rainilaiarivony, roi absolu tandis que passent les reines dont il est le Warwick (2), le peuple répond, peut-être sans enthousiasme, mais, en tout cas, avec un bel ensemble: Izay! Izay! C'est cela! Très bien! (3)

La cérémonie a pris fin.

---

(1) De la Vaissière T. 2 p. 296.

(2) Carol. Chez les Hovas p. 194.

(3) L'arrêté de Galliéni (1er décembre 1900) et le texte même du Grand Kabary de 1881, ont été édités par l'Imprimerie Officielle de Tananarive, sous la traduction

Deux heures ont passé sur le peuple attentif. Au pas majestueux et bien cadencé des 24 porteurs les mieux dressés du pays, qui portent «le bonnet de coton dont la mèche pend sur l'oreille» (1) Raniavalomanjaka regagne son palais.

---

(1) Carol. Chez les Hovas. P. 192.

---

de M. G. Julien, dont la souriante érudition et l'extrême obligeance à laquelle nous nous plaignons à rendre un déferent hommage, nous ont permis de mener à bonne fin notre travail.

Kabary prononcé par Ranaivalomanjaka, Reine de Madagascar, etc., etc., devant le peuple à Andohalo, le mardi 1<sup>er</sup> Alakarabo (29 mars) 1881.

Nul ne peut traduire ce Kabary et ces Lois ni les transmettre ou en faire un volume, à l'exception de la Reine de Madagascar; si quelqu'un passe outre (à cette interdiction) il commettra un grand crime.

Moi, Ranaivalomanjaka, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, gardienne des Lois de mon pays, etc...

Voici, Peuple, ce que je vous dis: le jour où je vous ai convoqués est arrivé; vous êtes tous ici réunis, exacts à mon appel; vous êtes nombreux, mais on ne se brise pas la poitrine à vous appeler, vous êtes multitude et vous ne causez pas l'enrouement de la voix; appelés de jour ou de nuit, vous êtes toujours prêts à m'obéir; c'est par discipline, Peuple, que vous agissez ainsi, et je vous en suis reconnaissante et vous en remercie; je possède réellement en vous un père et une mère, vivez donc, et que Dieu vous bénisse.

Et voici, Peuple, ce que je vous dis: c'est moi que Dieu a choisie pour être la maîtresse de ce pays et de ce gouvernement; c'est pourquoi je cherche toujours ce qui peut les améliorer ou les avantager, et y réfléchis sans cesse, dans l'intérêt de votre tranquillité.

N'en est-il pas ainsi, Peuple?

Et ce n'est pas moi seulement qui ai agi ainsi; ce sont aussi mes ancêtres. Andrianampoinimerina divisa, après

Grands amis de l'éloquence publique, fanatiques du verbe et se laissant, — ultra-méridionaux, — facilement griser à sa sonore magie, les hovas, avec «leur respect inné de l'autorité», (1) ont ardemment écouté.

---

(1) A. Laurence. Madagascar. In Revue Mondiale. Juin 1930.

---

qu'elle eut été pacifiée, l'Imerina en six districts, afin de répartir les charges administratives et faciliter la surveillance des populations. Il plaça dans chaque circonscription des vadin-tany pour servir d'intermédiaires dans toutes les affaires entre le gouvernement et le peuple, le peuple et le gouvernement. Chacun s'efforça alors de se conformer aux volontés d'Andrianampoinimerina.

Il continua d'en être ainsi sous Lehidama (Radama Ier), lequel créa les Andriambaventy et répartit la population en groupes de cent et de mille pour la meilleure distribution des affaires de chaque tribu. Il créa aussi l'armée et installa des officiers sur les frontières pour protéger le pays et le gouvernement, afin que les sujets jouissent de leurs biens, et aussi, dans le but de réaliser ce vœu de son père Andrianampoinimerina: «La mer est ma frontière».

Sous son règne, Rabodanandrianampoinimerina (Ranavalona Ier) respecta cette tradition et même la continua.

Quant à Rasaherimanjaka, elle fit tout ce qu'il fallait pour en assurer le maintien.

Et la voici, cette tradition parvenue jusqu'à moi, Ranavalomanjaka.

Lorsque, nouvellement arrivée au pouvoir, je me montrai à vous à Andohalo, Peuple, je m'exprimai ainsi «Je place mon royaume sous la protection de Dieu» et pour cette raison, je demandais à Dieu, avec toute la force de mon cœur et de mon âme, tout ce qui pouvait être propice et bon pour ce royaume, en même temps que propre à enrichir la terre, afin que chacun jouit avec quiétude de ses biens, les petits comme les grands.

N'en est-il pas ainsi peuple?

J'ai recherché, en conséquence, les moyens de réaliser mes désirs, et j'ai procédé à une répartition des charges, de telle sorte que chacun eût le cadre de ses attributions bien défini, une bonne organisation étant la con-

Nous serions presque tentés de dire, suivant la formule de Farrère, dans « Achmet Pacha Djemaleddine » : « Ils ont écouté pour obéir ».

Tous quittent posément la grande place.

---

dition essentielle de l'ordre qui doit régner dans l'administration d'un pays.

L'expérience et le savoir accomplissent ici des progrès au niveau desquels il faut porter les affaires de l'Etat. Si les fonctionnaires sont mal distribués, et leurs attributions mal définies, il en résulte une confusion et un désordre tels que les résultats atteints restent inférieurs à ceux qu'on aurait dû obtenir.

N'en est-il pas ainsi, Peuple ?

Avant que l'on n'ait vu à l'œuvre les fonctionnaires qui vont être aujourd'hui désignés, peut-être y en aura-t-il parmi vous qui concevront des doutes et se demanderont si l'expérience réussira ou non ; je suis convaincue, moi, qu'elle ne pourra que réussir, parce que toutes les affaires qui se présenteront iront, chacune selon sa nature, au fonctionnaire spécialement désigné pour la traiter, lequel devra la solutionner convenablement et sans retard. Lorsque les affaires administratives seront ainsi organisées, le peuple jouira d'une paix plus profonde, et le gouvernement entrera dans une voie d'incessants progrès, tout comme les nations qui, protégées par des soldats courageux et instruits, régies par des lois justes, sont respectées au dehors et aimées à l'intérieur.

Et je vous dis encore, Peuple : c'est pour assurer votre bien-être que j'ai procédé à cette organisation, et si, parmi ceux que j'ai désignés, il en est qui agissent mal à votre égard, traitent les affaires en se laissant guider par les sentiments d'affection pour d'autres, par un sentiment de respect humain ou même de haine, et si, surtout, ils vous prennent de l'argent ou tout autre chose, et ne reconnaissent pas juste celui qui est juste, et coupable celui qui est coupable, conformément à mes ordres et à mes lois, vous pourrez m'écrire pour me les signaler ou écrire à Rainilaiarivony, Premier Ministre et commandant en chef de l'armée malgache et directeur de mes conseillers, afin que vous et eux soyez jugés ; et, s'il est bien établi

Ils se redrapent, d'un geste étudié, dans les lambas peu ou prou déplacés, et commentent ce qu'ils viennent d'entendre.

Andohalo, bientôt, n'est qu'un désert. La poussière soulevée retombe avec lenteur, tandis que des

---

qu'ils ont mal fait, ils seront condamnés selon la loi, pour avoir violé les engagements qu'ils avaient pris à mon égard.

N'est-ce pas cela, Peuple?

Et je vous dis en outre, Peuple, que Rainilaiarivony, Premier Ministre et commandant en chef (Chef des fonctionnaires du gouvernement de Madagascar, premier chef de l'armée, et directeur de mes conseillers), est leur supérieur à tous, et qu'il a reçu de moi le pouvoir de les nommer, de veiller à ce qu'ils s'acquittent de leur tâche respective, et de destituer ceux qui n'agiraient pas selon mes ordres.

N'est-ce pas cela, Peuple?

Et maintenant, Peuple, on va vous lire les lois de mon royaume, ainsi que les noms de ces fonctionnaires, afin que vous les connaissiez.

Voici les lois de mon royaume de Madagascar, je les ai codifiées afin qu'elles constituent pour vous une règle de conduite et que vous sachiez rester dans le devoir, car il m'est par dessus tout pénible de vous prendre en faute; toutefois, et malgré ma répugnance à voir en vous des coupables, si vous violez et ne respectez pas les lois, je vous en appliquerai les sanctions, qui que vous puissiez être, car la loi est la même pour tous, et doit être sacrée, tant pour moi que pour vous, Peuple.

Que chacun de vous, Peuple, soit donc raisonnable et s'observe, si vous voulez être heureux et travailler au bien du gouvernement.

Ces lois peuvent être entre les mains de tous les sujets; toutefois, ne pourront parler au nom de la loi et donner des ordres que ceux qui auront été spécialement désignés à cet effet; si d'autres que ceux que j'aurai désignés s'arrogeaient ce droit, ils seraient coupables.

Ces lois, Peuple, pourront être augmentées ou modi-

enfants jusqu'alors tenus à l'écart, se pressent, admiratifs, devant la rouge estrade, (1) veuve de ses pompes et terne maintenant, d'avoir été trop impressionnante et trop riche.

---

(1) Le rouge était la couleur strictement réservée aux rois.

---

fiées, si je juge que cela puisse être dans votre intérêt.

Examinez ce qui est la vérité, et voyez ce qui est juste, car au bout, vous trouverez la tranquillité.

Dit Ranavalomanjaka,  
Reine de Madagascar, etc., etc., etc.

Deuxième Code de Ranavalona II  
dit aussi Code des 305 articles  
Promulgué le 29 mars 1881.

*Arrêté.*

Le Général commandant en chef du Corps d'occupation et Gouverneur Général de Madagascar et dépendances,

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897,

Considérant qu'aucune des traductions existantes du code des lois malgaches de 1881 n'est revêtue d'un caractère officiel; que les diverses traductions en usage devant les tribunaux ou dans les administrations de la Colonie présentent des divergences de texte pouvant être préjudiciables aux intérêts en cause;

Considérant qu'il y a lieu de remédier à cette situation en établissant une traduction officielle unique du code malgache de 1881;

Sur la proposition de M. Le Procureur Général, chef du service judiciaire,

**Arrête:**

Article premier. — Le code des 305 articles des lois malgaches promulguées le 29 mars 1881, traduit par M. G. Julien, administrateur des colonies, ancien interprète principal du Gouvernement Général de Madagascar, édité et publié le 1er décembre 1900 par l'Imprimerie Officielle de Tananarive, sera considéré, à compter de ce jour, comme étant le seul texte officiel des dites lois. Ce caractère offi-

Cet événement considérable dans la vie Malgache, était aux yeux du Père Malzac une manœuvre de la Reine et de son Premier Ministre Rainilaiarivony ayant eu pour but uniquement de faire accroire à l'Europe que la nation Hova était une nation civilisée» (1) et prouver à tous, surtout

---

(1) R. P. Malzac — p. 467.

---

ciel est conféré au texte du code lui-même et non aux annotations.

Article deux. — Ce texte devra, à l'exclusion de tous autres, être usité devant les cours et tribunaux et dans les administrations de la colonie.

Article trois. — MM. le Secrétaire général, le Procureur Général, les chefs de services, les administrateurs chefs de province et les commandants de cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tananarive le 1er décembre 1900.

Galliéni.

Par le Gouverneur général:  
Le Commissaire des Colonies  
ffons de Secrétaire Général

Lallier du Cou'ray

Le Procureur Général  
Girard.

M. Julien, dans les Institutions politiques et Sociales de Madagascar, T. I p. 534, ajoute en parlant du Code des 305 articles:

«Ce document fut imprimé pour la première fois par les presses du Palais «Presin'ni Mpandzaka au Anati-Ruva» peu après sa promulgation et mis en vente en vue de sa diffusion au prix de quatre vingt dix centimes (lasiventi). Plusieurs traductions très défectueuses avaient paru avant la nôtre, de sorte que l'utilité de notre travail s'imposait comme urgente quand nous le publiâmes sous forme de fragment isolé de notre présent ouvrage.»

à la France, que personne n'avait prétexte à venir apporter à la Grande Ile une civilisation déjà certaine.

Le R. P. de la Vaissière insiste également avec intention et paraît mal cacher son amertume et ses rancœurs contre les Pasteurs, alors tout-puissants. Il dit que tous les codes malgaches pourraient se ramener à deux grandes lois... : la première est que Rainilaiarivony et sa famille doivent être les maîtres de faire ce qui leur plaît dans le pays; la seconde, que, pour conserver cette autorité, il faut empêcher la France d'acquérir aucune influence sur le peuple et de pousser de plus en plus les malgaches dans les bras de l'Angleterre protestante. (1)

Et plein d'une conviction peut-être pas très impartiale, quelques lignes plus loin, l'historien des Missions catholiques s'appesantit encore sur les motifs et les buts du premier ministre.

«La plupart de ces lois ne sont qu'un trompe-l'œil ou une marque de civilisation... destinée à dissimuler, tant bien que mal, les empiètements de l'autorité despotique de Rainilaiarivony sur l'ancienne constitution du Pays». (2).

Par ce moyen, renchérissait plus tard le colonel Prudhomme (3), les Malgaches se seraient « fait

---

(1) de la Vaissière T. 2 p. 296.

(2) de la Vaissière T. 2 p. 296.

(3) Considérations sur les Sakalaves, in Notes, recon. et exp. Mars 1900 p. 2.

une bonne presse, suivant la triviale expression actuelle, auprès des nations occidentales qui se sont presque toutes intéressées à leur pays».

Mais, en l'occurrence, et bien qu'il y eût vraiment effort créateur, le premier Ministre prévoyait, peut-être, avec sa finesse habituelle, les heures qu'allaient bientôt faire naître les événements.

N'est-ce pas, en effet, dans le courant du deuxième semestre 1882, que le Gouvernement de Tananarive devait envoyer à Paris son Ministre des Affaires Etrangères, pour qui M. Duclos, Président du Conseil, paya plus de 25.000 francs de notes au Grand Hôtel. Les négociations n'aboutirent pas.

Partant de nuit pour Londres, où ils ne devaient pas trouver grand appui, les ambassadeurs malgaches les rompirent brusquement. Quelque temps après, mais sans réussir à soulever l'opinion en leur faveur, ils gagnaient l'Amérique et rejoignaient Madagascar en passant par Berlin.

---

## CHAPITRE II

---

**Description — Rainilalavony, premier ministre**

**Les réformes : Sakalزامbohitra ; Antily.**

**Discours préliminaire de la Reine**

---

Tel qu'il vient d'être reproduit, avec ses 32 titres et ses 305 articles — certains très brefs, d'autres longs et touffus — le code de 1881 se présente au total, ainsi qu'un monument assez complet, «marquant sur celui de 1868 jusqu'à ce jour en vigueur, un incontestable progrès» (1).

Notre but n'est pas, ici, de nous livrer, pour aussi intéressante qu'elle puisse être, à une étude critique du Code de 1881. Nous voulons, procédant par la méthode analytique, en rechercher les sources, nous attacher à l'examen des raisons qui ont guidé le législateur imérinien.

Remontant aux codes écrits antérieurs jusqu'à celui de 1828, le premier en date, nous essaierons de démêler dans chacun d'eux la part qu'il a donnée au texte actuel et nous nous efforcerons de découvrir dans le proche passé les prémices du présent.

Ainsi nous décèlerons ce qui, consciemment ou

---

(1) Note de G. Julien in Notes, recon. Exp. Mars 1900, p. 94.

non, a été puisé dans les influences extérieures, et ce qui vient du fonds même malgache.

A le considérer généralement, le code de 1881 accuse un caractère pénal extrêmement accentué, dont il est bon, incidemment, de dire quelques mots. Il rappelle notamment le code annamite de l'Empereur Gia-Long (1812).

A. Girault (1) rapporte que ce dernier code a été appelé, par boutade, «un tarif à coups de bâtons», parce que toute action en justice finit par devenir pénale.

Sur les 305 articles du texte malgache, 206 portent condamnation, allant de la simple amende au châtiment suprême.

*Douze espèces de crimes* sont punis de mort. Ces douze cas pourraient très aisément se ramener à trois: usage des sortilèges contre les souverains, révolte et homicide.

Mais douze est un nombre fatidique.

Rainilaiarivony n'eut pas été malgache et, par-tant, profondément superstitieux, s'il s'était écarté de cette conception. Alors même que l'un de ces deux signes est menteur, quand il s'agit, par exemple, des prédécesseurs d'Andrianampoinimerina (2) douze et sept jouent un rôle important.

---

(1) Girault — 2ème partie, p. 540.

(2) Lire au sujet de ces chiffres fatidiques la note de Julien l. cit., p. 112. — Les rois ont seuls le droit d'avoir *douze* femmes comme les grands chefs de Tahiti, que cite Grandidier (vol IV — Tome 2. L. III, p. 23); *douze* crimes sont punis de la peine de mort; l'Imerina est le pays aux *douze* montagnes sacrées...

S'il punit avec une rare ampleur, le code malgache n'affirme pas la haute conception du droit de punir qui paraît avoir guidé Gia-Long : « Châtier, afin de n'avoir plus à châtier; établir des peines, dans le but de n'avoir plus besoin de peines ». (1)

(L'inimitable pasteur Davidson de W. Somerset Maugham, est plus résolument rigide dans sa définition du mal et de la peine qu'il doit emporter : « Pour prouver aux gens qu'une action est coupable, le moyen radical est de les punir ». (2)

D'autres analogies avec les institutions extrême-orientales seront relevées en leur temps, lorsque nous aborderons les origines lointaines du code malgache et de ses sources coutumières.

\* \* \*

Ainsi que nous l'avons précédemment écrit, le Premier Ministre éprouvait le besoin impérieux d'affirmer son autorité souveraine et d'accroître indéfiniment sa puissance.

Il n'avait eu d'autres préoccupations, depuis qu'il avait succédé, en 1864, à son frère Rainivoninahitriniony, lui-même Premier Ministre pendant douze ans.

Constamment ivre, malgré les foudres de la loi, et d'une brutalité révoltante, même vis-à-vis de la Reine Rasoherina, dont il était le « royal consort »,

---

(1) A. Girault, 1ère partie, p. 484.

(2) L'archipel aux Sirènes: Pluie, p. 280, Paris 1925.

celui-ci, dit le Père Jouen, «inspirait à son despotisme un tel caractère qu'il faisait trembler tout le monde. (1)

Rainilaiarivony, lui, savait mettre au service de son ambition plus de souplesse et plus de ruse.

Dans la note déjà citée de M. G. Julien, aux travaux de qui tous ceux qui ont le goût d'étudier les institutions et le passé de Madagascar doivent immanquablement se reporter, il est écrit: (2)

«Dans une précédente étude, celle des *Sakaizambohitra* ou *Amis des Villages*, (3) nous avons exposé les mesures au moyen desquelles Rainilaia-rivony avait essayé de mettre de l'ordre dans les affaires publiques et d'obtenir une surveillance plus serrée des intérêts de la population. Nous avons dit aussi comment cette importante réforme fut suivie d'insuccès, en raison de la défectueuse collaboration que le Premier Ministre rencontra dans son entourage.

L'institution de 1878, annoncée comme devant assurer à tous la tranquillité et rendre plus rapide l'expédition des affaires publiques, jeta, au contraire, sur le pays, la plus grande des perturbations.»

Ainsi donc, Rainilaiarivony tente une expé-

---

(1) P. Malzac p. 364.

(2) P. 93.

(3) Les Sakaizambohitra ou Amis des Villages étaient des fonctionnaires chargés par la Reine de surveiller l'administration de chaque village ou «Fokon'olona» (cfr G. Julien — Madagascar et ses dépendances (Collection: Notre Domaine colonial) N° 31, p. 78.

rience. Elle s'avère fâcheuse et l'apaisement escompté reste un mythe.

Cette tranquillité pourtant, l'île entière en avait le plus grand besoin. Ranavalomanjaka ne s'illusionnait point, disant, avant de commencer la lecture de la nouvelle loi, que *«le peuple la trouverait en examinant la vérité et en voyant ce qui est juste»*.

Examiner la vérité! Voir ce qui est juste! C'est faire appel, dans ce qu'il a de plus sacré, au libre arbitre de chacun.

Dans la bouche royale cependant, ce ne sont là que des mots. La théorie est noble. Les Malgaches, en réalité, ne vont pas avoir la certitude de peser le juste et le vrai.

Ils garderont la seule et mince liberté d'entériner d'«Izay» (1) approbateurs, ce que dira la Reine. Leur libre arbitre se résoudra en une obéissance totale. Présomptueux en vérité, celui qui serait tenté de discuter et d'oublier «que la doctrine est une des sources de la vie à celui qui la possède». (2)

M. Julien continue:

L'autorité dont les Sakaizambohitra furent imprudemment investis, constitua, entre les mains de ces agents, ignorants et grossiers, (3) une arme re-

---

(1) Izay (voir ci-dessus page 8).

(2) La suite des Conseils de la Sagesse, p. 82. Chez Sébastien Mabre-Cramoisy. Paris 1683.

(3) «Ces vieux soldats ignorants, sans autorité et sans énergie, ne rendirent pas les services que l'on espérait d'eux et devinrent bientôt les instruments dociles des hauts personnages de Tananarive.» A. Girault, 2<sup>e</sup> partie, p. 577.

doutable qui fût, le plus souvent, employée à l'assouvissement de mesquines vengeances, au lieu d'être mise au service de la cause du bien public, idéal dont seul, peut-être, Rainilaiarivony avait eu la conception.

Le titre d'*Amis des Villages* ne fut bientôt plus prononcé que par dérision ; l'institution elle-même devint à tel point impopulaire que, moins de trois ans après le Premier Ministre songeait à la remanier.»

Et il la remaniait.

Désireux, très probablement, d'affirmer une fois de plus encore son omnipotence, il allait hardiment concrétiser l'idée que les événements même lui dictaient.

C'est dans cette décision de Rainilaiarivony et dans la création par lui de huit ministères, qu'il faut voir l'origine immédiate du Code de 1881.

Toutefois, si le Premier Ministre avait parfaitement saisi l'inéluctable nécessité de porter le fer rouge dans l'institution du 14 Juillet 1878, « son jugement politique se fourvoya, car il ne sut pas voir le mal où il résidait ». (1)

Certes, tapis dans leurs 194 circonscriptions, les Sakaizambohitra allaient disparaître. Mais, menaçants phénix, ils ressuscitaient, sous le nom d'Antily (placé en sentinelle), de leurs cendres encore chaudes.

Disséminés dans toute l'Emyrne, 6.500 Antily

---

(1) G. Julien — ib. p. 94.

prenaient simplement la place et les attributions de 6.500 Sakaizambohitra et, acharnés sur la population, ils « jouaient, sans désespérer, leur rôle politique le plus important : saper, au profit du despote plébéen, l'influence de seigneurs... dont ils avaient la mission avouée de réprimer les abus » (1).

Car, — mais ceci excusa-t-il cela — les seigneurs féodaux menakely (aux petites parts), — le seigneur ménabé (à la grosse part) (2), étant le roi lui-même, — ne manquaient pas d'audace. Ils manifestaient une puissance dont l'autorité supérieure était fondée à prendre ombrage.

L'article 173 du Code, (titre : les Antily), est un fidèle écho des préoccupations qu'ils inspiraient :

« *Si un Antily s'est laissé gagner par des dons en argent*, (Rainilaiarivony savait bien que la corruption de ses fonctionnaires ou celle des chefs menakely (art. 124) n'était pas de vaines formules)

---

(1) Ib. Il serait curieux et intéressant, si le cadre de cette étude le permettait, de comparer, à notre droit ancien, l'organisation féodale malgache d'avant la conquête. Cette organisation n'était pas spéciale à l'Emyrne, on la retrouvait un peu partout. Chez les Sakalaves du Nord, par exemple « les grands annihilèrent le pouvoir royal, en constituant une oligarchie perturbatrice et brouillonne... Une sorte de féodalité territoriale avait peu à peu tempéré... l'autorité royale ». (Lt Colonel Prud'homme loc. citato, p. 22-23) et, comme en France, « à Madagascar, pas de seigneurs sans terre » (Carol, p. 20).

(2) Du malgache Omena, il donna, Kely ou bé, petit ou grand.

*ou que, sous l'influence de la crainte, par ménagement pour ceux auxquels il était attaché... ».*

Auraient-ils, ces Antily, la terreur des pauvres, et pourraient-ils être attachés à d'autres « qu'à des gens aimés de la reine, des seigneurs influents ou des princes ». (1)

Cependant, entre les Antily et les vassaux ménakely, il existait un intermédiaire, le Tompomnakely, leur seigneur suzerain, qui devait être de caste noble, administrait la justice et percevait l'impôt au nom du souverain (2).

Les Tompomnakely, de plus, recevaient le hasina (3) en tant qu'intermédiaires du roi.

Le rôle des Tompomnakely était seigneurial. L'Antily était le délégué administratif du gouvernement et son espion : l'œil de Tananarive !

Le mal, donc, subsistait en ses racines profondes. Il n'était pas aboli, même pas anesthésié par la création de huit ministères où les questions diverses devaient être traitées par des spécialistes, du reste avisés. Ils remplaçaient « les secrétaires

---

(1) Art. 247 du Code.

(2) Voir à ce sujet la thèse de Pain. Poitiers 1910 Fokon'olona malgache.

(3) Somme d'argent offerte au monarque, chaque fois qu'on l'approchait avec quelque solennité. Matériellement, pour faire le hasina, il fallait « étendre les mains en avant, comme pour recevoir quelque chose de la souveraine, les ramener ensuite sur la tête, comme pour y placer la chose reçue » (P. Malzac p. 395). Symbole d'un don total, la pièce de monnaie, c'était notre vieil hommage féodal.

et aides de camp qui attendaient les affaires à la porte nord du Palais » (1).

S'il s'agit là, en réalité, d'un progrès considérable par rapport aux précédentes organisations, il « laisse malheureusement intacte l'erreur première, et peut-être voulue, de Rainilaiarivony » (2).

Très vraisemblablement, ces ministres tirent leur origine de la création par Andrianampoinimerina des *Andriabaventy* et des *Vadintany* supérieurs, juges suprêmes, conseillers du roi, traitant toutes les affaires du gouvernement et orateurs devant exposer à sa place tous ses désirs et tous ses ordres. C'était, autour du roi, un conseil des Anciens « chargés de le renseigner sur ce qu'avaient fait les aïeux » (3).

Cette organisation avait été conservée, sous des noms différents, par Radama 1<sup>er</sup>, Ranavalona 1<sup>re</sup>, de qui le nom sacré était : Rabodonandrianampoinimerina : la-bien-aimée-du-prince-du-cœur-de-l'Emyrne, et par Rasoherina, *qui fit tout ce qu'il fallait pour en assurer le maintien*.

C'est à propos de ces ministères, qui, à vrai dire, n'étaient pas spécifiquement nommés, que la formule du P. Malzac : « Faire croire à l'Europe que Madagascar est une Europe lointaine », prend vraiment toute son ampleur.

Administrations centrales, ainsi que l'indique

---

(1) Julien l. citato, p. 94.

(2) Julien l. citato, p. 94.

(3) Grandidier vol. IV, V, VI — Note 4, p. 19.

M. Julien, ou fonctionnaires du gouvernement, comme le veut la loi, c'est bien de ministres qu'il s'agit, ainsi que l'écrit Carol (1).

L'organisme a une indéniable saveur d'occidentalisme. C'est ce qu'il faut, à tout prix, obtenir. Foin de la définition primitive, qui avait, du moins, le mérite d'être bien malgache.

Pénétrées, au demeurant, de leur importance, accumulant les titres : Aides de camp, officiers du Palais, chargées d'honneurs, les huit nouvelles Excellences, leurs vingt collaborateurs immédiats (2), dont rois étaient « commandants en chef » et leurs collègues, arborèrent, avec des maroquins respectables, d'impressionnants uniformes.

Bicornes à plumes, habits chamarrés et rutilants de dorures, culottes de satin, rien ne fut trop beau ! (3)

Le Premier, lui, restait sans portefeuille.

Mais, il avait la toute-puissance. N'était-il pas tout ensemble, *chef des Fonctionnaires de Madagascar, premier chef de l'armée malgache et directeur des conseillers de la reine* ? N'était-il pas leur *supérieur à tous* ? Ne s'avérait-il pas comme un personnage si particulièrement important qu'un

---

(1) P. 277.

(2) Nous avons eu l'honneur de connaître l'un d'eux, le prince Ramahatra, officier de la Légion d'Honneur, membre titulaire du Conseil d'Administration, et parfaitement attaché à la cause française.

(3) Carol donne (p. 414) une savoureuse description de costumes à la cour malgache.

article du Code (265) paraissait indispensable pour donner aux simples particuliers l'autorisation de lui écrire, *soit qu'ils aient à lui exposer des doléances, soit à lui faire part d'événements heureux.*

Pas une fois son nom n'est cité dans le Code, sans être suivi de la mention : Premier Ministre et Commandant en chef. Et cette formule est bien spécifiquement malgache dans sa puérile vanité.

Les obligations imposées aux fonctionnaires du Gouvernement étaient minutieusement réglées. Aux Affaires Etrangères, on devait veiller à ce que les *traités passés avec les étrangers soient observés et respectés.*

Pour qui connaît l'histoire de Madagascar dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, cette prescription ne manque pas de piquant.

Il n'est pas impossible qu'elle soit un souvenir du Coran, qui promet le Jardin des Délices à « ceux qui sont fidèles à leurs serments et à leurs traités » (1).

A la Justice, il faut s'occuper *d'acquérir la parfaite connaissance des lois.*

On pouvait donc, à Madagascar, être ministre et avoir à s'instruire !

Les Fonctionnaires du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie, avec Rainimiadana, leur chef, doivent faire travailler *toutes les terres vierges.*

Rainilaiarivony veut que ses sous-ordres soient

---

(1) Traduction M. Savary, p. 486.

au-dessus de tout soupçon. Aussi, pour leur éviter de succomber à la tentation, prévoit-il, à leur rencontre, des amendes particulièrement élevées, de lourdes peines..., afin de n'avoir pas à punir.

Mais, dans le même temps, il les protège tout spécialement, du moins dans leur personne physique. Ceux qui les molesteront seront condamnés à un an de fers (art. 185).

Il n'en reste pas moins que Ranavalona ou, plutôt, le Premier Ministre, ne s'était pas mépris sur « l'insuccès de la première réforme administrative » (1). (Celle de 1878). Il semblait même douter déjà de la nouvelle.

La reine dit: (2) *« Peut-être y en aura-t-il parmi vous qui concevront des doutes et se demanderont si l'expérience réussira ou non »*.

L'expérience (on croirait entendre un alchimiste parlant des combinaisons élaborées en ses creusets) c'est la création de ces huit ministères « qui eussent rendu au gouvernement hova des services précieux, si des influences néfastes » n'avaient toujours guidé la politique incohérente de la cour de Tananarive (3).

Et, prévoyant les objections que ne manqueront pas de soulever une réforme nouvelle, connaissant,

---

(1) G. Julien ib., p. 94.

(2) Parag. 11 du Kabary préliminaire (voir ci-dessus).

(3) G. Julien ib. p. 94.

de surcroît, l'âme traditionnaliste de ses compatriotes, la reine poursuit :

*« Je suis convaincue, moi, qu'elle ne pourra que réussir, parce que toutes les affaires qui se présenteront iront, chacune selon sa nature, au fonctionnaire qualifié pour la traiter ».*

Théoriquement, cette conception était juste, eût dû être juste. Rainilaiarivony devait même être de bonne foi : il est permis, du moins, d'envisager cette éventualité. Il espérait que le Gouvernement entretrait ainsi dans la voie *« d'incessants progrès, tout comme les nations qui, protégées par des soldats courageux et régies par des lois justes, sont respectées au dehors et aimées à l'intérieur »* (1).

Rainilaiarivony espérait également que cette organisation assurerait le bien-être de tous, les nouvelles Excellences ne devant pas se laisser aveugler par leurs sentiments d'affection pour d'autres. Car *« la loi ne regarde pas la physionomie des gens »*. Elle doit, en d'autres termes moins malgaches, être la même pour tous.

Déjà, dans son discours du Trône, en 1868, Ranavalona avait dit :

*« La loi ne fait acception de personne..., elle est impartiale. Heureux ceux qui l'observent »* (2).

*« Il n'y a pas meilleure panacée..., que de suivre*

---

(1) Kabary du 29 mars 1881.

(2) Malzac, p. 393.

le droit chemin » dit un vieux proverbe merina cité par Grandidier. (1)

Pour réformer son institution, le Premier Ministre « attendra huit ans encore, jusqu'à l'heure où l'expérience lui ayant révélé le point faible de son système, il se décidera à la suppression du corps des Antily pour le remplacer par celui des *Gouverneurs Madinika* » (2).

Les Sakaizambohitra dûment débaptisés, leurs attributions ne furent guère modifiées ; le règlement de 1878 cessa d'être appliqué seulement en ses dispositions contraires à l'esprit du Code des 305 articles et à la lettre des 11 paragraphes du titre des Antily.

\* \* \*

Il est extrêmement intéressant et profitable, avant de lire l'énoncé même de la loi, d'étudier, en même temps que la nomenclature et les attributions des ministres, les deux discours préliminaires de la reine. Par la bouche royale, ce sont les idées, voire les propres paroles du Premier, qui sont imposées à l'attention du peuple.

Nul, qui puisse éprouver le moindre doute à cet égard.

Ranavalomanjaka, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, reine de Madagascar et protectrice des lois de son pays », était, comme Rasohé-

---

(1) Vol. IV — T. 2 — I. III, p. 47.

(2) M. Julien *ibi*, p. 95.

rina, à qui elle avait succédé, le fidèle porte-parole de Rainilaiarivony.

« Reine de Madagascar, par la grâce de Dieu et par la volonté du peuple ».

Belle formule, mais vaine et creuse, ici, et qui, passivement copiée sur les documents diplomatiques étrangers, était moins savoureuse, à coup sûr, que l'ancienne formule rapportée par M. Julien : (1)

« Moi..., roi de la terre et du ciel ».

« Izaho... m'panjakan'ny tany sy ny lahitra... »

L'intérêt de cette formule, c'est que l'idée du gouvernement constitutionnel y apparaît avec force.

En elle, on retrouve une des plus curieuses manifestations des influences occidentales sur la mentalité malgache.

Ranavalona II va rééditer, comme pour leur donner plus de force, les mêmes affirmations proclamées dans son discours d'avènement au Trône.

Le 3 Septembre 1868, avant de promulguer dans les formes habituelles le Code des 101 articles, la reine s'était écriée :

« Ce royaume, ce n'est pas moi qui le gouverne seule, mais il sera gouverné par moi et par vous ». (2)

En 1881, la reine dit :

« Je ne suis pas seule responsable ; je le suis, mais vous l'êtes aussi avec moi ».

Elle veut ainsi donner à sa pensée toute sa

---

(1) *ib.*, p. 99.

(2) Malzac, p. 293.

force. Car elle sait que les Hovas inconstants ont une tendance fâcheuse à oublier facilement l'empreinte qui les a marqués, et qu'ils vivent « d'impressions et non de raisonnement » (1).

Au surplus, cette conception, empruntée, comme tant d'autres, à l'Europe, n'était pas nouvelle.

Une lettre du fameux pasteur Ellis, dont nous aurons maintes fois à reparler, lettre écrite peu après la Révolution de 1863, « montre à quel point le gouvernement s'était rapproché des idées constitutionnelles ».

La parole du souverain n'a pas, à elle seule, force de loi ; ce sont les nobles et les chefs du peuple qui, avec le souverain, font les lois (2).

En cette même année 1863, la charte présentée à Rasoherina avant son couronnement, contenait dans un ordre d'idées qui s'apparente à celui-ci, la clause suivante :

« Aucun individu ne sera puni de mort, quel que soit son crime, sur le seul ordre du souverain ; personne ne pourra être condamné à mort que sur la déclaration de douze citoyens » (3).

Tempérament apporté à la puissance royale en même temps qu'organisation d'un véritable jury. Rasoherina fit siennes ces propositions.

La loi décida que la peine de mort ne serait désormais « prononcée que par le conseil suprême de la nation » (4).

---

(1) G. Mondain — Consciences malgaches, p. 10.

(2) Sibree, p. 294.

(3) Sibree, p. 300.

(4) P. Malzac, j. 358.

A ce sujet, Sibree, pour qui Madagascar était « l'Angleterre de l'Afrique » (1), se demande, non sans quelque candeur, à qui l'on doit l'insertion de cet article et se félicite hautement de ce qu'il ressemble aux institutions anglaises.

Le peuple prendra donc part au pouvoir. Mais l'affirmation de 1868 est plus saisissante, plus nerveuse que celle de 1863. Il ne s'agit plus des nobles et des chefs, mais du peuple lui-même.

Nous sommes là les témoins, comme l'écrit Sibree, de « l'équivalent de la destruction de la puissance féodale au moyen âge, par Henri VII et Henri VIII » (2).

L'œuvre d'abaissement de Rainilaiarivony commençait, entre ces deux dates, à porter ses fruits. Le Ministre, du moins, affirmait son succès par la bouche de la Reine.

---

(1) Sibree, p. 1.

(2) Sibree, p. 296.



## DEUXIÈME PARTIE

---

### CHAPITRE III

---

#### Les codes écrits antérieurs

#### Historique

---

L'examen du droit écrit à Madagascar, antérieur au Code des 305 articles, — objet de notre étude, — ne nous conduit pas très loin en arrière dans l'Histoire. Le droit malgache était surtout coutumier et il faut arriver à la mort d'Andrianampoinimerina pour le voir se concrétiser «en des documents écrits marquant les étapes successives» (1) d'une assez rapide évolution.

Le Code des 305 articles de 1881 est le seul document avec celui de 1868, dit aussi Code des 101 articles, qui présente réellement le caractère d'une loi. Les textes antérieurs (2) furent plutôt des «rudiments de codes». (3) C'étaient des «instructions résumant les principes juridiques et législatifs de

---

(1) A. Girault, 2ème partie, p. 581.

(2) Cfr à ce sujet à la thèse de L. Pain. Poitiers 1910.

(3) Julien — Institutions politiques et sociales. Tome I, p. 431.

l'Imerina à l'usage des gouverneurs des provinces hors des hauts plateaux ». (1).

Le premier texte est celui de 1828, dit Code de Ranavalona 1<sup>re</sup>, comprenant 48 titres et articles, suivi en 1835 du testament politique de la même et d'un codicille complétant ce testament.

Le second, paru trente quatre ans plus tard, en 1862, est le Code de Radama II, comprenant 50 titres et articles, suivi quelques mois après d'un exposé de principes généraux sur les lois en vigueur, qui dût être une sorte de rappel aux règles à suivre, adressé tant aux magistrats qu'aux justiciables de l'Imerina.

Enfin, le troisième texte parut en 1863, et forma le Code de Rasoherina, comprenant soixante-huit titres ou articles et un tarif des quotités de répartition dans les procès de biens. (2)

Ces trois monuments législatifs, avec le Code des 101 articles de Ranavalona II en 1868, auquel il faut ajouter sous la même souveraine, en 1878, les règlements des Sakaizambohitra, forment avec le Code des 305 articles de 1881, cinq recueils précieux pour rechercher l'évolution juridique du peuple malgache pendant cette période et comprendre comment elle est arrivée à un stade à peu près définitif en 1881, avec l'œuvre de Rainilaiarivony.

---

(1) Julien, op. Cit. D° p. 431.

(2) Ces textes étaient ignorés jusqu'aux événements qui ont terminé l'expédition française de 1895, époque à laquelle M. Julien, au cours du séjour qu'il fit à l'Administration centrale de Tsiajumpanīri, fit leur découverte.

Dans chacun de ces codes, nous retrouvons à peu près les mêmes règles et dans le dernier, celui des 305 articles, «la plupart des lois importantes publiées précédemment ou déjà pratiquement en vigueur sont reproduites avec plus de détails, plus de précision et plus d'ordre». (1)

Au surplus, cette précision n'empêcha point les juges, malgré qu'ils puissent être «condamnés à de fortes amendes pour prévarication» (2) de s'abandonner au trafic de la justice, et les chefs de vivre, comme par le passé, aux dépens de leurs administrés.

L'énumération comparative des textes de chacun des monuments législatifs qui s'échelonnent pendant cinquante-trois ans, des instructions de Ranavalona 1<sup>re</sup> aux Gouverneurs de provinces au Code des 305 articles, serait longue, fastidieuse et sans intérêt pratique. Signalons qu'en 1862, Radama II, à peine couronné, dicta ses instructions. Elles ne sont pas mentionnées dans les Codes postérieurs, ni le nom même de leur auteur. Il y avait une conspiration du silence, rompue seulement par l'article 213 de 1881 (3).

Ranavalona II oublie dédaigneusement dans son

---

(1) P. Malzac, j. 467.

(2) P. Malzac, p. 467.

(3) Article 213 du Code des 305 articles «Les affaires réglées une première fois et qui n'ont pas été revisées sous Andrianampoinimerina, Radama I<sup>er</sup>, Ranavalona I<sup>re</sup>, Radama II..., doivent être considérées comme ambati. M. Julien, ib; p. 156 et l'art. 263 du Code.

préambule Radama II, cet infortuné prince, étranglé le 11 mai 1863 «avec un linceul de soie» (1) pour éviter toute effusion de sang «qui eut été une atteinte irrémédiable à la dignité royale» (2). Redoutable dignité et d'un bien faible poids, en ce jour, aux yeux des seize assassins qui «avaient bu en quantité considérable pour se donner du cœur». (3)

Radama II fut victime de son libéralisme. Prince héritier, sous le nom de Rakoto, il en avait donné maintes preuves et, Jean Laborde, ce grand français dont le nom et l'œuvre mériteraient d'être mieux connus, l'avait su habilement exploiter.

Dans un microcosme livré à des appétits égoïstes, les idées de progrès de Radama II devaient le mener à sa fin, plus sûrement que la dissolution de ses mœurs ou que son intempérance, ainsi qu'avaient intérêt à le laisser entendre les missionnaires anglais et l'intrigant Ellis.

Car, ce n'est pas, revenue d'Ambondrombé, ce Walhalla malgache, l'ombre royale de Ranavalona I<sup>re</sup> qui avait guidé le bras des assassins... D'après Suau, Ellis aurait joué, en ces heures trou-

---

(1) Pierre Camo: Une révolution de Palais à Tananarive, in-18, Latitude Sud — Nouvelle Série N° 3, p. 3. Ecrite par un fin lettré, particulièrement ami de Madagascar, toute cette étude est spécialement intéressante et nous avons le seul regret de n'en pouvoir donner la reproduction in extenso.

(2) Pierre Camo, ib. p. 3.

(3) Pierre Camo, ib. p. 3.

bles, un rôle à tout le moins équivoque. Malzac, plus net, accuse l'Anglais d'avoir été l'instigateur de ce meurtre.

Le fait est à retenir. Il est une des preuves entre bien d'autres, — et nous aurons à nous étendre sur ce sujet, — de l'influente action des missionnaires de Londres dans l'Ile Rouge.

Il serait vain de soutenir que, de Code en Code, la législation malgache s'est peu à peu perfectionnée. Il n'y a pas, à proprement parler, d'idée de suite dans l'œuvre des juristes de l'île; il y a souvent un désir de progrès, mais plus souvent aussi, celui de faire croire aux Européens qu'ils sont en face d'un peuple civilisé. D'ailleurs la Reine Ranavalona II, en publiant le Code des 305 articles, ne prétendait pas avoir créé une œuvre parfaite et désormais invariable. Elle proclamait :

*«Voici les lois du Royaume, celles d'Andrianampoinimerina, de Lehidama (Radama I<sup>er</sup>), de Rabodonandrianampoinimerina, de Rasohérina, et les miennes, à moi, Ranavalomanjaka, Reine de Madagascar, et que vous aurez, Peuple, à observer... afin qu'elles constituent pour vous une règle de conduite et que vous sachiez rester dans le devoir, car, il m'est par dessus tout pénible de vous trouver en faute.»*

Prudente, Ranavalona ajoutait :

*«Ces lois, Peuple, pourront être augmentées ou modifiées, si je juge que cela puisse être dans votre intérêt.»*

L'étude de chacun des Codes antérieurs à celui

des 305 articles permet de rechercher ce qui a été rédigé sous l'emprise de préoccupations différentes, selon l'époque et les circonstances. On y voit comment les traits caractéristiques des mœurs et de la civilisation première des Malgaches, leurs conceptions philosophiques et sociales, se sont conservés malgré l'influence européenne, agissant sur une race spécialement malléable et propre à s'adapter à toutes les ambiances. L'examen des textes ne révèle peut-être pas, à première vue, des étapes successives très nettes, caractéristiques d'une évolution dont l'aboutissement juridique aurait été le Code des 305 articles ; cependant, il permet de constater le désir de perfectionnement qui a présidé à la confection du monument législatif de 1881.

Les précisions apportées par l'article 128 du Code des 305 articles annulant les ventes des « Tamboho » (1) sur lesquels sont bâtis des tombeaux, sauf le cas où le vendeur est celui qui a fait ériger le tombeau, sont curieuses si on les compare aux dispositions de l'article 87 du Code des 101 articles qui déclare seulement que les tombeaux ne peuvent pas être vendus, sans dégager les conséquences juridiques de l'aliénation.

La question de l'irrévocabilité des donations, très intéressante en droit malgache, se retrouve

---

(1) Tambaho: mur en terre plus ou moins haut, dont on entoure les propriétés en Imerina; le mot s'applique par extension à l'emplacement qu'il circonscrit; c'est ici le cas. — Cfr. Julien Institutions politiques et sociales de Madagascar — Tome I, page 574.

dans tous les codes successifs, mais les causes de révocation par les donateurs, vagues dans les premiers codes, se précisent dans le code des 305 articles, avec l'art. 233 et l'article 1<sup>er</sup> qui énumère les douze grands crimes de la loi et leur conséquence, qui est la confiscation des biens du coupable, quand bien même il les aurait donnés. (1)

Des remarques analogues peuvent être citées nombreuses encore. (2) Cependant, malgré le souci de précision incontestable que nous avons remarqué, nous constatons en même temps, combien les pratiques antérieures, fortement ancrées, ont eu peine à disparaître, et pour nous, Français, il faut reconnaître que le texte du Code des 305 articles est loin d'approcher de la concision de notre code civil. La langue malgache, pleine de périphrases, rendait, — ceci à l'excuse du Code de 1881, — difficile une rédaction semblable à la nôtre.

---

(1) Voir Cahuzac, p. 336.

(2) On peut citer les précisions résultant des textes suivants:

Relativement à la responsabilité du fait d'autrui, du fait des choses et du fait des animaux, les articles similaires 16 et 34 du Code de Ranavalona, 13 et 28 du Code de Radama II, 15 et 32 du Code de Rasoharina, 80 et 83 du Code des 101 articles.

Relativement aux actions du créancier, les articles 28 et 1 du Code de Radama II, 12 et 55 du Code de Rasoharina, 19 et 91 du Code des 101 articles; 226, 240, 249 du Code des 305 articles.

Relativement aux dommages-intérêts dûs par le débiteur qui refuse de s'exécuter, les articles 20 et 49 du Code de Rasoharina; 52 et 97 du Code des 101 articles, 247, du Code des 305 articles.

Pour intéressants que soient ces rapprochements entre les textes des différents codes, ils ne sont utiles que s'ils permettent de préciser les influences qui ont conduit le code des 305 articles à l'étape curieuse qu'il reflète, afin de dégager parmi les résultats de cette influence, ce qui, dans les textes législatifs dont celui de 1881 est l'aboutissement, constitue le fonds malgache proprement dit.

---

## CHAPITRE IV

---

**Les Influences extérieures — Pasteurs anglais**

**Enseignement — Aliénation des terres**

**Religion d'Etat — Esclavage**

**Lutte contre l'alcoolisme — Influences du Code de Tahiti**

**Influence du Code de Gla-Long**

---

Le premier code écrit que nous ait laissé l'histoire Malgache, est constitué par les instructions de Ranavalona 1<sup>re</sup> aux Gouverneurs de Province.

Sous son nom sacré, dont nous avons plus haut donné la traduction, cette reine avait, en 1828, succédé à Radama 1<sup>er</sup>, fils d'Andrianampoinimerina, et « sorti de sa bouche » (1).

Ces deux rois n'ont pas laissé de code écrit. Leur règne est celui des *lois coutumières léguées* par les ancêtres. Elles n'ont jamais été abolies par les différents monarques appelés à leur succession.

Le préambule même du code de 1881 :

«Voici les lois du Royaume, celles d'Andrianampoinimerina...»

est aussi caractéristique en ce sens que le fameux article 263 : « *Les lois et les coutumes anciennes,*

---

(1) Malzac, p. 154.

*jusqu'à ce jour observées, alors même qu'elles ne figuraient pas parmi les présentes, restent en vigueur et doivent être appliquées à l'égal des lois écrites réunies dans le présent code.*

L'article 63 parle, lui aussi, des peines édictées par les ancêtres qu'il faut respecter.

Donc, en 1828, au cours d'un grand Kabary, Ranaivalona I<sup>er</sup> donne à ses sujets, rassemblés sur la place d'Andohalo, lecture des instructions qu'elle adressait aux gouverneurs des provinces.

Jusqu'à ce jour, «les juges n'avaient aucun code de lois pour se diriger; ils jugeaient d'après ce qui leur paraissait juste et droit, *en tenant toujours très grand compte des précédents et des anciennes coutumes*». (1)

Désormais, et qu'elles qu'aient pu être la rectitude et l'impartialité de leurs sentences, ils allaient avoir à leur disposition un code «où les pénalités afférentes aux divers délits étaient minutieusement spécifiées» (2) et sévères, du reste.

Or, la rédaction de ce code s'effectuait dans le temps où les missionnaires anglais répandaient dans l'Emyrne, en même temps que celui des Ecritures, l'enseignement de l'écriture.

Certes, le Maréchal-des-Logis Robin, professeur, «secrétaire, aide-de-camp, puis, grand maréchal du Palais» (3) du Roi Radama, aurait bien été, d'après

---

(1) P. Malzac, p. 297.

(2) P. Malzac, p. 298.

(3) Grandidier V; IV — Tome I — Livre III, p. 537.

la généralité des auteurs, le véritable initiateur en cette dernière matière.

N'est-ce pas lui le premier, aux dires de Jully, «qui a appris aux Mérina notre langue et qui a introduit l'usage des caractères romains»? (1)

Mais il s'agissait là d'un cas sporadique dû à l'engouement moutonnier d'un prince qui, féru de civilisation occidentale, «se faisait sans cesse raconter l'histoire de Napoléon». (2)

Gia-Long, en Annam, Mehemet-Ali, en Egypte, Radama I<sup>er</sup> à Madagascar, tous, à la même époque, s'enthousiasmaient pour le Grand Empereur.

En Abyssinie, dans le même temps — de nombreuses analogies pourraient être relevées entre les Abyssins et les Malgaches — on admire également l'œuvre Napoléonienne.

Les pasteurs, eux, agissaient massivement.

Il convient d'examiner avec attention cette action missionnaire.

Elle exerce sur la rédaction des codes malgaches la même très vive influence que sur la politique intérieure et extérieure du pays.

Nous avons précédemment examiné devant quelles nécessités avait été obligé de s'incliner Rainilaiarivony en faisant promulguer le code des 305 articles.

Nous ne reviendrons pas sur la disparition superficielle des Sakaizambohitra et leur remplace-

---

(1) Jully. Notes, Recon. Explor. Livre III, p. 537.

(2) P. Malzac, p. 233.

ment par les Antily, «gros changement apporté dans les rouages gouvernementaux». (1)

C'était là une action, ou une réaction purement politique et locale.

Mais, à côté de cette action, le code des 305 articles, comme ceux qui l'ont précédé, accuse, en profondeur, l'influence prépondérante des missionnaires de Londres.

Succédant à une longue période ouverte en 1791, (avènement d'Andrianampoinimerina) pendant laquelle les lois se transmettent par la seule tradition orale, les instructions de 1828 coïncident, nous venons de le voir, avec la généralisation de l'enseignement de l'écriture par les pasteurs protestants. Les agissements de ceux-ci ne se bornaient pas à cet effort pédagogique. Ils s'aiguillaient avec facilité vers des buts égoïstement politiques. La mort de Radama II est un épisode de ces tendances, et la résultante d'une œuvre longuement poursuivie dont la prise de Tamatave par les Anglais, en 1811, fut la plus bruyante manifestation.

A Andrianampoinimerina venait de succéder Radama I<sup>er</sup>, dont le règne fut profondément soumis à « l'influence anglaise » (2).

Représentée, officiellement, par Hastie, que Radama appelait «l'ami sincère et l'époux de Madagascar » (3) et, officieusement, par ses pasteurs, l'Angleterre commença son œuvre.

---

(1) Sibree, p. 380.

(2) P. Malzac, p. 219.

(3) P. Malzac, p. 219.

Deux puissances se trouvaient en présence dans la Grande Ile. Elles commençaient aussitôt à se « harceler et se esgratigner (1). La lutte d'influence qui s'engageait ne devait prendre fin qu'avec la loi du 6 août 1896, promulguée le 27 septembre à Tananarive et déclarant Madagascar et les Iles qui en dépendent, colonie française.

C'est en matière d'enseignement public que l'effort des Anglais est le plus visible. (Il se traduisit souvent, en effet, par *l'action directe*.)

Sous leur instigation, une première loi du 6 juin 1876 rend l'instruction obligatoire. Mais, manifestant un absolutisme irréductible, elle interdit aux enfants de passer d'une école à l'autre.

Les pasteurs de Londres voulaient, par là, combattre les efforts français des pères Jésuites.

Versatiles et profondément remués par la pompe romaine, les Malgaches (2) changeaient, en effet, assez facilement d'opinion. De l'école protestante ou dirigée par des maîtres protestants, les enfants étaient envoyés par leurs parents sur les bancs des missionnaires catholiques.

Non sans acrimonie, les Anglais virent leurs instituteurs sans disciples.

---

(1) Montaigne, « pessimiste colonial » — Essais, Livre II ch. 87.

(2) Chez eux « volonté n'a pas d'équivalent et il faut une périphrase pour traduire ce mot ». G. Mondain — L'œuvre des Missions à Madagascar. La Gazette coloniale N° 106, 23-11-30.

La loi primitive est confirmée et renforcée bientôt par l'article 296 du Code des 305 articles. Il viole, par anticipation, la liberté de l'enseignement, accordée quelques lignes après, par l'article 297 :

*Tout étranger venu pour professer dans les écoles peut enseigner et aider à l'amélioration de l'enseignement. . . .*

Ranavalona II régnait, aveuglément soumise aux pasteurs.

Selon le P. de la Vaissière, il y avait libéralisme sur le papier seulement; cette tolérance ne s'appliquait sans restriction qu'aux seuls anglais.

*Ceux qui dénonçaient un manquement aux règles imposées, recevaient, si leurs accusations étaient fondées, le tiers des amendes infligées (art. 301).*

Les pasteurs auraient également agi avec ténacité en ce qui concerne les aliénations de terre aux étrangers.

Les Malgaches attachaient à la souveraineté territoriale une importance primordiale. Le sol appartient au souverain; il doit revenir toujours à son seul héritier, le souverain.

De cette obligation, les descendants de Laborde connaîtront les pires ennuis, que l'influence du testataire vivant ne pouvait permettre de supposer.

L'article 85 du Code des 305 articles (1) spécifie

---

(1) Art. 85 du Code des 305 articles: «Les terres à Madagascar ne peuvent être vendues ou données en garantie de capitaux prêtés à qui que ce soit, **sauf entre**

que les terres à Madagascar ne peuvent être vendues à qui que ce soit, sauf à un indigène.

Le P. Malzac attribue la paternité de cet article aux Anglais et dit « qu'il est conforme à la politique inaugurée par Farquhar. » (1)

Sans doute y a-t-il quelque vraisemblance, à cette affirmation.

Mais, nous pensons que ce texte est aussi la consécration écrite des coutumes anciennes, auxquelles la Reine et Rainilaiarivony voulaient donner une force nouvelle — et contraire aux désirs entreprenants des français.

Dans un autre ordre d'idées, les Anglais, de même qu'ils avaient obtenu que la Bible occupât « une place de choix à la droite de la Reine » (2) lors de son couronnement, avaient décidé Ranavalona II à proclamer une Eglise d'Etat. Bien entendu, les missionnaires de Londres en furent les ministres.

Les instructions données par la Reine le 18 novembre 1859, aux Ampitory-teny ou prédicateurs qu'elle envoyait évangéliser l'île, furent très certainement leur œuvre. (3)

---

(1) P. Malzac, p. 469 — Sir Robert Farquhar était le Gouverneur anglais de l'île Maurice, arrachée en 1810 à la France.

(2) Sibree, p. 352.

(3) Cf. Malzac, p. 403.

---

sujets du Gouvernement de Madagascar; celui qui vendrait ou donnerait une terre en garantie à un sujet étranger serait puni des fers à perpétuité. Le prix versé par l'acheteur sur le capital prêté ne pourrait plus être revendiqué et la terre retournerait à l'Etat.

Chacun de ces prédicateurs partit avec un diplôme muni du sceau royal et contresigné par Rainilaiarivony. Ce laissez-passer disait en substance : « Moi, Ranaivalomanjaka, reine de Madagascar, j'ai accepté un tel qu'a choisi l'Assemblée de tel quartier de Tananarive, pour aller prêcher... l'évangile à tous les hommes ». (1)

Tout le texte, donné en partie par le P. de la Vaissière (2) est sur le même ton, et il est bien évident qu'il eut pu être signé William Pool, par exemple, tout de même que Ranaivalomanjaka.

Malzac dit de la Reine qu'elle paraissait vouloir « jouer ainsi très sérieusement le rôle de papesse ». (3).

A ne s'attacher qu'aux grandes lignes de leur action, il serait injuste, toutefois, de se borner à présenter le rôle des missionnaires anglais sous un jour uniquement égoïste.

Ne sont-ce pas eux, en effet, qui inspirèrent, sinon dictèrent, tout au moins en partie, le 1<sup>er</sup> octobre 1817, la proclamation de Radama I<sup>er</sup> pour l'abolition de la traite des esclaves ?

« Le Roi (d'Angleterre) a fait des lois pour empêcher que vous ne fussiez emmenés hors de l'île en esclavage... Il nous fait appel (4). Nous déclarons, en conséquence, que si quelqu'un de nos su-

---

(1) Grandidier V. IV Livre I, p. 379.

(2) Tome II — p. 45.

(3) P. 403.

(4) Par l'entremise de Sir R. Farquhar.

jets se rend coupable de vendre un esclave, dans le but de le transporter hors de l'île, le coupable sera puni en étant lui-même réduit à l'état d'esclave, et ses biens seront confisqués » (1)

Le remède est bien proche voisin du mal. La vente des esclaves, punie par l'esclavage ! Homéopathie rigoureuse !

Au demeurant, conséquence logique de la Déclaration des Droits de l'Homme, dont les théories égalitaires avaient causé tant de « mésintelligences entre les Métropoles et les Colonies » (2). Préparée par l'action de la *Société des Amis des Noirs*, la loi du 16 pluviôse An II, avait mis vingt trois ans à pénétrer, grâce aux pasteurs, dans la Grande Ile.

Pour eux, par conséquent, comme pour l'Espagnol Quevedo au xvii<sup>e</sup> siècle, la couleur qui paraissait le critère le plus sûr pour déterminer l'esclavage, « devait être considérée comme un accident de la nature et non comme un délit ». (3)

La loi révolutionnaire française entraînait ici sous une forme encore timide et ne rompait pas définitivement avec les errements coutumiers.

Dans ce premier essai — simple déclaration (*Nous déclarons*) — du Prince, Radama I<sup>er</sup> se bornait à interdire non pas l'esclavage lui-même, mais la vente des esclaves malgaches, conservés comme travailleurs plus ou moins volontaires. Et ceci tem-

---

(1) Sibree, p. 599.

(2) A. Girault — première partie, p. 254.

(3) Législation et Finances coloniales, p. 335.

père cette homéopathie dont nous parlions tout à l'heure.

Pour être complet, il faut ajouter que les esclaves qui «formaient la plus grosse partie de la richesse mobilière du pays... étaient traités, en général, avec douceur» (1) et obtenaient souvent de leurs propriétaires la permission de travailler au dehors». (2)

Les missionnaires anglais mettront encore 57 ans pour obtenir que soit interdite (1874) la traite des Mozambiques «qui n'ont guère été amenés avant le 17<sup>e</sup> siècle». (3)

Mais, c'est seulement le 20 juin 1877, que Ranavalona II proclama un affranchissement resté jusqu'alors lettre morte:

«Je tranche, maintenant, car je ne suis pas une reine qui aime les discussions. J'affranchis tous les Mozambiques qui sont dans mon royaume.» (4)

Enfin, l'article 8 du Code des 305 articles et sa sévère sanction vient porter à la traite des Mozambiques le dernier coup donné par des souverains malgaches, tandis que l'article 107 décide que *les sujets libres ne peuvent plus être réduits en esclavage. ...*

---

(1) A. Girault — deuxième partie, p. 229.

(2) G. Mondain. Rôle religieux de la femme malgache. Société des Missions Evangéliques. In-8. Paris 1925. 64 pages.

(3) G. Ferrand — Le Peuplement de Madagascar, page 142, Leroux — Paris 1907.

(4) P. Malzac, p. 456.

Ce code, cependant, renferme sur les esclaves un titre de onze articles.

L'explication en est simple.

Si les Mozambiques, facilement reconnaissables à leur type africain, sont vraiment affranchis, beaucoup de Malgaches, eux, peuvent être encore en servitude.

Certes, ils ne peuvent plus être vendus sur la côte, à moins de l'enregistrement en bonne et dûe forme d'un acte spécial, et les sujets libres (art 107) ne peuvent plus être réduits en esclavage.

L'article 39 est curieux :

*... Lorsque des esclaves en fuite sont rattrapés, leurs propriétaires, s'ils sont civils, devront payer 12 fr. 50, s'ils sont militaires, 8 fr. 75 seulement...*

Cette réglementation minutieuse de l'esclavage demeure, pour le moins, surprenante, lorsqu'on se rapporte à l'époque où elle fut codifiée.

L'autorité des pasteurs n'avait pas suffi à faire abolir une institution séculaire.

Un arrêté du Résident de France, M. Laroche, vint le 26 Septembre 1896 — un siècle après la Convention — supprimer enfin et définitivement l'esclavage à Madagascar.

De même qu'ils avaient lutté contre la traite, les missionnaires anglais tentèrent d'atténuer le goût immodéré que les malgaches professaient pour l'alcool.

Les quatre derniers articles du code de 1881, portent la marque de cette action (1).

---

(1) Lire la note 5 de M. Julien, l. citato, p. 175.

Se rappelant que la leçon des exemples passe celle des préceptes, persuadés, sans doute, qu'il fallait agir en hauteur pour mieux s'imposer par la suite en surface, ils ne trouvèrent meilleur sujet qu'une reine.

Lors de son couronnement, en 1863, Rasoherina dut prendre l'engagement solennel de s'abstenir de liqueurs fortes.

Cependant, l'ivrognerie était déjà sévèrement prohibée en Emyrne. Andrianampoinimerina n'avait-il pas affirmé, dans un Kabary mémorable que le rhum était un des ennemis les plus implacables et les plus cruels. Très vraisemblablement, les nobles et les grands devaient montrer quelque dédain d'une loi qui, cependant, garde un fonds bien malgache, comme les règlements des Fokon'olona tendent à le prouver.

Mais, malgré Carol (1), les Méthodistes ont joué après 1828, un rôle important dans la rédaction des textes qui prohibaient l'alcool.

Ellis agissait.

Envoyé par la Société des Missions de Londres, le fameux pasteur, bien préparé par ses campagnes à Tahiti, était arrivé à Tamatave en 1853. Mais, non autorisé, malgré ses intrigues, à pénétrer dans Tananarive, il était bientôt reparti pour l'Angleterre.

Il en revint en 1856 «pour s'enquérir de l'état

---

(1) *ib.* p. 285.

des choses» (1) et en donner, suivant Mme Ida Pfeiffer, un récit qui est un tissu de faussetés. (2)

Puis, après la cruelle persécution de 1859, réaction de la cour malgache contre l'emprise étrangère, il débarque à nouveau le 16 juin 1862, peu après l'avènement de Radama II. Un français, Lambert, grand ami de Laborde, avait obtenu, le 25 juin 1855, du futur roi, alors prince héritier sous le nom de Rakoto, la signature d'une charte particulièrement importante. Aux termes de ce document, la compagnie nouvellement créée s'engageait, moyennant d'importants avantages territoriaux, à aider le monarque de demain «dans ses projets d'amélioration et de civilisation de *son* pays». (3) Ratifiée à son avènement en 1861, cette charte, qui allait ouvrir Madagascar «aux influences françaises», (4) fut brûlée en 1865.

Nous avons dit la part plus ou moins avouée qu'Ellis avait prise au meurtre de Radama.

Les missionnaires avaient admirablement préparé le terrain. «Leurs visées secrètes allaient, quoi qu'on en ait prétendu, plus loin que le simple souci de faire des prosélytes. Toute leur histoire le prouve ». (5)

Le roi mort, l'action d'Ellis se poursuit, comme

---

(1) P. Malzac, p. 456.

(2) Voir Malzac, p. 301.

(3) Suau, page 62.

(4) Camo l. citato, p. 7.

(5) Camo l. c., p. 7.

s'il avait eu besoin de chercher des raisons convaincantes aux événements de la veille. Aussi, pousse-t-il la veuve du Roi, reconnue le lendemain même de l'assassinat comme reine de Madagascar, à prendre l'engagement dont nous venons de parler.

Pour Ellis ou, tout au moins, pour les besoins de sa cause, Radama II, le jour qu'il ratifia la charte de 1855, ne pouvait, en effet, être que sous l'empire de l'alcool.

Car ce monarque, dont les réunions «uniquement consacrées au plaisir et qui ne sont pas sans rappeler ce que fût dans notre histoire la cour du roi Henri III » (1), abusait, avec ses *Menamaso*, ses favoris, de ces excitants factices.

Eut-il, sain d'esprit, oublié les préceptes sacrés d'Andrianampoinimerina? Toute l'île, jusqu'à la mer, appartenait au roi, véritable souverain fief-feux, et les étrangers ne pouvaient acquérir « aucune portion du sol national, ni même la recevoir en location ». (2)

Radama I<sup>er</sup>, lui, n'avait pas commis de tels oublis, et, respectant la volonté des Ancêtres, il avait fièrement déclaré: Jamais nous ne céderons un pouce du territoire.

De toute évidence, l'alcool avait obnubilé Radama II, qui fut «léger, libertin, et même, disons le mot, dévergondé ». (3)

---

(1) Camo l. c. p. 8.

(2) Sibree, p. 13.

(3) Robert Rason, l. cit., p. 27.

S'il est exact qu'Ellis et ses pasteurs aient eu, dans le fond, le seul désir d'enrayer *l'abus des liqueurs fortes*, il n'en reste pas moins que l'engagement imposé à Rasoherina fut dicté par des considérations répondant harmonieusement aux visées politiques anglaises.

Il prouve une fois encore avec quelle ténacité les missionnaires de Londres poursuivaient l'œuvre commencée par Hastie et consacrée pour la première fois dans le code de 1828.

L'article 146 du Code des 305 articles: «Si des personnes produisent des écrits pornographiques, les font imprimer dans le but de les faire répandre, ou dessinent des choses obscènes, elles seront mises en prison pendant trois mois», n'est certainement pas d'inspiration malgache. Il correspond à une tournure d'esprit habituelle au protestantisme.

Nous pourrions dire la même chose de l'article 151 qui vise l'excès de vitesse: ceux qui, «pressant leur allure, causent des accidents de personnes, seront punis d'une amende d'un boeuf et d'une piastre, ou mis en prison à raison d'un sikadzi par jour, jusqu'à concurrence du montant de cette amende si elles n'ont pu la payer». Ce texte a certainement dû être rédigé sous l'influence des pasteurs, plus anglais dans la circonstance, que ministres d'un culte.

Il ne s'agit ici que de filanzanes, portés par des hommes; mais les automobilistes français qui circulent en Angleterre ou ailleurs, dans les pays protestants, savent combien notre législation est moins

sévère, peut-être à tort, que celle de l'étranger.

Toute la répression prévue contre les bouchers qui vendent des viandes provenant de bêtes malades, semble inspirée aussi par les pasteurs anglais. (1)

Un texte semblable à notre loi Grammont, punit, dans le Code des 305 articles, (2) les personnes qui maltraitent les animaux ; les Anglais avaient prévu avant la France dans leurs coutumes, les peines contre de tels faits et rien d'étonnant à ce que leurs missionnaires aient apporté à Madagascar cette répression.

Rien d'étonnant non plus qu'ils aient inspiré l'article 181 qui défend la culture du pavot sur la terre de Madagascar. Craignant les méfaits de l'opium, ce sont eux qui, certainement, ont fait ajouter cet article prouvant leur influence et l'obéissance de Rainilaiarivony à leurs injonctions, car les Malgaches n'ont jamais été tentés par l'opium qu'ils ne connaissaient pas; ils fumaient le chanvre, dont l'emploi fut d'ailleurs défendu par Andrianampoinimerina. (3)

Nous ne voulons pas examiner ici l'institution du mariage à Madagascar, beaucoup plus coutumier que le droit écrit; cependant, comment ne pas dire que, pour la première fois, l'article 50 du Code

---

(1) Art. 69, 71, 72, 73 du Code des 305 articles.

(2) Art. 70 du Code des 305 articles.

(3) Julien — Institutions politiques et sociales de Madagascar, t. I.

des 305 articles prohibe la polygamie. Là encore on trouve les pasteurs anglais pour pousser à la suppression de cette pratique qui existe encore dans les tribus arriérées de l'île. Il n'y a pas de reproches à leur adresser pour ce résultat; mais ne doit-on pas tout au moins leur adresser celui d'avoir détruit avec ardeur, comme suspects d'hérésie, les documents d'écriture arabe où étaient transcrites les anciennes coutumes, dont la possession serait aujourd'hui d'un si précieux secours.

Il nous serait possible de prolonger encore les preuves d'influences exercées par les pasteurs anglais, car ce sont eux qui, certainement, ont eu un des rôles les plus importants dans l'inspiration du Code des 305 articles; ce serait cependant trop dire qu'ils en ont été les seuls inspireurs.

\* \* \*

Malgré la sympathie accordée aux Anglais, notamment par Rainilaiarivony et la lutte contre l'influence française, malgré le triomphe du protestantisme anglais sur le catholicisme français dont l'aboutissement fut le baptême de la Reine Ranavalona II et du premier Ministre, ainsi que la proclamation d'une religion d'Etat, il existe dans le Code des 305 articles des dispositions qu'il serait trop absolu d'attribuer à une influence essentiellement protestante. Ils sont d'inspiration, disons européenne, et leur introduction dans les lois malgaches, directement suggérées par les pasteurs qui approchaient seuls les autorités, était facilité par

l'état d'esprit créé également par les autres européens qui cherchaient à apporter dans l'île des réformes.

La partie importante du Code des 305 articles, qui punit les avortements volontaires, n'est certainement pas d'inspiration malgache. L'enfant à Madagascar étant une richesse, il serait surprenant de voir une législation supprimer une source de profit. Il n'est pas douteux que l'influence chrétienne ait été la cause des articles 64, 65 et 66.

Le Code de 1881 réglemente l'emploi des mesures de capacité, de poids et de longueur, (1) l'heure, (2) la circulation des monnaies, (3) la vente des médicaments réservée à des professionnels seulement. (4) Il est bien certain qu'une influence européenne a seule pu être la cause de cette législation.

Celle qui oblige à faire enregistrer sur des livres officiels les mariages pour qu'ils soient valables (5), est le résultat imposé depuis longtemps par les habitudes européennes et le droit canon.

\* \* \*

Une influence sur le Code des 305 articles sem-

---

(1) Art. 74 à 79.

(2) Art. 80.

(3) Art. 160.

(4) Art. 174.

(5) Art. 53 du Code des 305 articles.

ble être celle du Code de Tahiti. (1) Ce serait une erreur de soutenir qu'il s'agit d'une influence directe; le Code Tahitien est l'œuvre des missionnaires protestants et il est tout à fait normal que ceux qui évangélisèrent Madagascar s'en soient servi comme d'un modèle.

Le code des 305 articles contient, en effet, foule de dispositions semblables à celles du Code tahitien publié dans la langue indigène au cours de l'année 1842. Les textes sur les boissons spiritueuses et le vin se rapprochent, mais sont plus copieux à Tahiti qu'à Madagascar. Non seulement ceux qui s'enivrent, mais aussi ceux qui importent des boissons spiritueuses sont condamnés (2). Cette répression de l'alcoolisme et les moyens employés pour y parvenir sont incontestablement d'origine protestante et ce ne sont pas les lois récentes des Etats-Unis qui viendraient y contredire.

Comment ne pas rapprocher l'interdiction de l'article 146 du Code des 305 articles, concernant les écrits pornographiques, de l'interdiction des articles 1,-2, et 3 du chapitre VI du code tahitien,

---

(1) Le Code Tahitien est rapporté dans: Réédition des arrêtés du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie — Papcete, Imprimerie du Gouvernement — 1864.

(2) Art. 1 du Code de Tahiti: «Si les officiers de police apprennent qu'il y a des boissons spiritueuses à vendre à bord d'un navire faisant voile pour le port, ils engageront le capitaine à s'en retourner. Si le capitaine ne tient pas compte de l'invitation, il sera mis en jugement».

qui interdit les chants et les danses inconvenants et les punit d'ailleurs d'une façon fort pittoresque; si ce sont les hommes qui sont coupables, ils défrichent 50 brasses de route, si ce sont les femmes, elles sont condamnées à confectionner 10 brasses d'étoffe.

Les ventes de terre, interdites à Madagascar, l'étaient aussi à Tahiti. (1) Tous les textes relatifs au mariage, au concubinage, sont similaires, ceux concernant l'école obligatoire sont frappants de ressemblance. Enfin, le caractère rigoureusement pénal que nous avons signalé déjà, se retrouve dans les deux législations d'une façon trop nette pour que l'une n'ait pas été influencée par l'autre.

Cette influence intéressante à signaler, ne doit pas cependant être exagérée. Elle n'a pas pénétré les mœurs malgaches au point que sa consécration législative ait été une œuvre nécessaire. Il s'agit moins d'une influence que d'une ressemblance qui s'explique, nous l'avons dit, par la part prise par les pasteurs déjà auteurs du Code tahitien, dans la confection du Code malgache.

\* \* \*

Nous avons indiqué déjà les rapprochements au point de vue pénal entre le Code Annamite de Gia-Long (2) et celui des 305 articles. C'est ainsi que ce

---

(1) Chapitre XLL du Code Tahitien.

(2) Code Annamite — Lois et règlements du royaume d'Annam traduit du texte chinois original par G. Aubaret — in-8 1865.

dernier commence par l'indication de douze catégories de crimes punis de mort et celui de Gia-Long débute dans son Livre I par la désignation de six sortes «de vols punis des bambous à la mort».

Dans les deux législations, le plus grand crime est celui commis contre la majesté du souverain; à Madagascar l'article 1<sup>er</sup> et l'article 7 stipulent des peines sévères allant jusqu'à la mort. Le code annamite porte la même condamnation. Dans tous les deux, les parents du coupable sont punis; en Annam, de la mort lente pour les hommes et de l'esclavage au profit des mandarins méritants pour les femmes. La violation de sépulture, la vente des arbres d'un cimetière sont des infractions communes aux deux législations.

En Annam, le consentement des futurs époux n'est jamais exigé pour la validité du mariage; nous savons qu'à Madagascar, s'il est demandé, le consentement se trouve fortement atténué par l'autorité accordée aux parents.

Quant à la femme adultère, elle peut recevoir ainsi que son complice, la mort des mains de son mari, aussi bien en Annam qu'à Madagascar.

Les dispositions du Code de Gia-Long, qui interdisent aux mandarins de se faire prêter par des particuliers, d'acheter des terres sur les territoires qu'ils administrent, se retrouvent dans les lois de Madagascar, mais d'une façon moins sévère.

Nous pourrions encore faire de plus nombreux rapprochements; là n'est point notre but; nous te-

nions seulement à signaler la probabilité qu'il y a que les auteurs des Codes malgaches aient eu connaissance de celui de l'Annam. Par quels moyens? Peut-être à la suite de mouvements de population d'Annam vers l'Archipel Malais et de là à Madagascar ou plutôt, par l'intermédiaire encore des missionnaires protestants et même catholiques?

\* \* \*

Parmi les influences qui ont agi sur la confection des codes écrits malgaches, il nous a paru difficile d'en trouver dans les premiers textes écrits rencontrés à Madagascar que Monsieur Julien a réunis dans son savant ouvrage «Pages Arabico-Madécasses». Il s'agit de textes pris aux bonnes sources par des copistes différents, rapportant plutôt accessoirement des coutumes que des essais de législation.

Il nous semble impossible de voir dans un texte comme celui-ci «c'est pour cela que je vous ai mandé ici, afin que nous posions les bases d'une loi matrimoniale qui nous soit bienfaisante», (1) un élément législatif ou un essai de législation; le mot loi ici est synonyme de règle coutumière. Ce texte indique seulement l'influence des Arabes sur les idées juridiques malgaches. Nous la retrouverons en examinant l'apport des Coutumes dans le Code de 1881.

Malgré tous ces apports : protestants, euro-

---

(1) G. H. Julien, pages Arabico-Madécasses, p. 52.

péens, d'importation polynésienne, annamite ou arabe, le code des 305 articles trouve surtout l'origine de ses textes dans les coutumes de la Grande Ile.

Celles-ci, fort originales, constituent un ensemble dont l'examen est intéressant, surtout si l'on cherche à dégager les influences extérieures, assez fortes pour avoir fait admettre aux peuples malgaches comme règles coutumières, des principes jusqu'alors inconnus d'eux.

Nous voudrions, dans les pages qui vont suivre, préciser l'influence des Coutumes sur la rédaction des Codes écrits et notamment sur celui des 305 articles en même temps que rechercher l'origine de ces coutumes.

---



## TROISIÈME PARTIE

---

### DROIT COUTUMIER

---

#### CHAPITRE V

---

#### LOIS VIVANTES ET LOVAN TSOFINA

---

Justice et arbitrage

Administration, répartition des terres

Servitudes — Successions — Régimes matrimoniaux

Hospitalisation

---

Il serait d'une méthode par trop formelle et rigoureuse de chercher à isoler les uns des autres en toutes circonstances, les effets des influences qui ont pu agir sur le droit coutumier malgache.

L'exposé que nous nous proposons de faire revêtirait alors une sécheresse dogmatique que nous voulons tenter d'éviter.

Il nous paraît plus vivant, dans la plupart des cas, d'indiquer, en rapportant telle ou telle sentence d'Andrianampoinimerina, telle formule, lo-

*van-tsofina* (1) et pieusement conservée, pour que les vivants puissent en transmettre l'intégralité aux hommes de l'avenir «pas toujours d'accord entre eux» (2) de donner immédiatement les sources d'où elles paraissent découler, ou d'indiquer les ressemblances qu'elles évoquent.

Apports sémitiques, à la suite des tentatives de colonisation ou de voyages hébraïques et arabes ou fond proprement malgache, venu, peut-être, des fabuleux vazimbaz (3), prendront ainsi, du moins nous voulons l'espérer, toute leur signification.

Quant au droit écrit, codes ou instructions spéciales dont nous avons déjà parlé, il reste le reflet et la consécration de la coutume qu'il amplifie de façon inégale.

Il a subi, à travers les années, nous l'avons dit, l'action obligée d'une évolution très rapide. Par l'effet de la civilisation et des subtilités qu'elle emporte, il a dû aborder les problèmes qui, primitivement, n'avaient pu et ne pouvaient se poser.

Des influences extérieures ne devaient manquer de naître et d'agir. En général, nous le rap-pelons, elles se résument dans un souci d'imitation

---

(1) Héritage des oreilles.

(2) D'après l'administrateur des colonies A. Boveil (Etude sur le pays Tanala p. 15 — Dans le Bulletin économique du Gouvernement général de Madagascar, année 1930, N° 1 — Partie Documentation — Etudes in-16, 346 pages. Tananarive: Imprimerie moderne de l'Emyrne — G. Pitot et C° 1930.

(3) Les vazimbaz auraient très probablement été les premiers habitants de l'île.

des institutions occidentales, et dans l'action plus ou moins heureuse des pasteurs méthodistes.

L'empreinte de ce prosélytisme rattache les codes malgaches à la longue série des institutions et des codes proposés par les missionnaires aux peuples nouveaux.

Depuis les essais entrepris par les Scandinaves au Groënland, où, dès le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, ils avaient apporté aux Esquimaux la morale chrétienne, jusqu'au code de 1881, nombreuses sont les manifestations de cet ordre.

Sans parler de la Bulle d'Alexandre VI (Borgia) au 15<sup>e</sup> siècle, puisqu'elle n'avait d'effet direct que sur l'Espagne et le Portugal, les Jésuites dictent en 1829 le Code du Paraguay.

Moins près de nous, les pasteurs anglais inspirent, nous l'avons dit, à Tahiti, le Code de 1819 ; les lois des îles Havaï sont aussi l'émanation fidèle de leur esprit.

Les lois de Madagascar, enfin, apportent leur pierre à l'édifice de l'emprise chrétienne.

Selon le mot cruel de Suau (1), nous sommes ici en présence d'un « placage de lois sur des consciences », mais pétries dans le rayonnement des Ancêtres, ces consciences, malgré tout, « restaient païennes ».

Pas plus que nous ne voulons étudier séparément, et d'un point de vue juridique, les lois coutumières, nous n'avons étudié les lois écrites.

Mais, il reste évident qu'un examen critique re-

---

(1) p. 88.

prenant catégorie par catégorie, titre par titre, les codes des 101 et des 305 articles et les diverses instructions des monarques malgaches, et les comparant à notre droit civil ou pénal actuel, présenterait un intérêt primordial. Il n'échappera sans doute point, et nous le souhaitons vivement, à tous ceux que passionnent les civilisations lointaines.

\* \* \*

«La nation madécasse n'a aucune loi écrite», affirmait Flacourt en 1658. «Tout ce qui se fait et ce qui se pratique, est par une loi naturelle fondée sur la raison... qui passe pour loi très assurée». (1)

Jusqu'en 1828, la constatation du chevalier orléanais n'a rien perdu de sa force.

Ainsi que nous l'avons déjà exposé, le droit malgache s'était transmis par la seule tradition orale; les décisions, serments... etc..., étaient faits publiquement et une pierre, plantée verticalement dans le sol, perpétuait le souvenir de l'événement. (2)

La forme la plus fréquemment employée est celle du proverbe ou de la parabole. Le hova est subtil, «éloquent, beau parleur». (3) Il est l'amant de la métaphore. (4)

---

(1) Histoire de la Grande Ile de Madagascar, p. 103.

(2) M. Julien. Notes, recon. expl. 31 mars 1900, p. 157  
— Note 1.

(3) Art. 247 du Code des 305 articles.

(4) Il n'est pour s'en convaincre, qu'à lire entre mille autres exemples, la note de M. Julien, relative aux noms de monnaies à Madagascar. Notes, recon. expl. 31 mars 1900, p. 144.

Avec une patience et une érudition profondes, M. Julien a recueilli ces dictons coutumiers, ces «lois acceptées, suivies par tous et garanties par les princes régnants» (1) : *les lalâna véluna*.

Ces termes exigent une glose.

Les lalâna véluna, ce sont les lois innées, les lois vivantes, les lois naturelles, *que chacun sait et ne peut pas ne pas savoir*. «C'est ce que chacun doit faire ou ne pas faire. Les *Rayamandreny*, les père-et-mère, les récitaient publiquement...»

Les transcrire serait superfétation. Elles font partie intégrante de la vie. L'homme, en naissant, en porte le germe indestructible. La grande voix du Passé parle en lui, avec la foi des générations disparues, avec la volonté des Ancêtres (art. 233).

Un des traits saillants du caractère malgache «est le respect, le culte qu'ils ont pour leurs Ancêtres et pour les coutumes qu'ils leur ont léguées..., rien, d'après leurs idées, ne devait se faire autrement que n'avaient fait leurs pères». (2)

Les usages sont établis de temps immémorial et gardent une force vivante d'où dépend l'exercice des vertus familiales.

Entre les «maisons froides», où reposent les morts, et les vivants, respectueux de la tradition, un lien sacré est établi: les pères avaient reçu la loi des pères de leurs pères. Leurs enfants la transmettront intacte aux enfants de leurs fils. L'homme

---

(1) Mondain G. — *Ra eta a*, p. 109.

(2) Grandidier, Vol. IV — T. II — L. III, p. 23.

est pétri de ces lalâna véluna. Elles sont la plus profonde, la plus noble expression de la conscience individuelle.

Il y a là un phénomène de cristallisation qui a longtemps retardé l'évolution de Madagascar et qui agit encore.

Mais ce traditionalisme étroit ne manque pas de puissance et cette vénération pour le passé présente un caractère émouvant de grandeur.

Quesnay et les Physiocrates ont célébré avec une ferveur grave, mais quelque peu fatigante, l'ordre naturel, «celui qu'ils portaient en eux-mêmes». (1)

La «balance psychologique» (2) de ces grands fondateurs de l'Economie Politique, les Malgaches en sentaient, intus et in corde, l'action souveraine.

Ordre naturel, lois naturelles, dans le monde occidental; chez *les bons sauvages*, sous l'ardente Croix du Sud: lalâna véluna. Conceptions identiques, similitude des idées, rapprochements profonds.

« Une chose domine les sociétés, c'est le Passé dont l'emprise est d'autant plus puissante que cette société est raisonnablement organisée », écrit M. O. Durand, Administrateur des Colonies, dans une étude sur l'organisation de la famille Peule. (3)

---

(1) Gide et Rist — Histoire des Doctrines Economiques, p. 10.

(2) Gide et Rist — Histoire des Doctrines Economiques, page 12.

(3) O. Durand — Famille Peule au cercle de Pita, page 85.

Dans les montagnes de Fouta-Djalou, comme au cœur de l'Émyrne, même empreinte, si persistante et si noble, qu'impose le Passé.

Il ne nous appartient pas d'épiloguer sur l'étymologie de ces mots et de rechercher si *lalâna* vient bien des mots français, la loi, de même que de nombreux mots malgaches sont issus, avec de faibles déformations des langues européennes : anglais et portugais, notamment. Il ne nous appartient pas davantage de nous demander si *véluna* signifie : en vigueur ou vivante ; c'est aux linguistes de trancher cette difficulté.

Mais, l'idée de loi vivante, de loi naturelle, nous plaît, et elle nous paraît répondre harmonieusement au génie des Malgaches et à leur respect du Passé.

«Manifestations spontanées de l'habitude et des besoins particuliers», (1) ces lois naturelles sont idéalement incorporées dans les codes locaux.

Leur existence est affirmée simplement, sans littérature, «dans les Kabary ou proclamations des souverains». (2)

L'évidence se suffit à elle-même. Elle n'a pas besoin de longues démonstrations.

Pour quelles raisons les Malgaches ne se sont-ils pas tenus à ces lois de la sagesse qu'Andrianampoinimerina avait héritées des Nobles Ancêtres avant de les dicter à son peuple?

---

(1) Gamon, p. 2.

(2) Carol, p. 255.

Pourquoi ont-ils tenté de franchir d'un bond cinq ou six siècles de lente adaptation et, partis du Moyen-Age, arriver brusquement au Code Napoléon?

Ce problème qui cause une profonde émotion à Carol: «Ce petit peuple... s'est perdu pour avoir voulu jouer avec la civilisation comme un enfant avec le feu» (1) c'est toute l'histoire de l'impérialisme contemporain.

Les nations colonisatrices souffriront, peut-être un jour prochain, d'avoir été trop vite en besogne et d'avoir trop rapidement appris aux peuples indigènes à jouer avec le feu de l'idéologie, quand les aïeux parlaient simplicité.

Dans son grand Kabary du 1<sup>er</sup> mars 1837, Ranaivalona I<sup>er</sup> s'écrie :

«Je vous déclare à vous, Malgaches..., quel est l'homme qui voudrait changer les coutumes de nos Ancêtres ? ». (2)

Plus près de nous, rappelons-nous le préambule du Code de 1881:

«Voici les lois du royaume, celles d'Andrianampoinimerina, de Lehidama...»

Or, aucun de ces rois, aucun des douze (3) mo-

---

(1) Carol, p. 255.

(2) Sibree, p. 437.

(3) En réalité (voir Julien, p. 112 de Notes du 31 mars 1900) les 12 hommes qui ont fait régner Andrianampoinimerina avaient été 14. Mais la superstitieuse race malgache attachait une grande importance au nombre 12, qui était particulièrement *Fady*, sacré.

narques qui les ont précédés, n'a laissé de code écrit. Ces «lois du royaume», ce sont les lalàna vé-luna, les lois naturelles, les lois vivantes.

Et l'article 263, vient donner à la parole royale l'autorité du texte dûment promulgué.

*Les lois et les coutumes anciennes conservées jusqu'à ce jour, alors même qu'elles ne figureraient pas parmi les présentes, restent en vigueur et doivent être appliquées à l'égal des lois écrites réunies dans le présent code.*

Un arrêté de la Cour de Tananarive, le 5 mars 1897, dit que le Code de 1881, et notamment cet article, est la codification des coutumes. «Il consacre celles qu'il reproduit et maintient celles qu'il ne reproduit pas » (1).

Visant ceux qui auront des relations coupables ou commettront l'inceste (l'homme et la femme libre surpris dans le crime, selon le Koran (2), l'article 63 avait décidé qu'ils pourraient être passibles des peines édictées par les usages des Ancêtres.

Aussi, lors de son couronnement, le 22 novembre 1883, Ranavalona III, dernier chaînon d'une lignée royale, pouvait affirmer :

*O mon peuple, vous n'avez rien changé aux paroles d'Andrianampoinimerina, de Radama, de Ranavalona I<sup>re</sup>, de Rasoherina, de Ranavalona II (3).*

---

(1) Gamon, p. 376.

(2) Koran. Traduction M. Savary: Les femmes, page 160.

(3) Malzac, p. 503.

Radama II n'est pas mentionné; nous avons déjà indiqué pour quelles raisons.

Ces lois et ces coutumes anciennes «fomba, fady», ces volontés des ancêtres «didin-drazana», tout cela sont des lalàna véluna, «car la tradition et les coutumes ont une grande force à Madagascar». (1)

Sous la forme des lalàna véluna, le droit coutumier malgache, dans ce qu'il a laissé au droit écrit, doit énormément à Andrianampoinimerina.

Parler de l'homme et de ses sentences, c'est étudier la transition entre le Passé qui l'inspire et le Présent qu'il organise.

Attachante figure que celle de ce monarque et qui tranche, par sa personnalité nettement accusée, sur celle des rois malgaches.

Psychologue pénétrant, peut-être comme M. Jourdain était prosateur, il a admirablement compris, en même temps qu'il fondait l'unité du royaume, l'âme ondoïante et diverse de son peuple.

«Ne sachant ni lire ni écrire, ignorant toute la science humaine qui dirige les gouvernants du monde civilisé, il trouva dans son bon sens naturel ce qui pouvait le mieux procurer le bien-être, la paix, la grandeur et le progrès de son peuple, et établit une législation qui fût généralement suivie dans la suite avec une scrupuleuse exactitude».

Après ce portrait tracé par le père Malzac (2),

---

(1) Sibree, p. 322.

(2) P. 133.

il n'est pas sans intérêt de voir de quelles louanges ont salué l'œuvre du grand roi imérinien des écrivains, comme André Demaison et Jean d'Esme, dans leurs récentes études sur la Grande Ile.

« Il en est peu qui aient dicté leurs lois et parlé à leur peuple avec plus de sagesse ». (1)

« Andrianampoinimerina, le Philippe le Bel, le Louis XI et le Henri IV à la fois du royaume hova.

Le héros de la dynastie, le fondateur du royaume, le conquérant et le législateur, qui bâtit à coups de batailles et de lois, la grandeur nationale ». (2)

Le lyrisme s'accommode certes bien volontiers d'enthousiasmes faciles et de grandiloquence du verbe.

Mais, ce prince méritait la chaleur de l'hommage, et il n'en reste pas moins que ces définitions caractérisent bien l'homme à qui elles s'appliquent. Avec une rare mesure et une exacte vision du passé, André Demaison, colonial par excellence, a confirmé les royales comparaisons de Jean d'Esme.

Que Suau ou Malzac, l'impartial, que Sibrec, profondément anglais, ou bien de la Vaissière, que Carol, féru de Madagascar, et décidé à donner ce pays en exemple à l'Europe entière, nous parlent du monarque hova, leurs jugements s'accordent, sans fausse note, pour tresser des couronnes. An-

---

(1) A. Demaison. Un voyage moderne dans le continent austral.

(2) Jean d'Esme — L'Ile Rouge.

drianampoinimerina les méritait, qui «eut le sentiment des grandes choses, avec la sagacité et la volonté nécessaires pour les accomplir», mais fût «plutôt un meneur de peuples, dans le sens antique du mot, qu'un roi» (1) et voulut «d'un pays... faire une nation». (2)

Pour le Gouverneur Julien (3), Andrianampoinimerina, c'est en quelque sorte le Napoléon de Madagascar.

Il a pensé à tout. Certes, ses conquêtes seraient déjà un beau titre de gloire. De combats en combats, de guerres en guerres, il sut, amenant ses rivaux à le reconnaître, étendre son royaume et l'asseoir sur des bases solides.

Comme fut Mahomet, «tour à tour général d'armées et législateur, il faisait succéder aux soins paisibles du Gouvernement, le tumulte des armes ». (4)

Dans son opuscule déjà cité, le professeur hova de musique, Robert Rason (5), déplore bien ces temps, «où les anciens rois, occupés à faire la guerre aux diverses tribus, n'avaient pas le loisir de favoriser le développement des arts».

Et, secrètement, Robert Rason paraît porter, en

---

(1) Colonel Prud'homme l. citato, p. 16.

(2) Carol, page 245.

(3) Conférence faite à la Faculté de Droit de Paris, le 4 mars 1931.

(4) Abrégé de la Vie de Mahomet. Traduction du Koran par Savary, page 42.

(5) P. 5 du manuscrit.

ce sens, quelque indulgence à Radama II, qui a laissé des mélodies « dont la monotonie tourne à la lascivité (1) et qui s'accompagnaient de la *Valiha* sonore, pour chanter à ses amis bien-aimés: *Mokatejy* (My cottage).

Cela, sans doute, est infiniment regrettable. Mais, les guerres n'empêchèrent pas Andrianampoinimerina de s'occuper de ses sujets et, c'est par « son génie organisateur » (2), surtout, qu'il fût grand.

Pour rendre à son œuvre le juste tribut qu'elle mérite, il n'est que puiser encore dans les livres.

Il fit beaucoup « pour le bien de son pays, en le gouvernant et en le constituant selon les lois de la sagesse ». (3)

« Il est d'autant plus froissé par le spectacle de l'iniquité qu'il est plus près de la nature. (4)

Juste au plus haut degré, « il voulait que la justice fut rendue avec impartialité et que les droits de chacun fussent respectés » (5), devant les tribunaux, dressés, large ouverts, aux carrefours, pour que la justice soit publique.

Il préférerait cependant, les arrangements à l'amiable, l'arbitrage de quelques parents, voire de

---

(1) P. 30 du manuscrit.

(2) Malzac, page 133.

(3) Malzac, page 86.

(4) Girault, 2ème partie — page 484.

(5) Malzac, page 139.

simples excuses, aux longues discussions devant le bénin tribunal des chefs locaux.

Radama I<sup>er</sup> demeura respectueux de cette coutume. Ne fut-il pas lui-même, lors d'un voyage vers l'Est, pris pour arbitre, par les habitants des terres situées près du Mananaréza, au sud de Tamatave?

Le code même de 1881, en son article 250, garde la trace du souci qui avait guidé Andrianampoinimerina et autorise l'arbitrage, *si les parties intéressées tombent d'accord*.

Cette noble idée de justice ne s'éteint donc pas avec les successeurs d'Andrianampoinimerina.

Dans son discours du trône, Ranavalona II s'écrie : *« Pesez bien le juste et le droit... Les coupables, ce sont leurs actes qui les condamnent »*. (1)

Plus tard Ranavalona III affirmera :

*« Souvenez-vous que la justice élève les nations et que — ici l'action des missionnaires anglais apparaît avec une rare ampleur — la crainte de Dieu est le commencement de la sagesse »*. (2)

Izay ! Izay ! s'enthousiasme le bon peuple.

Rainilaiarivony ne veut pas être en reste : *« Ce que je cherche, c'est la justice et l'observation des lois »*. (3)

L'aveu volontaire d'un crime remplissait le roi d'indulgence, et le coupable qui avait la franchise de se déclarer, n'était point condamné.

---

(1) Malzac, page 393.

(2) Malzac, page 504.

(3) Malzac, page 504.

Une idée identique a présidé, en 1881, à la rédaction de l'article 33, qui est profondément humain : « Toutefois, s'ils (les voleurs) n'ont pas fait, des choses volées, une provision destinée à être emportée chez eux, *mais se sont bornés à n'en prendre que juste pour apaiser leur faim*, et les ont mangées sur place, *ils ne seront pas en faute* ».

Son code civil, — si tant est qu'on puisse donner le nom de code à des sentences oralement rapportées — « est parfaitement conforme au droit naturel, et tout à fait en rapport avec les mœurs du pays ». (1)

Ce n'est pas seulement par cette conception du droit naturel que le roi malgache se rapproche des Physiocrates. Comme Quesnay et ses disciples, il tint, par dessus tout, réprouvant le travail des mines, à développer l'agriculture.

Les racines du manioc, dit-il, sont les colonnes de mon empire, ce sont mes soldats dans la bataille contre la famine.

Il procède — son administration eut un caractère essentiellement communiste (2) — à la répartition primitive des terres, pour rendre égaux ses sujets.

« Voici, Mérina, ce que vous fais savoir : la terre et le pouvoir sont à moi et je vais vous partager la terre, n'ayant point assez d'argent ni de

---

(1) Malzac, page 396.

(2) L. Pain. Thèse, Poitiers 1910, page 12.

bœufs pour les distribuer ; vous vivrez du sol que je vous donnerai, *voulant que tous mes sujets aient un ventre égal...* Je divise le sol en *hetra* » (1). Mais ce partage se borne aux terres humides (les terres à riz) de l'Imerina.

N'en était-il pas, « d'après les idées et les usages des malgaches..., le maître absolu », comme le maître absolu « des personnes et des biens » (2). « Toute la propriété territoriale était concentrée en droit sur la tête du souverain ». (3)

Un arrêt de la cour de Tananarive, le 20 Juin 1900, dit qu'il ne faut cependant pas donner à ce droit la portée qu'il n'a pas et qui n'a jamais existé dans la réalité des choses, car il était plutôt virtuel, théorique, honorifique. (4)

Cette terre malgache, Andrianampoinimerina avait passé sa vie à la réunir entre ses mains. Il avait eu la volonté inflexible que toute l'île lui appartienne jusqu'à la mer et divisa son territoire en six provinces : Sisaony, Avaradramo, Marovantana, Ambodirano, Vonizongo et Vakinankaratra.

Pour des causes diverses, bien souvent dictées par les pasteurs anglais dans leur lutte sournoise contre l'influence française, mais aussi, par respect

---

(1) Division territoriale soumise envers le souverain à une redevance en riz de 3 mesures par an, soit environ 80 centimes — Gamon, page 48.

(2) Malzac, page 134.

(3) Sibree, page 13.

(4) Gamon, page 399.

de l'idée initiale, tous ses successeurs ont suivi cette politique.

Radama II voulut s'en écarter.

Sa largeur de vues a creusé son tombeau, sur la colline sacrée d'Ilafy, « qualifiée depuis Andrianampoinimerina et *selon sa parole immuable*, le côté de la parenté où l'on envoie, pour leur dernier repos, les princes vaincus ». (1)

Radama II fut un vaincu. Dans leur linceul de soie, le corps des victorieux était transporté à Ambohimanga la Sainte, tandis que leurs ombres s'assemblaient dans la forêt épaisse et mystérieuse d'Ambondrombé, parmi un peuple d'ombres.

Victorieux, Radama I<sup>er</sup>, qui avait dit : *Jamais nous ne céderons un pouce de territoire*.

Victorieuse, Rasoherina, malgré les instances de Louvières qui perd, à discuter, son temps et sa vie.

Victorieuse, enfin, — à tout le moins par le verbe — Ranavalona III, qui proclame ne pas vouloir céder aux Français : « Un coin de terre, même de la grosseur d'un grain de riz » (2), même de l'épaisseur d'un cheveu.

Ainsi que nous venons de le voir, « la souveraineté du roi sur toute la terre était reconnue par le paiement d'un impôt annuel ». (3)

Comme veulent les Physiocrates, l'impôt pèse surtout sur les propriétaires terriens, parce que

---

(1) Camo, l. citato, page 12.

(2) Malzac, page 500.

(3) Malzac, page 134.

disaient les anciens, « il était nécessaire de faire peser sur eux, plus que sur tous les autres, le principe de suzeraineté de la reine ». (1)

Plus tard, obsédé sans doute de plaintes et de réclamations, le roi décide que « le propriétaire de la rizière inférieure est obligé de recevoir les eaux de la rizière supérieure qui a bu le trop-plein. (2)

C'était créer le principe des servitudes.

Les terres particulièrement fertiles étaient aussi des terres difficiles. Mais elles étaient distribuées avant le sommet stérile des monts.

Adam Smith et Ricardo eussent, chacun, trouvé dans ces dispositions l'éclatante et lointaine illustration de leurs théories.

Ces idées originales sur le caractère presque national de la propriété des Malgaches sont fort curieuses et l'évolution du droit de propriété à Madagascar très intéressante à examiner.

La distinction des meubles et des immeubles existe dans les anciennes coutumes et le critérium de distinction : la mobilité et la fixité, est le même qu'en droit français. Les biens mobiliers sont appelés « paumes de la main » pour indiquer qu'on les tient vraiment en mains, qu'on peut en disposer d'une manière absolue et que les droits du sou-

---

(1) Julien *ib.* p., 120 Notes.

(2) Gamon, p. 59.

verain ne peuvent pas s'exercer sur eux, car il n'en est pas la source (1).

Pour les immeubles, une distinction était à faire entre les constructions et les terres. Les premières appartenaient en propre à ceux qui les avaient construites : « Quiconque bâtit une maison sur le sol vacant du village ou du pays environnant et met en valeur une terre vierge, en devient légitime propriétaire » disent les coutumes (2). Cependant, les « lalàna vélunà », par ailleurs, réservaient la propriété des maisons au souverain qui établissait dans chacune d'elles « un lieu de refuge au profit des voyageurs » (3).

Il semble donc difficile de voir dans le droit de propriété sur les constructions un droit absolu. Il s'agissait plutôt d'une concession que d'une acquisition par occupation. La propriété des terres pouvait s'acquérir en principe puisque « la mise en valeur d'une terre vierge » rendait propriétaire ; cependant, la coutume malgache avait pris soin de déterminer nettement ce qu'on entendait par *mettre en valeur* et limitait ainsi considérablement les possibilités de propriété. Si on plantait sur un terrain vacant des plantes annuelles ou bisannuelles (manioc), on ne devenait pas, pour cela, propriétaire, mais le fait de planter des arbres, si personne ne faisait opposition, celui de

---

(1) Julien — Tome I, page 388.

(2) Julien — Tome II, page 232.

(3) Julien — Tome II, page 233.

construire un tombeau, de clôturer un terrain vacant au moyen de mottes de terre ou d'entailles faites aux arbres (1) entraînait l'acquisition de la propriété, sous la réserve, toutefois, des droits du souverain.

Toutes les terres ne pouvaient pas s'acquérir ainsi ; seules celles qui se trouvaient autour des villages en étaient susceptibles. Toujours les forêts **sont restées indivises** ; les habitants pouvaient se livrer à diverses industries, y couper du bois, mais jamais faire, sur le fond même, un acte de propriété.

Le Code des 305 articles confirmant, à ce sujet, les *lalàna véluna*, défend, dans l'article 104, d'y bâtir une maison, et dans l'article 105, punit les personnes qui opèrent des défrichements par le feu, de la peine des fers.

Pour trouver un droit de propriété tel qu'il existe en France, il faut attendre l'article 85 du Code des 305 articles.

Cette situation nouvelle a certainement été la conséquence de l'infiltration dans l'île des idées européennes ; cependant, la modification apportée par l'article 85 reste faite dans l'esprit des mœurs malgaches ; en effet, cet article ne s'applique qu'aux sujets du gouvernement de Madagascar et son effet est limité essentiellement à eux (2).

---

(1) Julien, Tome II, page 252.

(2) Art. 85 du Code des 85 Articles : « les terres à Madagascar ne peuvent être vendues ni données en ga-

Avant Andriananampoinimerina, les terres appartenaienit très probablement à des chefs qui les distribuaienit à leurs sujets ; c'est à partir de ce prince que se produisit une évolution de la propriété collective qu'il avait instituée, vers la propriété individuelle.

Le régime des terres pendant cette période d'évolution a varié ; certaines terres, les côteaui et les marais étaient la propriété particulière des Fokon'olona ; elles constituaient des réserves qui n'étaient pas distribuées entre les habitants ; au contraire, les rizières avaient été réparties également entre tous les membres du Fokon'olona : elles étaient seulement cultivées individuellement. Le détenteur d'un hetra avait un droit de jouissance, il pouvait le céder, mais il devait continuer à remplir les charges attachées à sa possession.

Le Fokon'olona pouvait toujours procéder à une nouvelle répartition des hetra si besoin en était ; on a même commencé à admettre que les enfants pouvaient succéder aux hetra, et la loi du 11 Mars 1896 a consacré le droit de perpétuité des indigènes sur ces biens.

Sur d'autres terres, il existait un droit de propriété qui était exclusif et perpétuel, mais qui n'était pas absolu, car le droit de disposer était

---

rantie de capitaux prêtés à qui que ce soit, sauf entre sujets du gouvernement de Madagascar ; celui qui vendrait ou donnerait en garantie une terre à un étranger, serait puni des fers à perpétuité. Le prix versé par l'acheteur ou le capital prêté ne pourrait plus être revendiqué, et la terre retournerait à l'Etat.

restreint. Telles sont les terres patrimoniales ou Tarrin-drazana. À l'origine, la maison des parents est inaliénable, de même les biens Ko-drazana et les tombeaux (1) qui ne peuvent se transmettre qu'à l'intérieur de la famille ; la propriété des tombeaux reste même indivise entre tous ses membres.

Le droit de propriété est plus large sur les terres concédées par la tribu et sur les terres défrichées (2). Ces terres peuvent être aliénées à titre gratuit ou à titre onéreux hypothéquées. Une seule restriction existe : on ne peut céder sa propriété qu'à un membre de sa tribu.

Enfin, le droit de propriété, absolu, perpétuel, exclusif, sur les terres Lohombintani. Ce sont celles concédées par le roi ou un Tompo-menakely (3) à titre de récompense à ceux qui ont rendu des services. Cette forme de propriété est une des plus anciennes et son bénéficiaire pouvait en disposer même au profit d'une personne étrangère à la tribu.

Nous avons vu que l'article 85, résultat de toute cette évolution des idées juridiques malgaches sur le droit de propriété, interdit, pour des raisons politiques, qu'une terre quelle qu'elle soit, puisse être vendue ou hypothéquée à des étrangers ; cette interdiction, inspirée certainement par le désir de contrarier les desseins de la France, a

---

(1) Art. 87 du Code des 101 articles.

(2) Julien. Tome II, page 232.

(3) Seigneur chef des serfs.

été levée, peu après l'annexion de Madagascar, par la loi du 9 Mars 1896.

Toujours relativement au droit de propriété, il est intéressant de signaler que dans la Grande Ile une possession plus ou moins prolongée, aussi bien sur des immeubles que sur des meubles, ne pouvait faire acquérir la propriété. « En fait de meuble, possession vaut titre » est une maxime inconnue à Madagascar, même lorsque l'objet perdu ou volé a été acquis par une troisième personne.

Andrianampoinimerina dit que « si ayant perdu un objet, le propriétaire légitime le retrouve entre les mains d'une personne l'ayant acheté à une autre, il aura le droit de le reprendre, quitte à cette personne à s'en faire rembourser le prix par qui le lui a vendu ».

Ce principe coutumier est resté inchangé dans les lois postérieures. Les Codes de Ranavalona I<sup>re</sup>, art. 30, de Radama II, art. 26, de Rasohérina, art. 28 disent bien que « le tiers de tout objet perdu appartient par moitié au roi (ou à la reine) et par moitié à qui l'a trouvé ». L'article 35 du Code des 305 articles ajoute que le « cinquième de la valeur d'un objet appartient à qui l'a trouvé », mais il s'agit là d'une récompense accordée à l'inventeur de la chose, car les deux autres tiers restent indéfiniment au propriétaire qui peut toujours les revendiquer sans aucune limitation de temps. La situation du propriétaire est d'autant plus favorable que, contrairement au droit français, c'est au sous-acquéreur de faire la preuve que son auteur était véritablement propriétaire.

Dans un pays comme Madagascar, où l'exploitation des rizières tient une place importante, les questions d'écoulement d'eau se posaient d'une manière grave et continuelle. Andrianampoinimerina dit : « vous ne pouvez refuser, à celui placé en contre-bas, que l'eau ayant fertilisé votre champ se déverse sur son bien » (1). Il ajoute : « quiconque arrêtera l'eau au niveau de son champ pour la refouler dans une autre direction que celle de son déversement naturel, privant ainsi son voisin immédiat de l'élément qui lui est indispensable, sera sévèrement puni ».

Ces dispositions n'ont pas été reproduites dans les textes écrits ; elles sont applicables en vertu des *lalàna véluna*, et c'est très explicable ; il s'agit de dispositions qui intéressent tellement les travaux malgaches, qu'il n'était pas nécessaire, tant la coutume était fixée à cet égard, d'y apporter des précisions.

Si l'examen de l'apport coutumier dans le droit écrit est plein d'enseignements à l'égard des biens et de leur propriété, celui concernant la famille malgache et ses règles juridiques est encore plus significatif.

\* \* \*

Dans le droit coutumier malgache, les fiançailles sont des conventions conclues entre deux familles, où les enfants n'étaient point consultés (2) et dont

---

(1) Julien — Tome I, page 222.

(2) Suivant Ulpien (D. h. t., 12) il en était de même dans le droit romain archaïque.

le but était de consolider des liens de parenté ou d'empêcher l'enfant d'être réduit en esclavage, lorsque le père était condamné car, comme le mariage, elles émancipent l'enfant. D'après Cahuzac (1), les fiançailles constituent, en coutume malgache, des promesses définitives de mariage (2). L'enfant ne peut pas s'y soustraire sous peine d'être rejeté de sa famille ; pour rompre les fiançailles, il faut une véritable répudiation, comme pour rompre un mariage.

Pour M. Julien (3), les *fifamfoana* (4) ne constituent pas une promesse juridique de mariage ; si les fiancés ne veulent pas se marier, les parents échangent le *tso-drano*, « sorte de bénédiction résiliatoire ».

Tel était peut-être l'état antérieur du droit, mais les fiançailles forcées ont toujours subsisté, puisque le Code des 305 articles les interdit dans l'article 54 : « le mariage ne pourra plus être le résultat de fiançailles forcées qui ne seraient pas au gré des futurs époux ».

Avant le Code des 305 articles, aucun autre code n'avait traité cette question ; il est juste de constater que cette coutume des fiançailles forcées, conclues

---

(1) Cahuzac, p. 141.

(2) Aulu-Gelle : 4, 4. Dans le droit romain archaïque, elles font naître une action comme tous les contrats verbaux.

(3) Tome II, page 194.

(4) Fiançailles.

par les parents, n'a pas existé dans tout Madagascar: chez certains peuples comme les Bezanozanos, les Tanalalas, elles n'avaient aucune existence juridique. (1)

Les coutumes suivies avant le mariage étaient savoureuses à Madagascar. Les futurs époux «se connaissent, se fréquentent, cohabitent même depuis fort longtemps. Leurs relations remontent parfois jusqu'à leur jeune âge, mais jusqu'au moment où ils s'ouvrent de leurs intentions à leurs familles, celles-ci ferment sciemment les yeux sur des rapports auxquels on ne donne pas plus d'importance qu'à de simples jeux d'enfants». (2)

Lorsque les parents ont approuvé les intentions des futurs époux, la famille du jeune homme délègue trois, cinq, sept personnes, ou un nombre plus grand mais toujours impair, pour se rendre au domicile des parents de la jeune fille. Si les projets d'union sont agréés, on fixe l'époque du mariage et le nombre de Mpaka (3) et des Mpanatitra (4) qui viendront chercher la jeune fille chez elle et l'accompagneront jusqu'à la demeure du futur conjoint.

En droit coutumier, nous l'avons dit, le consentement des parents était seul nécessaire; les enfants

---

(1) Julien — Notes Reconnaissances, exploration an. 1898, page 67.

(2) Julien — Tome II, page 195.

(3) Littéralement: preneurs de la jeune fille.

(4) Littéralement: Livreurs de la jeune fille.

n'étaient pas consultés au moment du mariage (1); le consentement, dans certains cas, pouvait même être forcé. La veuve était obligée d'épouser son beau-frère; elle était une femme, «entin-dohola» c'est à dire «qui passe d'une tête sur une autre». Faut-il voir dans cette pratique une influence juive? C'est vraisemblable. Cependant la femme entin-dohola devenait libre si son beau-frère la répudiait; la coutume avait même prévu le cas de plusieurs beaux-frères, en laissant le choix à la veuve de celui qu'elle voulait épouser. Juste retour des choses, les femmes n'étaient pas seules à voir leur consentement forcé; le beau-frère choisi, ne pouvait refuser, même s'il était marié; ses femmes étaient «anapirafesima» «en concurrence». (2) L'article 52 du Code des 305 articles, réagissant contre ces mariages forcés, ne les rend plus obligatoires si «telle n'est pas la volonté des intéressés».

Sur le consentement lui-même, exigé pour le mariage, c'est à dire apprécié indépendamment des formes de celui-ci, on ne trouve rien dans les Kabarys d'Andrianampoinimerina, ni dans les Codes antérieurs à celui de 1881; celui-ci implicitement l'exige, puisqu'il interdit les mariages forcés (art. 51 et 52).

Les formes extérieures du Fampakaram-badi (3) dans la coutume malgache avaient une impor-

---

(1) Cahuzac, page 141.

(2) Julien — Tome II, page 204.

(3) Mariage.

tance capitale comme chez tous les peuples au début de leur évolution. La dation du vodi-ondry, «présent fait par le fiancé aux parents de la fiancée», qui a d'abord consisté en une croupe de mouton, comme son nom l'indique, et plus tard en une somme d'argent, consacrait l'accord des parties.

Le vodi-ondry était remis au cours d'une cérémonie familiale; les Mpaka, ou preneurs, allaient au nom du futur, demander la femme en mariage; ils étaient accompagnés d'un orateur (Mpitabary) qui s'adressait à l'orateur de la femme en invoquant les aïeux, en détaillant la fortune du futur, ses titres mobilières etc... Le Mpitabary, répondait que la jeune fille était accordée (1). On se mettait d'accord sur les biens composant la dot, puis on présentait aux parents le vodi-ondry.

Andranampoinimerina, dans un de ses Kabarys, dit que si l'union n'a pas été précédée de l'offrande du vodi-ondry, elle n'est qu'un concubinage ; les enfants seront illégitimes. Il y a cependant une exception à cette exigence; si les enfants se marient contre le gré des parents, le mariage est valable, même s'il n'y a pas eu dation du vodi-ondry ; Andrianampoinimerina donne pour raison à cette exception que la femme qui se marie dans ces con-

---

(1) La réponse était presque toujours celle-ci: puisque vous venez solliciter en mariage R..., fille de... et de..., descendant eux-mêmes de R... et de R..., les portes vous sont ouvertes et la jeune fille vous est accordée, les biens qui constitueront sa dot seront composés de... et de... ou bien se réduiront au Fahatelan-tanana (le tiers de la communauté). Julien, Tome II, page 197.

ditions sera deshéritée par ses parents ; il faut qu'elle puisse avoir une part dans la communauté. (1)

Ces dispositions coutumières relatives au vodi-ondry sont restées en application fort longtemps sans faire l'objet de textes législatifs écrits. Les instructions aux Sakaizambohitra (art. 36) ne font plus de la dation du vodi-ondry la preuve de l'accord des parties ; c'est l'enregistrement, qui fait cette preuve, sans laquelle le mariage est nul. (En pratique jusqu'en 1896 l'enregistrement n'existe pas). L'article 54 du Code des 305 articles et l'article 12 du règlement des gouverneurs de l'Imerina reproduisent la même disposition. Malgré ces manifestations du droit écrit, la pratique du vodi-ondry, trop enracinée dans les mœurs malgaches pour être supprimée d'un seul trait de plume, subsiste toujours, et l'article 12 du règlement que nous venons d'indiquer, punit même d'une amende les parties qui ne se présentent pas à l'enregistrement dans la semaine qui suit la dation du vodi-ondry.

L'évolution de la coutume vers le droit écrit se manifeste très vivement dans le mariage, nous venons de le voir. Il est certain que les cérémonies si spéciales à Madagascar, essentielles autrefois à la validité du mariage, si elles existent toujours, ne sont plus que des habitudes et non des formes exigées juridiquement. Si la femme la plus âgée

---

(1) Julien. Tome I, page 315, 316 et note.

dans la maison que quitte la nouvelle mariée, la vénérable Rafotsibé, «la toute blanche», ne s'assied plus, les jambes croisées, aux pieds d'un des piliers de la maison et ne reste plus immobile dans cette position jusqu'au moment où elle suppose que le cortège arrive à la maison du mari, le mariage ne reste pas moins valable. Cet acte traditionnel, destiné à favoriser la nouvelle mariée et à lui assurer la stabilité dans le mariage, la tranquillité et le bonheur conjugal, existe encore dans la Grande Ile, comme, en Normandie, l'habitude des parents d'accompagner la future épouse jusqu'à sa couche nuptiale le premier soir, parce que la vieille coutume normande disait que «douaire se gagne au coucher». Ni l'un ni l'autre des deux gestes n'ont d'effet juridique; ils n'ont que le caractère d'un souvenir.

\* \* \*

La polygamie à Madagascar était pratiquée jusqu'en 1881. Aujourd'hui encore, la polyandrie existe toujours chez les Bezanozanos. (1)

Andrianampoinimerina, toujours sans doute à cause des chiffres fatidiques, dit: «Il vous est interdit d'avoir plus de sept femmes. Seul, j'ai le droit d'en avoir douze, parce que ce sont les douze femmes du gouvernement, qu'elles discutent avec moi les affaires publiques et que ce nombre n'est point exagéré quand il s'agit de gouverner et de se faire

---

(1) Notes, reconnaissances et explorations, année 1898, page 67.

obéir à distance». (1) Il est curieux de trouver déjà les mêmes chiffres de sept et de douze chez Andrianamasiravalona. (2)

La coutume permettait de prendre une nouvelle femme, mais à la condition de s'entendre avec la dernière sur la compensation ou *Taha* que le mari devait lui verser, sous peine d'être coupable du délit de *tra-drafi-vidim-pandriana* ou indemnité de lit. Les épouses de Madagascar n'étaient peut-être pas toujours de composition facile, et les Kabarys pouvaient être longs sans jamais aboutir ; le mari alors pouvait passer outre moyennant l'envoi d'un bâton d'étaupe et d'un vieux coq à peau rouge symbolisant la suprématie de son sexe. (3)

Dans les codes antérieurs à celui de 1881, aucun texte ne parle de la polygamie ; seul le Code des 305 articles, sous l'influence certaine des idées européennes et surtout des pasteurs protestants, la prohibe dans son article 50. Aujourd'hui, l'existence d'un mariage antérieur non dissous, est, à Madagascar, une cause de nullité de mariage. La coutume n'a donc, dans la circonstance, rien apporté aux textes écrits ; au contraire, ce sont ceux-ci qui ont bouleversé totalement la coutume.

Dans nos législations modernes inspirées du droit romain qui considérait les femmes comme des êtres faibles ayant besoin de protection, celles-ci

---

(1) Julien — Tome I, page 320.

(2) Julien — Tome I, page 130.

(3) Julien — Tome I, page 320 et Tome II, page 205.

sont incapables de s'obliger sans le concours du mari. A Madagascar, dans la coutume que le droit écrit n'a pas transformée, qui reste toujours applicable, le mari n'a aucun pouvoir sur les biens de sa femme pas plus que sur ceux d'un étranger. L'autorisation maritale n'existe donc pas; mais par contre «chaque homme est maître absolu de disposer comme il l'entend de sa femme et de ses enfants». (1) Si le mari n'a pas de pouvoir sur les biens, il les a tous sur la personne de sa femme.

Les Malgaches, jusque vers la fin du siècle dernier, avaient le désir d'avoir une très nombreuse postérité; avant tout, l'enfant était une richesse, et, plus il y avait d'enfants, plus on était sûr que le culte des Ancêtres serait toujours célébré. Enfin, les successions « any maty momba », c'est-à-dire dont les biens sont appréhendés par l'Etat, si le de cujus ne laisse pas de descendants, contribuaient au désir d'avoir des enfants.

Par conséquent, les questions de filiation ne se posaient pas dans la Grande Ile comme en France; l'enfant était le bienvenu dans la famille, que le mari en soit le père ou non. Comme les enfants légitimes, ceux naturels, héritaient, mais seulement de leur mère et non de leur père; il est vrai que, si la femme se mariait, son mari adoptait ses enfants; il adoptait même, le plus souvent, les enfants adultérins.

---

(1) Julien — Tome II, page 210.

Sous l'influence des occidentaux et, plus spécialement encore, des méthodistes, le culte des Ancêtres a perdu de son importance, remplacé par les religions chrétiennes.

Le désir d'une nombreuse postérité a diminué; également et surtout, l'idée qu'il importe peu qu'il y ait dans la famille des enfants dont le mari n'est pas le père, fut remplacée par celle qui a cours chez les peuples civilisés, où le mariage est considéré comme la seule source normale de filiation. Rien cependant dans les textes écrits ne se retrouve de ces idées. La coutume reste en vigueur; pour la première fois, on voit naître cependant des mesures de protection en faveur des enfants, dans les articles 64 et 66 du Code des 305 articles qui prohibent l'avortement, dont la pratique pénètre à Madagascar avec la civilisation.

Malgré la facilité des mœurs malgaches, la coutume a toujours considéré l'adultère comme une faute punissable. Aussi bien le mari que la femme qui nourrissaient des doutes sur la fidélité de leur conjoint, étaient qualifiés pour constater le flagrant délit d'adultère et libres d'agir comme ils l'entendaient vis-à-vis des coupables, sauf d'attenter à leur vie. Les militaires, toujours favorisés, avaient seuls le droit de donner la mort au séducteur qu'ils surprenaient avec leur femme.

Cette sanction impitoyable était sans doute une sauvegarde contre la faiblesse des femmes, mais, surtout, la conséquence de l'idée malgache accordant des suites fâcheuses à l'infidélité de la femme

qui porte malheur à son mari s'il est en expédition ou exposé à un danger. D'ailleurs, pour échapper à ce danger, la coutume de l'Imerina permettait une sorte de divorce temporaire par consentement mutuel, appelé «saodranto» qui permettait à chacun des époux de recouvrer momentanément sa liberté et d'en jouir à sa guise. (1) On ne peut que constater, comme commentaire à cette coutume, les formes bizarres que la loi donnait aux femmes de militaires pour leur permettre de prouver l'affection qu'elles avaient pour leur mari. Celui-ci, pour n'être pas en reste en permettant le divorce temporaire, poussait aussi l'affection pour son épouse jusqu'à ne pas lui imposer une continence prolongée.

Si la coutume interdisait l'adultère au point de punir le complice de l'infidèle d'un bœuf qu'il devait faire abattre devant la case de cette personne, elle autorisait le pardon d'une façon certes plus pittoresque que celle prévue par le droit français pour faire tomber l'action publique contre l'époux coupable d'adultère.

Lorsque le complice d'une femme mariée était surpris par le mari, il était possible d'exprimer des regrets. Jusque dans ces moments, les Malgaches manifestaient la même sympathie pour les mots et les phrases grandiloquentes «Cent et mille excuses, mon frère cadet (ou aîné) pour avoir agi en ca-

---

(1) Berthier, page 45.

chette, oubliant que nos femmes sont celles de deux frères; je me prosterne et rampe à vos pieds». Ce discours était moins dangereux que les modernes coups de revolver. Mais la suite qui pouvait être donnée à la prière du coupable, dépeint combien, au fond, la fidélité des femmes avait peu d'importance à Madagascar. Si l'époux outragé se laissait toucher par la prière qu'on lui adressait, il avait le droit, à titre de compensation, de prendre à son tour la femme de celui qu'il avait absout et de le tenir ainsi quitte de toute autre réparation. Verrons-nous dans cette pratique une influence israélite: «œil pour œil, dent pour dent»? Nous n'oserions pas le penser absolument.

L'adultère du mari est inconnu à Madagascar dans la coutume. Les hommes ont droit «lorsqu'ils sont partis au delà des douze montagnes» (1), d'être infidèles. Les douze montagnes n'ont sans doute rien de commun avec les douze montagnes sacrées qui entourent, de près, Tananarive; c'est une simple métaphore pour désigner les frontières de l'Imerina au delà desquelles tout homme marié avait le droit de se constituer, à titre temporaire, un foyer extra-conjugal. Pour une fois, faisant l'inverse de nos recherches habituelles, devons-nous nous poser la question de savoir si, dans la circonstance, la coutume malgache n'a pas influencé ou favorisé dans un temps passé, certaines pratiques.

---

(1) Julien — Tome II, page 206.

Toute cette réglementation coutumière sur les devoirs de fidélité, pas très sévère en somme, fut aggravée, toujours sous l'influence des pasteurs protestants, par l'article 58 du Code des 305 articles. Mais il nous plaît de constater que, dans la circonstance, son auteur est resté malgache et a porté l'aggravation dans un esprit conforme à celui des traditions de la Grande Ile. (1)

Les coutumes malgaches présentaient certes plus d'imprévu que nos lois actuelles, dans les conseils qu'elles donnaient aux futurs époux; elles recommandaient aux jeunes femmes, principalement aux premiers jours de leur mariage, de ne pas affecter, en dépit de leurs sentiments intimes, une indifférence déconcertante à l'égard de leur mari, afin que ceux-ci, dans leur esprit, ne tirent point vanité de l'amour qu'ils inspirent et deviennent fiers et arrogants. Dans l'intérêt même de la stabilité des mariages, la coutume conseillait aux jeunes époux de ne pas dissimuler leurs vrais sentiments sous

---

(1) Art. 58 du Code des 305 articles: lorsqu'un adultère sera commis, les coupables seront punis d'une amende de 100 piastres, dont le tiers devra être payé par la femme et les deux tiers par l'homme; s'ils ne peuvent payer l'amende, ils seront mis aux fers pendant un an. S'il s'agit d'une femme dont le mari est parti en expédition ou pour accompagner des troupes et que ce dernier soit mort pendant son absence, les deux complices seront mis aux fers à perpétuité et leurs biens seront confisqués.

des dehors affectés. (1) Ces sages conseils n'ont pas été reproduits par les textes écrits. Nous aimons à penser qu'ils inspirent toujours les jeunes ménages.

Le divorce à Madagascar n'était pas réglementé comme il l'est dans nos législations modernes. La répudiation existait en coutume, sauf cependant en Imerina, mais elle était déconseillée, car, «répudier une épouse pour la remplacer par d'autres, c'est souvent jouer avec son propre bonheur et sa tranquillité» disait-elle. Elle ajoutait d'une façon non dépourvue de saveur: «il ne sied pas, pour une pintade au beau plumage, de repousser la poule fidèle au foyer»; ou bien encore: «parmi les femmes, celles qu'on n'a pas épousées semblent remplies de qualités». Ces sages préceptes (2) coutumiers, dispensaient les pasteurs d'intervenir pour compléter une loi aussi salutaire. Cependant l'article 56 du Code des 305 articles apporte le divorce à la Grande Ile. Il supprime la répudiation, mais, «s'il existe des motifs graves pour que la séparation ait lieu, le mari comme la femme pourront se plaindre à l'autorité». Celle-ci prononce le divorce dans les formes ordinaires des jugements.

Les idées coutumières malgaches sur la filiation sont tellement spéciales qu'il a été très difficile à Rainilaiarivony de codifier, à ce sujet, dans

---

(1) Julien — Tome II, page 215.

(2) Julien, Tome II, page 220 et suivantes.

son monument législatif de 1881, des dispositions semblables à celles de l'Europe. Pour les Malgaches, il n'y a pas forcément de relation de cause à effet entre les rapports sexuels et la conception; ils affirment le plus sérieusement du monde qu'une femme a pu être fiancée en rêve(1). Chez les Antambahoaka, la femme doit même prononcer le nom de tous ceux qui pourraient être le père de l'enfant, et celui dont elle dit le nom au moment de la naissance est considéré comme le père légal(2). La question d'ailleurs avait peu d'importance; l'enfant à Madagascar, nous le répétons, est plus que le chaînon vivant d'une lignée. Il est une richesse. Le Hova comme le Betsiléo, comme tous leurs congénères, ne veut pas, ne sait pas se dérober à ses devoirs de père. Si la morti-natalité et si la mortalité infantile n'exerçaient pas des ravages contre lesquels l'Assistance Médicale lutte avec succès, la Grande Ile serait, dès maintenant, infiniment plus peuplée qu'elle ne l'est.

Le Malgache se marie donc pour avoir des enfants.

Si cette union, dont l'esprit local dit: faites-en comme les poules font de leurs vêtements, qu'elles

---

(1) Berthier, page 52.

(2) A. Grandidier — Ethnographie, page 133, note 2.

ne quittent qu'à la mort » (1), ne porte pas de fruits, l'indigène se tourne vers l'adoption.

«Ceux qui ne pouvaient avoir d'enfants par les moyens naturels, s'en procurèrent à la façon des tiges de maïs qui enfantent aux flancs » (2).

Mais si Andriananahary (3) bénit cette union, le Malgache adoptera encore.

Envisagée sous l'angle où les hovas la regardent, l'adoption est une institution bien locale «qu'il est difficile de définir avec précision. Outre le but, commun avec l'adoption en droit français, de créer entre deux personnes des relations artificielles de paternité et de filiation... l'adoption malgache supplée à la reconnaissance des enfants naturels, à leur légitimation par le mariage; elle permet aussi d'accroître numériquement la famille; par suite, d'augmenter sa puissance et son influence; elle sert enfin, et surtout, servait, jadis, à s'assurer une protection puissante.

« La faculté d'adoption est illimitée et s'exerce sans aucune restriction » (4).

«Le père et la mère peuvent adopter leurs en-

---

(1) L'esprit des Malgaches d'après leurs proverbes et dictons populaires, rapportés par G. Vazaha, in Not. Recon. et expl. Mars 1900, page 187.

(2) Carol, page 122, citant le manuscrit à lui remis par Nimbol-Samy (Razafimandimby), hova érudit et «homme de lettres».

(3) Le prince qui crée : Dieu.

(4) H. Berthier ib. p. 60, 61 — Lire notamment les articles 85 et 86 du chapitre VIII : de l'adoption.

fants. L'enfant peut adopter son père et sa mère... Le mari peut adopter sa femme », (1) et réciproquement.

Le frère et la sœur s'adoptent mutuellement. Cinquante personnes adoptent Rainilaiarivony, 1<sup>er</sup> Ministre et Commandant en chef, pour se créer une puissante protection et pour tenter de ne pas être exploitées « par les fonctionnaires, tous concussionnaires par inclination » (2).

Quelles sont les formes de l'adoption ?

Suivant l'ancienne coutume, en présence toutefois du Fokon'olona, il s'agissait d'une cérémonie essentiellement familiale, la famille étant, nous l'avons déjà dit, la vraie unité, et non l'individu.

La parole donnée devant les *Nobles Ancêtres* validait l'adoption avec une force devant laquelle tous s'inclinaient.

L'Etat n'intervenait que pour recevoir le *Hasina* (3) dû au souverain et que son délégué officiel était habilité à percevoir. En 1878 seulement, l'article 46 des instructions aux Sakaizambohitra, est venu leur prescrire d'enregistrer, sous peine de nullité, l'adoption dans les livres.

L'article 229 du Code des 305 articles maintient et confirme cette disposition, moyennant le paie-

---

(1) Gamon, page 38.

(2) Berthier, page 63.

(3) Berthier, page 65.

ment, instauré en 1878, d'un « Kirobo » (1) *pour le compte de l'Etat*.

Mais, les prescriptions coutumières n'en restent pas moins en vigueur. Bien qu'inscrite sur les registres, l'adoption n'est valable que faite en présence du fokon'olona. Le consentement, même implicite, est exigé de l'adopté comme de l'adoptant. Mais il tombe de plein droit, comme le veut l'article 235 de 1881, si celui-ci meurt avant huit jours.

Au surplus, tant est forte l'influence des coutumes et tant le Malgache répugne à s'y soustraire, l'enregistrement légal des adoptions « n'est régulièrement fait que depuis l'occupation française » (2).

L'organisation de la famille est une sorte de cellule sociale autonome, dont le père était le grand maître, et donnant à ce dernier des pouvoirs illimités.

Cette organisation familiale, relative aussi bien à la famille du sang qu'à celle d'adoption, est intéressante également à suivre à travers la coutume jusqu'aux lois écrites, à l'occasion des rapports pécuniaires des époux entre eux et de la dévolution successorale.

Nous savons que la capacité de la femme mariée est entière à Madagascar et que chaque époux administre librement ses biens particuliers.

---

(1) Le kirobo représentait le quart de la piastre ; soit 1 fr. 25.

(2) H. Berthier, page 69.

A l'origine, en coutume, la femme n'avait aucun droit sur les biens acquis pendant le mariage par l'industrie commune des époux, tout au moins dans les quatre premières castes nobles. Au cas même de répudiation, elle n'avait le droit d'emporter que ce qu'elle pouvait prendre sur elle. Pour éviter ce résultat, l'habitude était que les parents de la jeune fille stipulaient l'obligation pour le mari de partager avec son épouse les biens acquis par leur travail pendant le mariage. L'habitude était même de fixer la proportion de  $\frac{1}{3}$  pour la femme et des deux autres tiers pour le mari.

Andrianampoinimerina, jugeant équitable ces conventions, en fait le droit commun: «Je considère et décide, dit-il, que la communauté est comme trois charges distinctes de bois à brûler (kitay telo an dalana) dont j'attribue deux charges au mari, l'autre restant pour la femme en cas de dissolution du mariage;... les hommes vont à la guerre et étendent au loin mon autorité; ils exposent leur vie pour le salut de la patrie, tandis que les femmes restent paisiblement au logis; cela vaut bien que les premiers soient avantagés; et c'est pourquoi je leur attribue les deux tiers des biens communs, l'autre tiers constituant la part de la femme».(1)

Cette règle énoncée par Andrianampoinimerina n'a pas été modifiée (ni même énoncée de nouveau) par les Codes; elle est toujours restée en vigueur.

---

(1) Julien, page 319, Tome II.

Actuellement, le régime du « kitay telo an dalana » est le régime légal et obligatoire à Madagascar.

En droit coutumier cependant, à côté de ce régime, le plus souvent usité, il en existait d'autres; lorsque l'homme de l'Imerina s'exilait sur la côte pour les besoins de son commerce et y prenait femme, cette union était considérée surtout comme une association commerciale, et à la dissolution du mariage, les biens acquis étaient partagés en deux parts égales, comme on l'aurait fait entre associés. (1)

Cette coutume est tombée en désuétude; on n'en trouve plus trace actuellement. Il n'en est pas de même d'une sorte de séparation de biens, qu'on trouve dans le droit coutumier et qui subsiste encore aujourd'hui, quoique modifiée. Ce régime de séparation de biens (inizara manta) était généralement adopté, lorsqu'un des époux ayant des enfants d'un premier lit, voulait sauvegarder leurs droits; il pouvait être aussi stipulé, lorsque le mariage était célébré entre un homme venant faire le commerce dans une province éloignée et une femme prise sur la place même. (2)

Actuellement le régime de séparation de biens ne peut pas être adopté dès la célébration du mariage, car le kitay telo an dalana est obligatoire (3);

---

(1) Julien — Tome II, page 209.

(2) Julien — Tome II, page 209.

(3) Arrêts de la Cour de Tananarive, 30 juin 1898, 20 octobre 1898, 6 septembre 1906.

mais si les conjoints n'ont pas d'enfants et n'ont plus l'espoir d'en avoir et qu'ils veulent éviter les difficultés soulevées par les revendications des héritiers à la mort de l'un d'eux, ils liquident la communauté comme on le ferait en cas de dissolution du mariage, c'est-à-dire, deux tiers pour le mari, un tiers pour la femme. A partir de ce moment, le kitay telo an dalana n'existe plus, et les époux vivent sous un régime de séparation de biens (1). Il convient de noter, en outre, qu'en droit coutumier, lorsque le mariage était nul, faute de la dation du Vodi ondry, les biens acquis en commun étaient partagés par moitié comme entre associés.

Toutes ces règles rapportées rapidement restent purement coutumières; dans aucun des codes il n'en est question. Elles forment un fonds nettement malgache.

En matière de succession ab intestat, la coutume distinguait deux sortes de dévolution héréditaire suivant la qualité du de cujus: celles des castes an maty momba, et celle des castes tsy ani maty momba. Les premières comprenaient les roturiers sauf quelques exceptions et quelques classes nobles inférieures (2). Dans ces castes, lorsque le de cujus ne laissait pas de descendants, ses biens tombaient en déshérence et étaient appréhendés par le Roi, s'il s'agissait d'un « Menabé », ou partagés par moitié entre le Roi et le Tompo-Menakely,

---

(1) Gamon, page 23.

(2) Cahuzac, page 277.

s'il s'agissait d'un « Menakely » (1). Toujours en coutume, les biens étaient dévolus dans l'ordre suivant: enfants légitimes, naturels et adoptifs, petits enfants et l'Etat ou le Seigneur.

Dans les castes *ttsy ani maty momba*, la dévolution était la même, sauf que les ascendants et les collatéraux et leurs descendants avaient un droit héréditaire et que le Roi et le Seigneur étaient remplacés par le *Fokon'olona* du *de cujus*. Rien n'est prévu dans les codes sur la dévolution successorale; les coutumes restent applicables, et il faut attendre le décret du 5 novembre 1909 (2) pour voir disparaître la différence entre les successions *ani maty momba* et *ttsy ani maty momba*.

Le seul texte du Code des 305 articles relatifs aux successions *ab intestat*, l'article 234, exige seulement l'obligation de partage égal entre chaque héritier. C'est la confirmation de la règle coutumière indiquée par *Andrianampoinimerina* : « Quand les personnes seront décédées sans avoir pris de dispositions testamentaires, ni procédé à une répartition de leurs biens, les co-héritiers, enfants légitimes ou adoptifs, auront droit à une égale part de la succession sans qu'il puisse être tenu compte de leur différence d'âge » (3).

Malgré ce principe de partage égal, la coutume

---

(1) Kabary d'Andrianampoinimerina, — Julien, Tome II, page 198.

(2) J. O. M., 25 décembre 1909.

(3) Julien — Tome I, page 308.

favorisait les dispositions testamentaires et le proverbe malgache disant qu'un «Hova peut donner ses biens à qui il veut, même à un chien, même à un Sakalave », le prouve.

Le testateur est «masy-mandidy», c'est à dire «saint dans sa volonté», qui doit être exactement respectée.

Au surplus, Andrianampoinimerina recommande la pratique du testament, en conseillant aux parents de faire «une part privilégiée à l'aîné des enfants, qui avant ses cadets a assisté à l'édification de leur fortune et souvent, aussi, partagé leurs peines, pour la constituer ». « Avantagez-le donc, si vous jugez la chose équitable... Vous n'en restez pas moins maître de ne rien faire pour lui, si vous estimez que sa conduite à votre égard ne lui mérite pas vos faveurs. Quant au dernier-né, ultime témoin de votre activité, si c'est un garçon surtout, il ne sera point mauvais de l'avantager aussi ».

Tous ces conseils prouvent bien qu'il n'existait point de réserve en coutume madécasse. Tous les codes ont reproduit ce principe (1). Il y avait quelques exceptions à cette liberté: on ne pouvait pas disposer des biens Ko-drazana ou biens de famille. Les fiefs ne pouvaient être possédés que par les représentants des castes nobles; le Tompo-Menakely ne pouvait léguer son fief à qui il le voulait

---

(1) Art. 6 du Code de Rasoherina, Principes généraux; art. 52 du même Code; art. 71, 72 du Code des 101 articles; art. 233 du Code des 305 articles.

sans autorisation du gouvernement. Respectueux de la coutume, le Code des 305 articles précise dans l'article 123 cette règle obligatoire. Egalement les *hetra* ou les terres de tribu, ne peuvent être liguées qu'à des habitants de la tribu.

En dehors de ces exceptions, tous les legs sont possibles. «Les pères et mères, dit Andrianampoinimerina, sont libres de disposer comme ils l'entendent de leurs biens, soit qu'ils veulent les léguer à leurs propres enfants, soit qu'ils veulent en faire bénéficier leurs neveux, voire des *Besofina*, ou des *Taindroniromi* (c'est-à-dire le premier venu) » (1).

«En ce qui vous concerne, peuple, je donne à chacun de vous le droit de régner en maîtres absolus dans vos foyers. Si vous manquez de respect et désobéissez à vos ascendants, que vos enfants, vos cadets ou vos esclaves se conduisent de même à votre égard, étant souverain maître de vos biens, vous en disposerez à votre gré suivant votre unique volonté.» Ces règles, comme nous l'avons dit, ont été maintenues par les Codes, de sorte qu'il n'existe à Madagascar, en coutume et en législation écrite, ni réserve, ni aucune limitation du droit de tester librement.

Andrianampoinimerina se défait des testaments faits à l'article de la mort. Il annulait ceux confectionnés moins de quinze jours avant le décès du testateur. «Il y a en effet, disait-il, des compagnes de lit qui se lamentent sur la cuisse du

---

(1) Julien — Tome I, page 305.

mourant, et cherchent à l'attendrir pour hériter de ses biens, alors qu'elles ne sont que des femmes secondaires ; il y a aussi parmi les héritiers ceux qui, profitant de l'éloignement ou de l'absence des autres, essaient, par des manœuvres de la dernière heure, de se faire avantager. C'est pour remédier à ces fraudes que seront nulles toutes dispositions prises dans les quinze jours qui précèdent la mort du testateur». (1)

Cette disposition ne se retrouve pas dans les Codes écrits; pratiquement elle ne s'applique actuellement qu'aux donations.

A l'origine, le testament était fait oralement, même bien après que l'écriture eut pénétré dans la Grande Ile. Pour cette cérémonie, tous les membres du Fokon'olona, parents, amis, etc. se rassemblaient; le testateur alors faisait connaître ses volontés à la foule: il est probable que le rôle du Fokon'olona, dans cette circonstance importante, n'était pas purement passif; ses membres présentaient des observations qui étaient écoutées avec respect, et dont il était tenu compte le plus souvent. Mais, par la suite, la présence du Fokon'olona n'est plus exigée, comme dans tous les autres actes de la vie juridique, qu'en vue de rendre possible la preuve ; Andrianampoinimerina disait : « Mille hommes ne meurent pas en un jour », ce qui signifie, sous cette forme proverbiale, des sentences malgaches, que la mémoire de l'acte fait solen-

---

(1) Julien — Tome II, page 308.

nellement en présence du Fokon'olona rassemblé, serait gardée longtemps. Andrianampoinimerina recommandait également de planter des pierres ou «sirimbato», pour perpétuer le souvenir des événements ou des actes importants. Pour la première fois, le Code de Rasoherina mentionne l'existence du testament écrit et déclare qu'il est «également valable» (art. 45). Dans le Code des 101 articles, le principe est renversé; les dispositions testamentaires prises en présence du Fokon'olona et du seigneur Tompo-menakely sont valables ; mais il est préférable de formuler son testament par écrit (art. 71). Le Code des 305 articles (art. 232) conserve les deux sortes de testaments, mais le testament public ou oral, fait en présence du Fokon'olona, doit cependant être inscrit sur les registres du gouvernement.

L'héritier principal était à Madagascar, dans la coutume, l'exécuteur des dernières volontés. On l'appelait « Vato-namèlan Kàfatra », c'est-à-dire «pierre sur laquelle a été gravé le testament». Ses pouvoirs sont beaucoup plus étendus que ceux des exécuteurs testamentaires du droit français. Cela s'explique parce qu'il est en même temps le chef de la famille. Si le père n'a rien stipulé au sujet du partage, il peut y procéder lui-même comme il l'entend et quand il le veut; il partagera avec les autres héritiers sans tenir compte du fait qu'il a déjà reçu un avantage (art. 45 du Code de Rasoherina). (1)

---

(1) Cahuzac — page 340.

Les Codes écrits, relativement aux donations, se sont bornés à reproduire les règles coutumières. En principe, les donations demeurent irrévocables, malgré la circulaire du 20 Juillet 1897 de Galliéni; disant qu'«elles demeurent d'après la coutume, révocables à la volonté du donateur et, de ce fait, sont dites éventuelles.»

Les auteurs (1) précisent la règle générale de l'irrévocabilité pour constater qu'au cas où le donataire se serait montré irrespectueux ou ingrat, la donation pourrait être révoquée. Le principe est donc l'irrévocabilité, avec des exceptions dans des cas déterminés. L'article 6 du Code de Rasoherina, principes généraux, dit : « les parents dont les héritiers se montreront ingrats, irrespectueux, ou se conduiront en dissipateurs, pourront, à tout moment, disposer de tous leurs biens, y compris ceux qu'ils auraient donnés aux enfants ou héritiers dont ils ont à se plaindre. » L'article 52 du même Code, l'article 72 du Code des 101 articles, contiennent des dispositions analogues. Enfin l'article 233 du Code de 1881 déclare que «si les enfants ne se conduisent pas en enfants affectueux, les parents restent libres de disposer de leur fortune, ainsi qu'ils l'entendent, même au cas où ils auraient fait des donations en faveur de ces mêmes enfants».

Ces règles étaient tellement bien ancrées dans les mœurs, qu'au cas où les parents étaient décédés, les ascendants ou les personnes qui tiennent lieu de

---

(1) Gamon, page 78 et Berthier, N° 230.

parents pouvaient faire révoquer les donations, si les enfants «ne témoignaient pas de bons sentiments» et ne se montraient pas «aimants et respectueux». On voit à la rédaction vague de ces textes combien l'appréciation est large des motifs de révocation des donations. C'est sans doute la raison qui a fait dire à l'arrêt Galliéni que celles-ci étaient révocables. Rappelons qu'il existait un autre cas de révocation : celui de l'article premier du Code des 305 articles pour les coupables des douze grands crimes.

Nous avons rapporté longuement ces règles qui en droit écrit sont les mêmes qu'en droit coutumier, parce qu'elles sont caractéristiques de l'âme malgache. Elles n'ont été inspirées directement par aucune autre législation; elles sortent bien de l'esprit de la population de la Grande Ile.

N'est-elle pas curieuse et bien spéciale, cette coutume relative aux «impivavo» ou personnes qui, quoique ne cohabitant pas de façon permanente, n'en ont pas moins entre elles des relations intimes, clandestines ou affichées ? Elles n'ont le droit de prétendre à aucune part d'épouse sur les biens de leurs amants, mais, en revanche, ceux-ci ne sont pas admis à poursuivre la restitution des biens dissipés dans les plaisirs communs, les jeux et les chansons frivoles, les parties fines et les danses, la vie joyeuse, en un mot, qui est le prétexte de ces liaisons. L'article 54 du Code des 305 articles consacre cette coutume, ce qui prouve combien elle est de fonds malgache.

A Madagascar, la coutume disait que les obligations contractées lient les parties «à la façon d'un mariage», ou que c'est «par les pieds que l'on entrave les bœufs, mais par la bouche que les personnes se lient». Ce proverbe fait allusion, d'une façon assez explicite, à la corde avec laquelle on entravé le bœuf qui doit être battu ; l'animal, sentant que tous ses efforts pour se dégager seraient vains, ne lutte même pas. A l'égal du bœuf entravé, celui qui s'est lié par sa parole ne peut se soustraire à ses obligations.

Une convention une fois formée, doit donc être appliquée telle quelle; les engagements ont un caractère sacré. Il est curieux de remarquer qu'il s'agit d'engagements oraux, qui étaient seuls possibles dans une législation ignorant l'usage courant de l'écriture.

Un contrat une fois formé ne pouvait être révisé; notre théorie moderne de l'imprévision n'aurait certes pas convaincu les Malgaches. «Rien n'égale la force du piment, dit un proverbe, et cependant, s'il le faut, on se fait violence pour l'absorber», c'est à dire que quelle que soit la dureté, la difficulté d'exécution des obligations souscrites, on doit les exécuter comme une véritable loi. (1) Le caractère oral, la force des engagements démunis de forme, sont des caractéristiques qui frappent dans la coutume malgache. «On trouve des aspérités à tout ce qui a été tranché par une lame,

---

(1) Julien — Tome II, page 277.

mais il n'en existe point à ce qui a été tranché (décidé) par la bouche (parole)». Voilà qui prouve bien le caractère sacré des engagements pris sur parole. La coupure d'un couteau peut n'être pas nette, à cause des aspérités qu'on trouve sur les bords ; il n'en est pas de même pour ce que la parole a tranché. Ces dispositions de la coutume n'ont pas été examinées par les Codes écrits. Ce sont des «*la-làna véluna*» toujours en vigueur. Elles sont curieuses et bien malgaches, car les peuples primitifs ne nous ont pas souvent habitués à considérer les engagements comme valables, lorsqu'ils résultent d'un simple accord de volontés exprimé par des mots, sans être entouré de signes tangibles.

Les obligations dans la coutume, pouvaient, qu'elles soient nées de contrats ou de délits, être exécutées sur la personne du débiteur, si les biens n'étaient pas suffisants. Celui-ci devenait l'esclave du créancier et travaillait pour lui jusqu'à extinction de sa dette ou était vendu aux enchères, comme esclave, et le prix était versé au créancier. Si la somme n'était pas suffisante, on vendait également la femme et les enfants du débiteur. (1) L'esclavage pour dettes, si contraire à nos idées modernes, avait une tendance à disparaître bien avant l'occupation française et le droit écrit apporta des restrictions à l'exécution des obligations sur la personne. Le premier, le Code de Ranavalona I, déclare qu'«après une vente consentie à un

---

(1) Cahuzac — page 62.

tsiarondahy, si celui-ci est insolvable, le créancier ne peut pas le faire vendre pour se rembourser», il doit attendre que le débiteur soit en mesure de le désintéresser. (1)

Depuis le Code des 101 articles, les sujets libres ne peuvent pas constituer des gages de créance (art. 59) et enfin le Code de 1881, supprimant l'esclavage, ne permet plus ce mode d'exécution. Il déclare en outre que, si une personne ayant emprunté une somme d'argent n'en restitue pas le montant, l'équivalent en sera prélevé sur ses propres biens. Si ceux-ci sont insuffisants, le débiteur sera quitte envers son créancier dès qu'il sera constaté qu'il ne possède plus rien, c'est-à-dire qu'il ne pourra être vendu. Il est bon de signaler que cette disposition ne s'appliquera qu'aux prêts d'argent; pour les autres créanciers la contrainte par corps est toujours applicable.

« Quiconque, avant l'estimation légale de l'actif de son débiteur, proclame Andrianampoinimerina, pénétrera dans son domicile pour s'emparer de sa personne et la déclarer son esclave sans m'en avoir préalablement référé, ne sera nullement fondé à se dire propriétaire de ce débiteur. Quiconque fera perdre leur liberté à des sujets qu'ils auront aidés, en les prétendant leur débiteur insolvable et sans qu'il ait été procédé d'abord, au

---

(1) Art. 2 du Code de Ranavalona I ; cfr art. 27 du Code de Rasoherina.

Nord du Palais à un arbitrage de contrôle, seront punis pour trafic de personnes libres». (1)

Andrianampoinimerina fait allusion aux habitudes qu'avaient certains malheureux, réduits pour subsister à emprunter des sommes d'argent, en échange desquelles ils aliénaient leur liberté, offrant aux prêteurs de devenir leurs esclaves. Cette situation avait été exploitée par des gens sans scrupules et c'est à ces honteux trafics qu'Andrianampoinimerina avait entendu mettre fin en rendant inviolable la demeure des débiteurs.

En effet, il était possible au créancier, en droit coutumier, de pénétrer chez son débiteur pour s'emparer de gages afin d'être payé. Monsieur Julien (2), dit que dans la coutume, à l'occasion des prêts d'argent ne portant pas intérêt, une clause spéciale était souvent passée entre le créancier et le débiteur: «Si le débiteur ne rembourse pas le créancier à la date convenue, celui-ci pourra pénétrer dans sa demeure et s'emparer de n'importe quel objet précieux sur la valeur duquel, après estimation, il prélèvera le montant de sa créance». Il semble, d'après ces pratiques coutumières, que l'exécution des obligations pouvait s'effectuer sans jugement. C'est là un procédé qui prouve la force des conventions librement consenties, nous le remarquons déjà plus haut. Il suffit qu'un accord

---

(1) Julien — Tome I, page 289.

(2) Tome II — page 290.

soit intervenu pour, qu'obligatoirement, il puisse s'exécuter et pour que les moyens de l'exécuter soient accordés au créancier.

L'article 28 du Code des 101 articles nous paraît confirmer ces décisions de la coutume. Il permet au créancier de saisir les biens débiteurs sans jugement par le seul fait qu'il est créancier; «quiconque, dit l'article 28, fera procéder à une saisie arbitraire, sans droit de créance ni ordre exprès de l'autorité, sera puni de cinq ans de fers et tenu à la restitution des biens pris arbitrairement». Puisque saisir sans droit de créance était une infraction, saisir avec un droit de créance était permis.

Quand le créancier s'adressait à l'autorité, celle-ci pouvait condamner le débiteur à verser des amendes et des indemnités au créancier. Pas plus en coutume qu'en droit écrit, ces indemnités n'étaient des dommages-intérêts. Il n'y avait aucune proportion entre le préjudice subi et le montant de l'indemnité.

Si la somme ne portait pas intérêt, l'indemnité à verser au créancier était de la moitié du capital ; si cette somme portait intérêt, l'indemnité était égale à la somme due ; la somme prêtée elle-même était partagée entre le créancier et la reine (ou le roi) (1).

Dans le Code des 305 articles, si la somme due est placée à intérêts, le capital prêté doit être

---

(1) Art. 21 du Code de Ranavalona I, 7 de Radama II, 20 du Code de Rasoherina, 97 du Code des 101 articles.

doublé, sans tenir compte de ceux-ci, mais les intérêts déjà versés restent acquis au créancier.

Ces pratiques sont loin des nôtres, qui proportionnent toujours les condamnations pécuniaires au dommage causé. Elles sont spéciales à la Grande Ile. Les règles relatives à la responsabilité encourue par le propriétaire d'un esclave, de choses ou d'animaux l'étaient également.

Si un esclave fugitif commettait un vol de peu d'importance, son propriétaire, d'après la coutume, devait rembourser, au lésé, la moitié du dommage, plus une indemnité si l'objet volé avait péri. Si le vol était important, s'il atteignait la valeur de l'esclave, le maître du délinquant et la victime du vol supportaient tous deux une partie du préjudice ; l'esclave était vendu et son prix partagé par moitié entre les deux. Si le propriétaire était soldat, il bénéficiait d'une réduction de moitié.

Ces dispositions, rapportées dans les articles 16 du Code de Ranavalona I<sup>er</sup>, 13 du Code de Radama II et 15 du Code de Rasoherina ne se retrouvent plus dans les textes suivants. Nous les avons rapportées pour bien montrer combien, en droit malgache, le rapport entre le dommage causé et l'indemnité versée est de peu d'importance. Il n'y a jamais proportion, ou rarement, entre les deux.

Les propriétaires d'animaux qui s'échappaient dans les champs cultivés de leurs voisins, étaient responsables du dommage causé ; ils devaient une indemnité au propriétaire lésé, qui variait suivant la taille des animaux, sans que, là non plus, l'on

apprécie le préjudice causé dans chaque cas particulier (1).

L'exonération des obligations, par suite de la survenance d'un cas fortuit ou de force majeure, existait à Madagascar comme en droit français. Si un immeuble s'effondrait sur le fonds d'un voisin, le propriétaire de l'immeuble n'était responsable du dommage causé que s'il y avait faute de sa part : si l'effondrement avait pu être prévu, par exemple, par des indices (lézardes) (2).

Quittant l'examen des engagements et de leurs conséquences, il est intéressant de savoir comment la vente se pratiquait à Madagascar. Elle était parfaite lorsque les parties s'étaient mises d'accord et qu'elles avaient échangé certaines paroles. Le vendeur disait d'abord : « Vivons longtemps et vendons bien ». L'acheteur répondait généralement par les mêmes paroles et une poignée de mains. Après cet échange de paroles, aucun contractant ne pouvait revenir sur sa décision ; le marché était conclu sans qu'il soit nécessaire de livrer la chose ou de donner des arrhes. En l'absence de paroles solennelles, la vente pouvait être conclue par le versement d'arrhes.

La vente à crédit se formait de la même manière, mais, en cas de retard du débiteur, le créan-

---

(1) Art. 34 du Code de Ranavalona I, 28 du Code de Radama II, 32 du Code de Rasoherina, 80 et 83 du Code des 101 articles.

(2) Julien — Tome II, page 259.

cier pouvait exiger des intérêts très élevés : le taux montait parfois jusqu'à 10 % par mois, que le Code des 305 articles a abaissé à 2 % par mois (art. 161).

Ni les coutumes, ni les lois ne s'occupent des vices du consentement ; seul, l'article 133 du Code des 305 articles annule une vente de « lamba mena » pour cause de tromperie.

Toutes ces observations, pour intéressantes qu'elles soient, sortiraient du cadre de notre ouvrage si elles étaient prolongées. Nous les avons rapportées uniquement pour dégager les caractères proprement malgaches, qu'elles peuvent révéler, de ceux inspirés par d'autres peuples.

Andrianampoinimerina, durant son règne assez bref, mais particulièrement fécond, avait poursuivi son rêve de grandeur nationale ; il désirait le voir continuer par des successeurs, auxquels il enseignait les principes supérieurs qui avaient présidé à ses réformes.

Écoutons-le parler à son fils bien-aimé Radama qui, sous le nom sacré de Lehidama, allait recueillir de ses mains la puissance royale : « quand il s'agit du gouvernement de l'Etat, ne te laisse guider par aucune considération humaine (1) ». C'était la condamnation de l'arbitraire et du bon vouloir.

Le 29 Mars 1881, Ranavalona II emploiera une formule identique, mais moins noble et plus spécifiquement malgache ; *la loi ne regarde pas la physionomie des gens* ; pour tous, elle doit être une

---

(1) Malzac — page 159.

« Quand le roi est mauvais, la terre se couvre de longues herbes » (1).

Ainsi voulait-il condamner les seigneurs trop puissants, qui dressent leurs prétentions et leurs insolences en face de la pusillanimité et des erreurs du maître.

Puis tourné vers les grands du royaume qui pleurent silencieusement :

« Ne lui cachez pas ce qui est mal ! » (2).

Puis, sentant venir sa fin, et fermant les yeux, peut-être, sur la vision de ses guerres et du sang versé autour de lui :

« O Radama ! la sagesse l'emporte sur la force et le bien se trouve dans le mal » (3).

Se rappelant la leçon donnée par le mourant, Radama, plus tard, abolit le cruel usage du tanghin.

La sagesse l'avait emporté, et la justice.

Jusqu'à lui, en effet, la preuve judiciaire était faite par le poison, que les juges savaient doser avec tant d'habileté, suivant qu'un plaideur pouvait ou non acheter largement leur complaisance intéressée.

A côté de tant de dispositions purement juridiques, combien il est curieux de voir dans la législation coutumière malgache certaines indications d'un idéal élevé, en même temps que semblable à celles que nous trouvons dans les législa-

---

(1) Malzac — page 154.

(2) Malzac, page 154.

(3) Malzac, page 159.

tions modernes les plus développées. Il faut reconnaître que de l'ensemble des lois édictées pour les besoins de populations encore naïves et frustres, se dégage un évident respect pour la propriété individuelle.

N'est-ce pas le droit à la vie qui est reconnu lorsqu'il est dit que « ce n'est pas voler que de cueillir les fruits de la terre pour rassasier la faim, pourvu qu'il n'en soit pas fait de provision à emporter ? » Voilà qui aurait réjoui le « Bon Juge » et lui aurait permis, si le même principe avait existé dans notre loi pénale, de rendre des jugements dont les motifs auraient été moins discutés.

Malgré la polygamie, qui a donné à l'homme une nécessaire prépondérance sur la femme, il est facile de constater que c'est sans déchéance pour celle-ci ; car elle a droit, comme épouse, à des égards et à un traitement en parfait accord avec les plus purs principes d'humanité et d'équité.

Qui donc s'attendrait à voir, dans une loi primitive comme celle de la Grande Ile, des textes permettant au voleur pris de remords de restituer l'objet volé, par un ingénieux procédé qui lui évite de s'humilier et d'être connu des autres ?...

Si nous ajoutons que le droit d'asile est reconnu à tous les sujets, qu'en cas de maladie ou d'empêchement, le village travaille, ensemence et moissonne momentanément le champ abandonné, que l'obligation du travail est faite à tous les valides sous peine d'expulsion de leurs communautés, que l'assistance judiciaire est accordée aux nécessi-

teux, qu'une sépulture décente, aux frais de la collectivité, est assurée aux malheureux, que les enfants et les vieillards sont l'objet d'un amour, d'un culte qu'on ne retrouve nulle part ailleurs, qu'on adopte les premiers et hospitalise les autres pour le seul plaisir de faire une bonne action, nous ne voyons plus quel autre argument meilleur nous pouvons donner en faveur d'une race qui a été jusqu'ici par trop méconnue.

D'un événement désastreux pour ses armes, Andrianampoinimerina avait su tirer des leçons dont tous profitaient par la suite.

Après s'être, pour la première fois, emparé de Tananarive l'Orgueilleuse, il en fut chassé vigoureusement parce que ses troupes, décimées par la petite vérole, étaient devenues trop faibles en nombre. « Furieux de cette défaite, le roi fit une loi qui ordonnait d'enterrer vivants les malheureux, afin que le fléau ne put se répandre » (1).

Mais, peu après, comprenant ce qu'une telle décision, prise sous le coup d'une rude rancœur, présentait d'atrocement barbare, il se ravisa. Il décida que les varioleux seraient désormais soignés dans des endroits retirés.

Toutefois, — et la peine était grande encore, et sensible aux Malgaches, mais il fallait éviter la contagion au moment du *retournement des morts* — les varioleux étaient exclus des tombeaux des Ancêtres.

---

(1) Malzac — page 86.

L'article 68 du Code des 305 articles a maintenu cette hospitalisation *dans des maisons bien aménagées* et conformes au *modèle fourni par le Gouvernement*.

Ils sont intéressants, tous les traits de caractère que révèlent ces principes ; ils nous montrent, sous un jour bien particulier, le peuple malgache. Recherchons comment il est arrivé à ces idées et tâchons de dégager les influences qui ont agi directement sur ses coutumes, pour venir ensuite prendre place dans la législation écrite et positive.

---

## CHAPITRE VI

---

### **Origine des Malgaches et influences extérieures sur le Droit coutumier.**

**Emigrations Malayo-polynésiennes ; Phéniciens ;  
Egyptiens ; Grecs et Romains ; Cambodgiens  
et Cochinchinois ; Juifs ; Arabes.**

---

Remonter jusqu'à la préhistoire pour rechercher les origines du droit coutumier malgache serait vain, car la préhistoire malgache reste, jusqu'à nouvel ordre, avec toutes ses énigmes. Le Révérend Père Callet (1) fixe à la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle la date à laquelle le fer fut utilisé pour la première fois dans les combats à Madagascar (2). Avant cet âge du fer, ce dont on peut tout au plus parler, c'est d'un âge de la terre cuite ; mais rien dans ces intéressantes recherches ne permettrait de nous renseigner sur des idées juridiques.

Ce qui est certain, c'est que la population malgache est composée, aujourd'hui, d'une majorité d'éléments malayo-polynésien. Ces éléments pro-

---

(1) Histoire des Rois d'Imerina — I. vol. in-16, 268 pages, Tananarive 1875).

(2) Une récente communication (Avril 1931), faite par Mlle Plasse, à l'Académie Malgache, touchant la découverte d'armes et d'objets en silex taillé, va peut-être éclairer d'un jour nouveau, le problème de l'origine des Malgaches.

viennent des migrations indonésiennes. Mais la Grande Ile fut visitée aussi par les concurrents des Chinois, Malais, Indiens ou Persans. C'est ainsi que les Arabes s'infiltrèrent à Madagascar. Cette infiltration s'est effectuée par les Iles Comores, d'où elle a donné aux pays du Nord-Ouest des cadres sociaux prenant une importance prépondérante dans de nombreuses provinces, telles que l'Am-bongo et le Boïna. Ces Arabes n'ont pas été sans influences sur les mœurs madécasses.

Alfred et Guillaume Grandidier admettent que les Phéniciens et les Juifs ont pu venir à Madagascar bien avant les Arabes. Il est certain qu'il est impossible de dénier au judaïsme sa part d'influence dans les coutumes de Madagascar. Quant aux Egyptiens, aux Grecs et aux Romains, comment, lorsque l'on voit certains rapprochements, ne pas penser que les habitants de la Grande Ile aient eu avec eux des rapports certains, et peut-être étroits.

\* \* \*

Ce sont ces influences et leurs résultats qu'il nous faut déterminer.

Dans ses pages Arabico-Madécasses, qui portent sur tant de problèmes malgaches une lumière nouvelle, M. G. Julien (1) traduit le récit des luttes qui se sont poursuivies entre Ali, fils de Ramakaram, et Mohamedi, le grand Mohadjer, pour la royauté de la Matatana.

---

(1) Pages Arabico-Madécasses, page 11.

Traitant des pénalités à infliger aux auteurs d'un adultère, ce récit mentionne, pour la première fois dans les coutumes malgaches, la loi du talion, formulée en des termes presque identiques à ceux du Coran.

A partir de cette époque, qui remonte sans doute au 9<sup>e</sup> siècle, mais, cependant, « en un temps que l'on ne peut préciser avec certitude » (1), le droit coutumier local va être fortement touché par l'influence arabe et musulmane, dont le déclin définitif sera marqué par « l'entrée en scène de l'Europe, dans cette partie de la mer des Indes » (2).

Or, l'arrivée à Madagascar des premiers navigateurs portugais, remonte au début du xvr<sup>e</sup> siècle.

Plus de trois siècles s'écoulent donc, pendant lesquels toute une vaste région de la Grande Ile se trouve sous l'influence directe des colons arabes et cette influence s'est sans doute fait sentir antérieurement à l'hégire (3).

Elle agit avec force et, notamment, peut-être, sur l'organisation familiale et sur le rôle de la femme.

« Jusqu'au xvr<sup>e</sup> il n'y eut à Madagascar aucun tout constitué; ses habitants... étaient divisés en une infinité de petits clans ou de familles, tous indépendants les uns des autres » (4).

---

(1) Grandidier, vol. IV — L. I, page 96.

(2) G. Julien l. cit., p. 74.

(3) A. Boveil l. cit. p. 15.

(4) Grandidier, vol. IV, T. 2, L. III — page 346.

Dans toute l'île, mais plus spécialement dans le pays Hova, l'unité sociale n'est pas, comme chez nous, l'individu isolé ; c'est la famille entièrement placée sous l'autorité paternelle.

«Le chef de famille jouit d'une autorité incontestée devant laquelle s'inclinent tous les membres de la famille » (1).

Dans un de ses Kabarys, Andrianampoinimerina donne à cette organisation particulière cette forme proverbiale dont les malgaches sont fêrus :

«Un seul arbre ne fait pas la forêt, et avec un seul doigt on ne prend pas un pou » (2).

Chaque famille, en somme, formait au sein de l'Etat — si ce n'est pas baptiser d'un nom trop pompeux le pays Hova aux temps du roi Ralambo, qui vivait à Madagascar, cependant que Henri IV régnait à Paris — une sorte de petit Etat.

Peut-être est-ce dans cette coutume qu'il faut trouver l'origine de la formation féodale des malgaches. Une famille, puissante par le nombre de ses enfants et par ses richesses, devait très probablement étendre sa domination sur des familles moins heureuses. Il n'est pas interdit de le penser.

Chacune de ces familles avait des lois propres et se gouvernait «suivant les ordonnances de ses Ancêtres, transmises pieusement de générations en

---

(1) Arrêt Cour Tananarive, 10 juin 1897 — Gamon l. cit., page 384.

(2) Cité par Grandidier, Vol. IV, Liv. III, Note p. 111.

générations» (1) et auxquelles il fallait scrupuleusement obéir.

Assez de preuves ont été précédemment données du respectueux attachement professé par les malgaches pour tout ce qui vient du passé, pour que nous ayons à l'affirmer de nouveau.

Mais, le fait intéressant, c'est que, dans ces classes, dont Andrianampoinimerina prêchait l'union, le pouvoir du chef de famille «s'exerçait à la manière des patriarches». (2)

De même dans le Fouta-Djallon, où, dans les premiers temps tout au moins, «le régime familial reposait sur le patriarcat, l'aïeul, l'ancien, était choisi pour chef suprême de la branche qu'il représentait». (3)

Les règles coutumières autorisant la polygamie, peuvent aussi s'autoriser d'inspiration arabe, de même que la répression, que nous avons examinée, de l'adultère.

Dans le Mzab, celui qui a déshonoré et souillé la réputation d'un musulman dans la personne de celui-ci, sera fouetté dans la mosquée; «il recevra 80 coups de fouet, il sera exilé du pays pendant deux ans et frappé d'une amende de 200 réaux » (4).

Encore s'agit-il de la peine prononcée par la

---

(1) Grandidier — Vol. IV — Livre IV, page 119.

(2) Grandidier — Vol. IV — Livre IV, page 116.

(3) O. Durand — l. cit., page 6.

(4) Décision de l'an 811 de l'Hégire, Djema'a du Mzab, page 181.

communauté; le mari trompé et sa famille peuvent au lieu du fouet, punir de mort (1).

N'est-ce pas la législation intérieure des castes malgaches, le «didindrazana» ou volonté des Ancêtres dont parle M. Julien ? (2).

A quelle époque l'organisation patriarcale de la famille est-elle apparue à Madagascar?

M. Julien va nous le dire dans ses pages Arabico-Madécasses.

D'après les textes qu'il a traduits, la lutte s'est engagée entre Ali et Mohamedi pour dominer et posséder une *femme*, qui règne sur toute une région.

Cette femme — dont M. Julien ne rapporte pas le nom — nous voulons voir en elle le symbole d'un matriarcat de type malayo-polynésien (3), existant dans l'île, depuis des époques que l'histoire n'a pas encore révélées, et hérité, sans doute, des plus lointains ancêtres (4).

Il va être remplacé par un patriarcat de type sémite.

Cette modification apportée aux coutumes an-

---

(1) Djema'a Mzab, page 225.

(2) Cf. Julien — pages Arabico-Madécasses, page 12.

(3) Recon. et expl., 31 mars 1900, page 125, Note 4.

(4) Tenter de prouver cette affirmation nous conduirait à discuter de l'origine des malgaches: le problème n'est pas encore résolu. Une origine malayo-polynésienne paraît irréfutable. De nombreuses similitudes dans les racines et le type même des individus en sont les critères les plus certains.

cestrales, agira longuement et profondément sur elles.

L'habitude importée par les Arabes ne s'atténua qu'à l'arrivée des premiers Portugais, et deux siècles et demi plus tard, Andrianampoinimerina dira qu'il faut préférer la lignée des femmes à celle des hommes. (1)

De 1810 à 1896, en effet, deux hommes, dont un, pendant 48 mois seulement, ont régné sur Madagascar, tandis que quatre reines y exerçaient un rôle décisif, qu'elles se sentaient capables de remplir.

Ranavalona I<sup>re</sup> ne disait-elle pas, lors de son couronnement, le 12 juin 1829: «Ne croyez pas, parce que je suis une femme, que je ne puisse pas gouverner le royaume». (2)

Mais ce matriarcat paraît se borner à l'exercice du pouvoir, et même au pouvoir nominal, les premiers Ministres, Rainihero, puis ses deux fils Rainivoninahitriniony et Rainilaiarivony ayant exercé «de fait l'autorité du roi» (3) de 1832 à 1896.

En définitive, le patriarcat importé par les Arabes prévaut donc à Madagascar.

Comment se traduit ce patriarcat, très généralement en vigueur?

Par l'exercice de la puissance paternelle et ses

---

(1) Cf. Malzac, page 495.

(2) Malzac, page 375.

(3) Malzac, page 356.

modalités et par l'influence d'une progéniture qui assure la continuité de la race.

C'est le père, le patriarche, qui garde sur la famille une autorité illimitée à l'origine et s'étendant aussi bien aux enfants qu'à l'épouse.

Car, malgré G. Mondain, les heures sont rares où la hova peut être souveraine à son foyer. (1)

En effet, aussitôt la cérémonie du mariage, elle n'est plus la maîtresse de sa personne » (2).

Cependant, à défaut du père ou du fils aîné, la mère «exerce personnellement la puissance paternelle». (3)

L'enfant tient une part immense, au delà, du moins, de trois ou quatre ans.

Mais, entre les habitudes arabes et la Grande Ile, il s'est produit une curieuse interversion.

Là, on dit: un tel, fils de... Ali ben...

C'est donc le père qui conditionne le nom du fils.

A Madagascar, au contraire, un homme, par exemple, a pour nom Rabé. Il lui naît un enfant qu'il décide d'appeler Rasoa. Et, de ce jour, il prend le nom de Rainisoa, *père de Rasoa*, tandis que sa femme prendra celui de Renisoa, *mère de Rasoa* (4).

De même, dans plusieurs îles malaisiennes, «à

---

(1) G. Mondain — Rakataka — introduction, page 7.

(2) Gamon, page 389 — Arrêt de la Cour de Tananarive, 13 juillet 1899.

(3) H. Berthier — Droit civil malgache, page 69.

(4) Cfr. G. Mondain. Rôle religieux de la femme malgache. Missions évangéliques. Paris 1925, in-8, 64 pages.

la naissance d'un fils ou d'une fille, le père prend le nom de son enfant et se fait appeler père d'un tel ou d'une telle». (1)

Nous trouvons en cette matière l'illustration éclatante de ces influences indonésiennes qui semblent former le fonds même des coutumes malgaches et que le recul du temps et les colons sémites, dont « l'influence n'a guère été civilisatrice » (2), n'ont pas réussi à altérer.

De cette habitude locale résultent, même de nos jours, des effets qui se répercutent fâcheusement sur la tenue des registres d'état civil, prescrite pour la première fois en 1878, par les instructions aux Sakaizambohitra.

La coutume ancestrale du changement de nom agit avec une telle persistance qu'il devient parfois extrêmement difficile de rechercher tel ou tel individu que la conscription... ou la justice réclament.

Un Administrateur des Colonies, remplissant les fonctions de Président du Tribunal du deuxième degré à Tananarive, a eu, il y a quatre ans, à connaître une affaire où un jeune fonctionnaire indigène avait changé son nom sur un registre officiel, sans se rendre exactement compte qu'il commettait ainsi un faux caractérisé.

Comment ne pas voir une influence arabe dans les coutumes qui donnent aux femmes des droits

---

(1) Grandidier, Vol. IV — Livre I, page 27.

(2) Grandidier, Vol. IV, Tome II, Livre III, page 109.

inférieurs à ceux des hommes ? Le partage que nous avons vu des biens «kitay telo an dalana», attribuant deux lots à l'homme et un à la femme, n'est pas une conception spéciale à Madagascar, où les indigènes la tenaient pour particulièrement juste. L'homme fournissant un rendement de travail supérieur à celui que pouvait donner la femme, il était, à leurs yeux, souverainement raisonnable que sa part soit plus considérable.

Vraisemblablement, l'origine de cette loi coutumière vient de l'influence arabe, sur laquelle nous avons déjà eu à insister.

Le Coran (1), dit qu'il faut donner aux mâles une portion supérieure à celle que reçoivent les filles.

Chez les Peuhls de Guinée, à l'ouverture de la succession «les garçons ont toujours droit au double de la part revenant aux filles». (2)

Faut-il en conclure que la loi coranique a imposé son empreinte aussi bien dans le Fouta que dans l'Ile Rouge ? Il est bien probable qu'une réponse affirmative s'impose.

Il est certain que Madagascar doit au prosélytisme islamique l'introduction de l'écriture arabe dans l'Ile; rien d'étonnant donc, à trouver dans le vocabulaire un important contingent de mots arabes ou d'arabismes relatifs aux choses du droit. Les monnaies, les mesures, sont désignés de noms

---

(1) Traduction Savary, page 159.

(2) O. Durand, page 68.

parfaitement originaires de l'Arabie. La balance, « mûzani » en malgache, trouve son origine dans l'arabe « mûzan », la piastre « ariari », dans « el réal ». (1)

Nous pourrions, les empruntant à Ferrand, en citer beaucoup d'autres. La « Gasety Malagasy » (2) signale le mot « salamanga », qui signifie prière et geste à la façon des Arabes. Il s'agit de manifestations qui ont été assimilées par les Malgaches, par suite de leur caractère mystérieux, à des pratiques de sorcellerie. L'expression Salamanga tire son origine des pratiques divinatoires ayant le « Sikydy » pour modèle. M. Ferrand attribue l'origine du Sikydy aux Arabes et le mot lui-même vient, dit-il, de Silk, qui signifie figure, et qui, d'ailleurs, a donné son nom à l'art divinatoire malgache.

Ces influences exercées par les Arabes sur la langue malgache, expliquent assez l'importance de toutes celles que nous avons rapportées et signalées sur les mœurs et les pratiques juridiques.

\* \* \*

«La colonisation de Madagascar par des Juifs, dans un temps très reculé, n'est plus douteuse.

Les lois d'Andrianampoinimerina... en donnent la certitude.»

---

(1) Ferrand — Journal asiatique 1905 — «L'élément arabe et suahili en malgache ancien et moderne.

(2) Numéro du 7 août 1885.

Ainsi s'exprime S. Ferarès, dans son étude sur les *lois malgaches et le Pentateuque*. (1)

Cette colonisation a laissé des traces profondes dans la langue même des hovas, autant que dans les lois, les *lalàna vèluna*, dont le code de 1881 affirme et maintient, en son article 263, la survivance.

Il est écrit dans «Exode, 23-7-7: N'accepte point de présent, car le présent aveugle les plus éclairés et pervertit les paroles du juste». (2)

Or, dans son essai de codification des coutumes anciennes, (3) M. Julien attribue au vieux monarque malgache les prescriptions suivantes:

«Je n'endurerai pas que, dans mon royaume, la corruption et la vénalité supplantent l'esprit d'équité chez ceux qui parlent en mon nom.»

«Seront punis de mort les magistrats qui vendront la justice aux enchères, donneront raison à ceux qui auront versé le plus d'argent.»

Si nous en arrivons au Code de 1881, dans le titre: **Fonctionnaires du Gouvernement**, il est fait mention à diverses reprises de la corruption possible des fonctionnaires et des sanctions à intervenir.

De même au titre: **Antily**.

Nous avons précédemment exposé les raisons d'être de ces articles, qui (notamment 189 à 213) ne

---

(1) Page 31.

(2) S. Féarès, page 17.

(3) Institutions politiques et sociales de Madagascar, Tome I, page 253.

vont certes pas jusqu'à la sévérité d'Andrianampoinimerina.

Il serait aisé de multiplier les exemples de cette nature.

L'usage des fausses mesures ou de faux poids (pratiques encore punies de mort à Madagascar au début du XIX<sup>e</sup> siècle et moins sévèrement châtiées en 1881 — articles 74 à 80 du Code), la sorcellerie, cette sorte de jugement de Dieu qu'est la preuve judiciaire par le tanghin, le témoignage mensonger, la désobéissance des enfants à l'autorité paternelle (maintenue dans les articles 155, 156, 233, 237 etc... du Code) montrent indéniablement que le roi imérinien subissait la lointaine influence du Pentateuque.

Le fondateur de la monarchie hova, ne prescrivit-il pas également qu'un «homme libre ne doit pas épouser une esclave»... s'il le fait, il est tenu de la racheter». (1)

L'Exode (2) présentait une défense à peu près identique.

Mais, le Grand Roi, «montagne aux torrents bienfaisants » (3), a remplacé le rigorisme judaïque par une sévérité moins outrancière. Pour lui, le

---

(1) D'après Rev. H. Little, p. 64 — Madagascar in history and people. Edin. London 1884, Rapporté par S. Férarès, l. citato, page 13.

(2) S. Férarès ib id.

(3) Discours pour les funérailles dans le Sud de l'Emyrne — Traduction G. Mondain, in Bulletin Académie malgache, p. 105.

talion des Hébreux (et des Arabes) n'existe plus dans sa forme cruelle. Dans la suite, les codes écrits tempéreront encore, par plus d'humanité, les peines restées trop sévères. Sous l'influence occidentale, le châtement s'est adouci.

Toute l'étude de S. Féarès est extrêmement instructive.

L'auteur reconnaît (1), cependant, que non malgachisant, il lui a été difficile de se retrouver dans ce qui peut revenir à chaque race locale.

C'est cette ignorance du pays lui-même et de ses coutumes qui lui fait dire, parlant des lois d'Andrianampoinimerina: «celui qui les a rédigées » (2).

Nous savons, en effet, amplement, que ces lois ont vécu et sont venues jusqu'à nous par tradition orale. Nul écrit n'en a conservé la trace. Elles n'ont pas été rédigées. Elles ont été parlées.

Mais, de ce que nous venons de dire, il ressort avec netteté que l'influence des sémites ne paraît pas pouvoir être mise en doute. Leur colonnat, qu'il soit hébraïque ou arabe, s'est traduit avec une puissance qui a résisté à l'œuvre destructrice des siècles.

Parlant de l'organisation familiale dans le droit coutumier, nous avons dit quelques mots du rôle joué autrefois par la femme à Madagascar et in-

---

(1) S. Féarès, l. cit., page 6.

(2) S. Féarès, l. cit., page 31.

diqué les influences extérieures qui l'avaient conditionné.

Après avoir eu une grande action sur la coutume, la situation sociale de la femme (1) et les problèmes qui s'y rattachent: polygamie, mariage, entre autres, ont laissé des traces profondes dans les codes écrits.

L'action européenne ne pouvait manquer d'agir sur ces derniers, comme elle a agi sur la traite des esclaves, par exemple, pour apporter son adoucissement à des pratiques peu en rapport avec notre civilisation.

Comme l'organisation familiale, le rôle de la femme a été fortement marqué par l'empreinte sémitique, dont le résultat principal fut de substituer le patriarcat au matriarcat antérieur.

Cependant, un mot est resté dans la langue imérinienne, qui marque à quel point ce matriarcat est bien de fond malgache.

*Finiherana*, que nous traduisons par : *patrie*, signifie littéralement: matricule, souche maternelle.

Pour marquer une respectueuse soumission, on dit encore chez Antaimoros : tu es *notre mère* et *notre père*, et non pas, ainsi que dans la plupart des pays indigènes: *tu es notre père et notre mère*.

C'est assez dire que l'idée initiale n'a pas été altérée ou, du moins, s'est maintenue malgré les apports juifs et arabes.

---

(1) Encore que maintenue «dans une position nettement inférieure». G. Mondain, l. cit., page 5, en désaccord avec Sibree (voir plus loin).

«A Madagascar, les femmes ne sont pas méprisées comme inférieures à l'homme.» (1)

Il y a là une similitude frappante entre la conception malgache et celle du Hoggar, où la femme, occupant une position élevée, est «l'égale respectée et influente de l'homme » (2).

Mais, cette règle, très générale d'après Grandidier, ne paraît guère causer de gêne aux puissants:

«Rois, princes et grands... s'arrogeaient le droit de s'emparer de toute femme de leurs sujets qui leur plaisaient, l'enlevant à son mari, à sa famille, sans que ceux-ci pussent non seulement s'y opposer, mais encore se plaindre » (3).

Avec ces enlèvements, nous touchons à la polygamie, si diversement jugée par les auteurs et qui, à elle seule, prouverait la différence « de niveau social entre les deux sexes », (4) mais ne suit cependant pas « une règle définie, comme dans le matérat des Malabares ». (5)

Sous le règne du Roi Ralambo (1575-1610) elle était «généralement en usage chez les peuplades malgaches » et « n'avait rien d'étonnant » (6).

---

(1) Sibree, page 179.

(2) Conférence Cdt Litre à la Société de Géographie de Toulouse, 1930.

(3) Grandidier. Vol. IV — Livre IV, page 225 — L'historien ajoute que «Ramboasalana, héritier présomptif de Ranavalona Ier et les fils de Rainilaiarivony se livraient ouvertement à ces pratiques.

(4) G. Monsain, Rakataka, introduction, page 7.

(5) Malzac, page 53.

(6) Malzac, page 25.

L'excellent Père Malzac ajoute de façon pittoresque comment ce monarque, contemporain d'Henri IV, prit sa seconde épouse.

Plus tard, le roi aura droit à *douze femmes*, (1) tandis que les simples bourgeois ne pourront en posséder que sept.

Cependant, d'après Carol, la femme n'est pas sans protection.

En effet, si elle avait à se plaindre de son mari, elle pouvait «en pleine époque polygamique» avoir «recours à l'Assemblée des nobles, qui faisait justice et prononçait le divorce». (2)

Nous n'oserions poser que l'affirmation de cet auteur soit absolument fondée, ou, du moins, ce n'est pas sous le nom de divorce que Carol aurait dû la mentionner, mais sous le vocable, plus exact, de répudiation coutumière (*fissorambady*), qui, du reste, était interdite en Imerina et, «plus généralement dans toutes les parties de l'île où le droit merina est en vigueur». (3)

Cette répudiation, malgré la similitude avec la loi hébraïque, semble être néanmoins de fonds malgache.

A Madagascar, avant que l'enfant ait atteint l'âge de la puberté, «on célébrait en son honneur deux cérémonies principales: la première coupe de

---

(1) Il est bon de noter encore la persistance du chiffre 12.

(2) Carol, page 211.

(3) Berthier, page 48.

cheveux (manalavolan-zaza) et la circoncision (manaohasoavana)». (1)

Cette seconde cérémonie était la fête malgache la plus populaire. Peut-on la considérer comme un apport des israélites? Flacourt le pense. Parlant des habitants de Nosy-Hibrahimo, il dit: «Ils sont tous provenus d'une même lignée qu'ils nomment Zaffehibrahim, c'est-à-dire race d'Abraham; ils ne connaissent pas Mahomet et nomment ceux de sa race Cafres: ils reconnaissaient Noé, Abraham, Moïse et David... Ils sont circoncis et ne travaillent pas le samedi...». (2)

Il est difficile d'accepter la pratique de la circonsion comme d'importation essentiellement juive; tous les indigènes de Madagascar devenus mahométans la pratiquent; mais ce qui est certain, c'est l'importance sociale et le sens que les habitants de la Grande Ile lui donnent: c'est la première initiation de l'enfant à la vie d'homme.

Dans les pages arabico-madécasses, M. Julien rapporte la destruction par le Vizir Ali, fils de Ramakarobe, du « fanani » ou dragon (à sept têtes). La légende de l'Hydre à sept têtes est commune à presque tous les peuples orientaux: est-elle d'importation juive ou arabe? Nous ne trancherons pas la question. Qu'il suffise de profiter de tels rapprochements pour indiquer l'emprise des peuples étrangers venus dans l'Ile Rouge.

---

(1) Cahuzac, page 129.

(2) Flacourt, cité par M. Julien — Notre domaine colonial, Madagascar et ses dépendances 1931, page 35.

Les Israélites ont donc eu, incontestablement, un rôle influent à Madagascar; l'obligation pour le veuf d'épouser sa belle-sœur, que nous avons signalée, ajoute aux motifs que nous avons de le penser.

\* \* \*

Il nous serait facile de constater entre le droit malgache, le droit romain et les habitudes juridiques grecques des points de contact. Mais ce serait trop s'avancer que d'y voir des influences directes. Il y a dans l'humanité un fonds d'idées communes que nous pouvons trouver dans toutes les législations.

Des influences égyptiennes, dans un lointain passé, et, plus près de nous, des influences abyssines ont-elles au contraire exercé une action sur le droit coutumier malgache?

Ce sont là des problèmes dont il faudra demander la solution à demain et seuls des hommes d'un haut esprit et d'une érudition profonde pourront l'élucider.

Mais, nous trouvons personnellement des similitudes à tout le moins étranges entre l'Egypte et Madagascar.

Si les Hovas présentent physiquement les caractères des races malayo-polynésiennes, n'ont-ils pas également des ressemblances accusées avec les fellahs et leurs proches parents, les peuhls et les foulbés?

N'avons-nous pas trouvé dans l'ouvrage de

notre camarade et ami O. Durand, (1) une organisation familiale qui touche de très près à celle des Hovas?

Pour l'Egyptien, « Râ » est le Dieu soleil, le seigneur, le chef.

Pour le Hova, le préfixe Ra ne signifie-t-il pas : Seigneur, Sire, Monsieur?

Dans le domaine des morts, même culte des ombres et de l'âme dans les deux pays. Le tombeau imérinien ne rappelle-t-il donc pas le mastaba d'Egypte? L'âme des malgaches, c'est le loúhl, le *papillon*. Le symbole est léger, aérien... Pour l'Egyptien, d'après Maspéro, l'âme n'était-elle pas oiseau, *papillon* ou fleur ?

Ce ne sont là que des suggestions, peut-être de rêveur. Mais nous ne voulons pas les trouver absurdes.

«Un rêve est moins trompeur, parfois, qu'un document.» (2)

Chez les Abyssins, même importance du chiffre 7, que nous avons déjà signalé chez les Hovas.

Dans le livre des recettes d'un dabtara abyssin, apparaissent souvent des formules comme celles-ci:

« Sept fois, sept fois, sept fois, par sept fois sept fois. Toi qui a fermé la bouche des flammes, ferme les bouches des soldats d'un tel. » (3)

---

(1) Famille... Cercle Pita.

(2) E. Rostand.

(3) Livre des recettes d'un dabtara abyssin (page 51).

Ou encore:

«Un enfant ayant coupé dans sept endroits... des feuilles encore vertes... réciter (la formule) sept fois par jour, pendant sept jours... Faire boire pendant sept jours..., creuser dans sept endroits... » (1)

Il serait aisé d'accumuler de tels exemples.

Ils montrent simplement que la superstition du chiffre sept — ancrée en tous temps et en tous lieux — se retrouve chez les Abyssins comme chez les Hovas, avec qui, par ailleurs, ils ont tant de ressemblances physiques et même vestimentaires.

Nous ne prétendons certes pas en déduire que ceux-là ont poussé jusque chez ceux-ci d'aventureuses expéditions. Mais est-il permis d'affirmer le contraire?

\* \* \*

Si des influences nombreuses ont agi sur le droit de Madagascar, il ne faudrait pas, néanmoins, retirer aux Malgaches ce qui leur appartient et ce qui est chez eux vraiment grand.

Leur profond attachement aux lois des Ancêtres, qui sont depuis un temps immémorial, fidèlement transmises par tradition, est vraiment respectable. Leur souci et leur sentiment de la justice ressortent de leur législation, certes plus profonds que chez les peuples civilisés.

Andrianampoinimerina sanctionnait le vol par la peine de mort.

---

(1) Livre des recettes d'un dabtara abyssin, p. 113.

«Une de ses épouses favorites, ayant pris à un habitant quelques feuilles d'arum (plante aromatique) sans autorisation, allait être exécutée sur son ordre, quand le peuple intervint et obtint sa grâce.» (1) Ce trait de justice, connu de tous, est resté populaire à Madagascar. Il indique assez l'importance attachée à l'idée qu'il représente.

La force des contrats, sans formes extérieures, le respect de la dignité de la famille que nous avons déjà signalés, s'ajoutent encore à ces remarques et justifie l'intérêt qu'on peut accorder à des études juridiques plus approfondies de ces questions.

---

---

(1) Cahuzac, page 3.



## CONCLUSION

---

Quelles conclusions tirer de cette étude, pour brève et incomplète qu'elle puisse être?

Nous nous sommes bornés à exposer des faits, à effleurer « les aspects juridiques d'une grande civilisation » (1). Parfois, en quelques lignes, nous avons marqué des similitudes qui nous frappaient plus particulièrement (égyptiennes par exemple), mais qui ne sont peut-être, à tout prendre, que des consonnances.

Il en est d'autres à coup sûr.

Elles exigeaient, pour être décelées et résolues de façon telle que nulle autre interprétation ne soit possible, une érudition que nous ne possédons point ou des recherches auxquelles le temps matériel ne nous permet pas de procéder.

Heureux si ces quelques pages pouvaient susciter l'étude plus précise de tel ou tel point : comparaison purement juridique entre notre droit et le droit malgache, rapprochements suggestifs entre la féodalité de nos aïeux et celle qui, voici quelques années à peine, était acceptée par tous dans la Grande Ile.

---

(1) M. le Professeur Maunier, présentant une conférence de M. le Gouverneur honoraire Julien, le 4 Mars 1931, à la Faculté de Droit de Paris.

Dans leurs coutumes et dans leurs lois, les hovas féodaux accusent une personnalité curieuse. Si les apports étrangers y sont évidents et fréquents, le fonds de la race se retrouve en traits plus ou moins fermes.

En l'étudiant avec une sagacité profonde, Flacourt ne laisse pas que d'être parfois sévère pour elle.

«S'il y a une nation au monde adonnée à la trahison, dissimulation, flatterie, cruauté, mensonge et tromperie, c'est celle-ci » (1).

Le bon chevalier s'émeut d'une telle situation. Aussi, dans une lettre d'envoi supplie-t-il «Messire Nicolas Fouquet, Chevalier, Vicomte de Melun et de Vaux, de l'aider dans son œuvre à Madagascar» pour exciter ses habitants à se façonner comme les autres nations de l'Europe », car, il s'agit d' « une peuplade qui est dans son enfance, qui de soi est si faible, qu'elle ne se peut encore soutenir d'elle-même»... et qu'il faut «attendre qu'elle soit parvenue à un âge plus fort et plus avancé». (2)

Et à Fouquet tout puissant, Flacourt offre cette île «comme elle est, dans sa rudesse et dans sa naïveté». (3)

Qu'est-ce donc qui lui a été, depuis apporté?

---

(1) E. de Flacourt — Histoire de la Grande Isle de Madagascar, chap. XXVII, page 83.

(2) Lettre préface de l'édition de 1658.

(3) Ibidem.

C'est toucher ici à un des problèmes les plus graves, les plus délicats qui se puisse poser : le contact des races.

Que fût devenue Madagascar livrée à elle-même et ignorant les bienfaits de la civilisation ?

Carol juge, d'une façon peut-être un peu trop absolue, que ce peuple s'est perdu en jouant avec la civilisation comme un enfant qui joue avec le feu.

Mais, puisque cette civilisation lui a été donnée et restant dans le domaine du droit, que convient-il de faire aujourd'hui ?

A ces lalàna véluna, à ces émanations pieusement recueillies et maintenues dans les codes écrits (art. 263) à ces sentences pittoresques, on a substitué la sécheresse de nos codes.

N'eut-il pas été plus logique de permettre à l'expérience de suivre son cours normal et comme le souhaite M. le Gouverneur Berthier, de «laisser les tribus malgaches arriérées évoluer lentement, suivant leurs facultés, à un état social supérieur, quoique très différent du nôtre, mais conforme à leur mentalité et à leurs possibilités. (1)

Traitant de l'application des lois françaises à Madagascar, M. Girault (2) écrit, de son côté, qu'une jurisprudence d'après laquelle les lois antérieures à la conquête sont applicables sans promulgation

---

(1) Berthier, page 16.

(2) A. Girault — Tome II, page 191.

spéciale, «devient véritablement la source de difficultés inextricables».

Et cependant, une telle jurisprudence a été appliquée par la cour d'appel de Tananarive (1), qui l'a confirmée à différentes reprises, suivie en cette voie par la Cour de Cassation et, malgré l'opinion contraire du Conseil d'Etat.

La coutume «d'un pays en général et en particulier», avait écrit Flacourt,... (2) «est si ancienne que celle du Prince n'est fondée que sur celle-ci, en sorte qu'il ne la peut même pas changer».

Le législateur avait bien compris cette nécessité, puisque, dans l'exposé de la loi du 6 août 1896, il veut que rien ne soit touché aux coutumes anciennes d'une nation qui «vit dans la loi de nature». (3)

Et cependant, il y a été touché.

Mais, puisque la France a, du moins, le moyen et la force de faire observer la justice, cette Ile-ci, en peu de temps, « deviendra la plus peuplée du monde, étant aussi fertile qu'il y en ait sur terre » (4).

---

(1) Arrêt du 8 mai 1897.

(2) Flacourt, *ib.*, chap. 32, page 104.

(3) Flacourt — Relations de l'Isle de Madagascar, chap. 91, page 447.

(4) Flacourt — Histoire... ch. 30, page 96.

VU :

*Le Président de la thèse,*

RENÉ MAUNIER.

VU :

*Le Doyen de la Faculté,*

H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

J. CHARLETY.



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                     |   |
|---------------------|---|
| BIBLIOGRAPHIE ..... | I |
|---------------------|---|

### PREMIERE PARTIE

|                                                                                                                                             |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| CHAPITRE I. — Promulgation du Code des Articles .....                                                                                       | 305<br>1 |
| CHAPITRE II. — Description. Rainilaiarivony, premier ministre. Les réformes: Sakaizambohitra; Antily. Discours préliminaire de la Reine.... | 17       |

### DEUXIEME PARTIE

|                                                                                                                                                                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE III. — Les Codes écrits antérieurs. Historique .....                                                                                                                                                             | 35 |
| CHAPITRE IV. — Les influences extérieures; Pasteurs anglais; Enseignement; Aliénation des Terres; Religion d'Etat; Esclavage; Lutte contre l'alcoolisme; Influence du Code de Tahiti; Influence du Code de Gia-Long ..... | 43 |

### TROISIEME PARTIE

#### *Droit coutumier*

|                                                                                                                                                                                        |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE V. — Lois vivantes et Lovan Tsofina : Justice et arbitrage ; Administration ; Répartition des biens ; Servitudes ; Successions ; Registres matrimoniaux ; Hospitalisation.... | 67 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

|                                                                                                                                                                                                                                       |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE VI. — Origine des Malgaches ; Influences<br>extérieures sur le droit coutumier ; Emigra-<br>tions malayo-polynésiennes, Phéniciens, Egyp-<br>tiens, Grecs et Romains, Cambodgiens et Co-<br>chinchinois, Juifs, Arabes ..... | 130 |
| CONCLUSION .....                                                                                                                                                                                                                      | 152 |







